



Montreal, P. Q.
M. le Percepteur du
Revenu Provincial,
445, St-Gabriel.

Gazette officielle de Quebec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUEBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 21 NOVEMBRE 1936.

QUEBEC, SATURDAY, 21ST NOVEMBER, 1936.

AUX ANNONCEURS DANS LA "GAZETTE
OFFICIELLE DE QUÉBEC".

TO ADVERTISERS IN THE "QUEBEC
OFFICIAL GAZETTE".

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la "Gazette officielle de Québec" voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: L'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.
3. Toute annonce doit être publiée dans les deux langues.

PARTIES sending advertisements to be inserted in the "Quebec Official Gazette" will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.
3. Every advertisement has to be published in both languages.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion: 15 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

Insertions subséquentes: 5 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction: 50 cts par 100 mots.

Livraisons séparées à 30 cents chacune.

Feuilles volantes: \$1.00 la douzaine.

Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque accepté, payable au pair à Québec, ou mandat de banque ou de poste.

Un acompte couvrant à peu près le montant de l'annonce, est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication, qui sera annulée si ces conditions n'ont pas été remplies.

ADVERTISING RATES

First insertion: 15 cents per line (agate measure) each version.

Subsequent insertions: 5 cents per line (agate measure) each version.

Tabular matter at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single number: 30 cents each.

Slips: \$1.00 per dozen.

Remittance must be made to the order of the King's Printer, either by accepted cheque, payable at par in Quebec, or by Bank or Postal money order.

Notices which are to be inserted once only are strictly payable in advance. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication, which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette officielle de Québec" du samedi suivant, mais dans la livraison subséquente.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Quebec Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7 par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la Gazette sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Subscribers will also notice that the subscription of \$7 per annum is invariably payable in advance, and that the Gazette will be stopped at the end of the period paid for.

Quand les annonceurs veulent plus d'une livraison de la Gazette, ils doivent faire une remise en conséquence.

When advertisers require more than one number of the Gazette, they must remit accordingly.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la Gazette pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

The first number is our document number, the second number, the Gazette number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

Notices published only once are only followed by our document number.

L'IMPRIMEUR DU ROI,
Rédempti Paradis.

REDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Hôtel du Gouvernement.

5507—45—8—0

Government House.

5508—45—8—0

Lettres patentes

Letters patent

"Aldo Shoe Shoppe, Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deuxième jour de novembre 1936, constituant en corporation: Sam Gross, Arthur Gross, marchands, Earnest M. Gross, surintendant-adjoint, tous de Montréal, dans les buts suivants:

"Aldo Shoe Shoppe, Incorporated".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of November, 1936, incorporating: Sam Gross, Arthur Gross, merchants, Earnest M. Gross, asst. superintendent, all of Montreal, for the following purposes:

Vendre et acheter aux grossistes et aux détaillants des chaussures et souliers pour hommes et femmes ainsi que des claques et pardessus, et tous accessoires y attachés, sous le nom de "Aldo Shoe Shoppe, Incorporated".

In order to sell and buy to and from the wholesale and retail trade boots and shoes for men and women as well as rubbers and overshoes, and all accessories thereto attached, under the name of "Aldo Shoe Shoppe, Incorporated".

Le montant du capital-actions de la compagnie est de vingt mille dollars, divisé en deux cents actions de cent dollars chacune.

The amount of the capital stock of the company is to be twenty thousand dollars, divided into two hundred shares of one hundred dollars each.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, district de Montréal.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce deuxième jour de novembre 1936.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this second day of November, 1936.

ALEX. DESMEULES,

ALEX. DESMEULES,

5743

Sous-secrétaire de la Province.

5744-0

Assistant Provincial Secretary.

"Atlas Soaps, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour de novembre 1936, constituant en corporation: Paul Sherman Smith, Guy Perron, Claude, J. Prevost, Adhemar Gaston Munich, avocats, J. Richard Hyde, étudiant en droit, et Robert John Forster, comptable, tous de la cité de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

"Atlas Soaps, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of November, 1936, incorporating: Paul Sherman Smith, Guy Perron, Claude J. Prevost, Adhemar Gaston Munich, advocates, J. Richard Hyde, student-at-law, and Robert John Forster, accountant, all of the city of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

(a) Conduire, exploiter et exercer le commerce qui consiste à acheter, vendre, manufacturer, raffiner, trafiquer ou autrement préparer et négocier toutes sortes de savons, nettoyeurs, substances à nettoyer, huiles et substances oléagineuses et saporifiques, parfums, articles de toilette, et préparations et substances qui forment

(a) To conduct, operate and carry on the business of buying, selling, manufacturing, refining, trafficking, or otherwise preparing and dealing in all kinds of soaps, cleaners, cleansers, oils and oleaginous and saponaceous substances, perfumery, toilet articles and preparations and substances which are component parts of any of the

la partie constituante d'aucun des dits articles ou substances ou qui peuvent être produits ou négociés en rapport avec iceux;

(b) Agir comme fabricants de produits pharmaceutiques et produits chimiques en général et manufacturiers et négociants de toutes sortes d'accessoires de toilette, et de toutes sortes de boîtes et caisses en carton, en bois, en métal ou autrement, et agir comme imprimeurs, imprimeurs en couleurs, publicistes et libraires, et comme facteurs ou agents de négociants et manufacturiers de tous articles ou marchandises étant en aucune manière de la même nature, s'y rapportant, étant utiles ou avantageux ou profitables au dit commerce, ou susceptibles d'augmenter directement ou indirectement ou rendre profitable aucun des biens, droits ou entreprises de la compagnie;

(c) Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer disposer ou faire valoir ou autrement faire le commerce en tout ou en partie quelconque des biens et droits de la compagnie;

(d) Prendre et détenir des nantissements, hypothèques, privilèges, gages, charges, et toutes autres sortes de garanties pour assurer le paiement de tout argent dû à la compagnie ou toutes avances faites par la compagnie;

(e) Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements ou de l'actif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

(f) Emettre et répartir comme entièrement ou partiellement acquittées des actions, débentures, actions, débentures, actions et / ou autres valeurs de la compagnie en paiement ou partie de paiement de toutes propriétés, actions, titres, débentures, actions-débentures, bons, obligations ou autres valeurs, droits et intérêts qui pourraient être acquis par la compagnie et, avec l'approbation des actionnaires, pour tous services rendus et travaux faits pour la compagnie, et en paiement ou satisfaction de dettes et obligations dues par la compagnie;

(g) Promouvoir, et devenir actionnaire d'une ou plusieurs compagnies, dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, garantir aussi le remboursement du capital, le service des dividendes et intérêts sur les actions, parts, obligations, débentures et autres valeurs, ainsi que l'exécution des contrats par aucune telle compagnie;

(h) S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions, réciproques ou autres avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement cette dite personne, société, association ou compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle société, association ou compagnie et les vendre, les détenir, les revendre, avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

(i) Distribuer en espèces ou autrement, comme

said articles or substances or which may be produced or dealt with in any connection therewith;

(b) To carry on business as pharmaceutical manufacturers and general chemists and manufacturers of and dealers in all kinds of toilet requisites, and of all kinds of boxes and cases of cardboard, wood, metal or otherwise, and printers, colour printers, publishers and stationers, and as factors or agents of dealers in and manufacturers of any articles or merchandise in any way akin to, connected with, useful or advantageous for or in furtherance of said business, or calculated directly or indirectly to enhance or render profitable any of the company's properties, rights or undertakings;

(c) To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

(d) To take and hold mortgages, hypothecs, privileges, liens, charges and any other kind of security to secure payment of any money's due to the company or any advances made by the company;

(e) To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets or any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of the company;

(f) To issue and allot fully or partly paid up shares, debenture stock, debentures, bonds and / or other securities of the company in payment or part payment of any property, shares, stocks, debentures, debenture stock, bonds, obligations or other securities, rights and interests which may be acquired by the company and with the approval of the shareholders for any services rendered to and work done for the company, and in or towards the payment or satisfaction of debts and liabilities owing by the company;

(g) To promote and become a shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company and to guarantee payment of the principal of and dividends and interest on the shares, stock, bonds, debentures and other securities of and the performance of contracts by any such company;

(h) To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, or expense, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person, partnership, association or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such partnership, association or company and to sell, hold, resell, with or without guarantee or otherwise deal with the same;

(i) To distribute in specie or otherwise, by way

dividendes légalement déclarés à même les surplus de la compagnie, ou de la manière prévue par l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, les biens quelconques de la compagnie entre ses membres, et en particulier les actions, les obligations, les débetures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie, ou les actions, obligations, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif et du passif de la présente compagnie;

(j) Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

(k) Payer toutes les dépenses inhérentes ou connexes à la formation et la constitution de la compagnie ou au prélèvement de son capital ou passer des contrats avec toute compagnie ou personnes pour les payer;

(l) Louer, vendre, échanger la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété et entreprise de la compagnie ou en disposer autrement, pour la considération que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

(m) Placer et employer les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

(n) Emprunter des fonds sur le crédit de la compagnie et émettre des bons, débetures ou autres valeurs de la compagnie, ou les engager ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

(o) Exercer tout autre commerce ou toute autre activité que les directeurs croiront incidents ou avantageux à la réalisation des objets de la compagnie;

(p) Poursuivre, exercer et exploiter les objets et pouvoirs sus-énumérés et soit comme ou par l'entremise de principaux, agents, procureurs, entrepreneurs, facteurs, gérants, bailleurs, locataires ou autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres; et poursuivre, exercer ou exploiter l'un quelconque ou plusieurs de tels objets et pouvoirs sans égard aux autres, tels objets et pouvoirs étant censés distincts et indépendants les uns des autres et ne pas être limités par le nom de la compagnie et aucune clause des présentes ne sera interprétée comme étant limitée dans son sens général par les termes de toute autre clause ou comme limitant les pouvoirs généraux conférés par les lois de la province de Québec.

CONTRATS

Dans le cas où la compagnie passerait des contrats ou transigerait des affaires avec un ou plusieurs de ses directeurs, ou avec toute firme dont un ou plusieurs de ses directeurs sont membres ou employés, ou avec toute corporation ou association d'ont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs, officiers ou employés, tels contrat ou transaction ne seront pas invalidés ou affectés en aucune manière par le fait que ce directeur ou ces directeurs ont ou peuvent avoir des intérêts dans ces contrat ou transaction qui sont ou peuvent être contraires aux intérêts de la compagnie, alors même que le vote du directeur ou des directeurs ayant tel intérêt contraire soit nécessaire pour obliger la compagnie en vertu de tels contrat ou transaction, pourvu toutefois que, dans pareil cas, le fait que tel intérêt existe soit déclaré ou connu des autres directeurs ou actionnaires affectés par tels contrat ou transaction.

of dividends legally declared out of the surplus of the company or in the manner provided by section 81 of the Quebec Companies' Act, any assets of the company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the company's property, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

(j) To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

(k) To pay all or any expenses of, incident to or incurred in connection with the formation and incorporation of the company and the raising of its share capital or to contract with any company or persons to pay the same;

(l) To lease, sell, exchange or otherwise dispose of the business, property or undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

(m) To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such manner as from time to time may be determined;

(n) To borrow money on the credit of the company and to issue bonds, debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

(o) To carry on any other business or engage in any other activity deemed by the directors to be incidental or conducive to the attainment of the objects of the company;

(p) To pursue, exercise and carry on the objects and powers hereinbefore set forth, and either as or by and through principals, agents, attorneys, contractors, factors, managers, lessors, lessees or otherwise, and either alone or in conjunction with others; and to pursue, exercise or carry on any one or more of such objects and powers without regard to the others, such objects and powers being deemed to be severable and not dependent on each other and not limited by the name of the Company, and no clause hereof shall be construed as limited in its generality by the terms of any other clause or as limiting the general powers conferred by the laws of the Province of Quebec.

CONTRACTS

In case the Company enters into contracts or transacts business with one or more of its directors, or with any firm of which one or more of its directors are members or employees, or with any other corporation or association of which one or more of its directors are shareholders, directors, officers or employees, such contract or transaction shall not be invalidated or in any wise affected by the fact that such director or directors have or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the Company, even though the vote of the director or directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the Company upon such contract or transaction, provided, however, that in any such case, the fact of such interest shall be disclosed to the other directors or shareholders acting upon or in reference to such contract or transaction;

COMPAGNIE PRIVÉE

Les actions de la compagnie ne seront pas transférées sans le consentement d'une majorité des directeurs;

Le nombre de ses actionnaires ou de ses membres, à l'exclusion des personnes qui sont à l'emploi de la compagnie et de personnes qui, ayant été antérieurement à l'emploi de la compagnie, furent, durant tel emploi, et ont continué après avoir quitté cet emploi d'être actionnaires de la compagnie, n'excèdera pas vingt (20);

Il est interdit de faire appel au public pour faire souscrire toutes actions ou débetures de la compagnie.

DIVIDENDES SUR LES ACTIONS

La compagnie pourra, en aucun temps et de temps à autre, capitaliser et distribuer entre les actionnaires toute somme ou sommes:

(a) faisant partie des bénéfices non divisés portés au crédit de tout compte de réserve de la compagnie; et / ou

(b) étant les bénéfices nets non divisés entre les mains de la compagnie; et / ou

(c) toute somme portée au fonds de réserve comme résultat de la vente ou de la réévaluation des biens ou de l'actif de la compagnie ou toute partie d'iceux, et elle pourra répartir aux actionnaires qui détiennent des actions de capital-actions de la compagnie, en ce qui concerne le montant net capitalisé, des actions entièrement libérées de la compagnie d'un montant nominal équivalent, ou des actions entièrement acquittées de la compagnie, sans valeur au pair, évaluées au montant de la considération pour laquelle, dans le temps, les directeurs sont autorisés à émettre et répartir telles actions et / ou la compagnie pourra déclarer des dividendes en actions et émettre des actions de la compagnie comme entièrement ou partiellement libérées ou créditer le montant de tels dividendes sur les actions de la compagnie déjà émises, mais non entièrement libérées, de manière que le montant versé sur les actions ainsi émises ou en vertu de tels dividendes en actions, n'excède pas le montant que les directeurs peuvent déclarer légalement, payable en argent, et la responsabilité des détenteurs de telles actions sera réduite du montant de tels dividendes.

POUVOIRS D'EMPRUNT

S'ils y sont autorisés par règlement sanctionné par au moins deux tiers des votes obtenus à une assemblée générale spéciale des actionnaires, dûment convoquée pour l'examen du règlement, les directeurs pourront, de temps à autre; (a) Emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie;

(b) Limiter ou augmenter le montant à emprunter;

(c) Emettre des obligations, débetures ou autres titres de la Compagnie et les engager ou les vendre pour telles sommes ou à tel prix qu'ils jugeront convenables;

(d) Nonobstant les dispositions du Code Civil, hypothéquer, grever, donner en garantie la propriété mobilière et / ou immobilière, présente ou future de la Compagnie, pour garantir toutes dites obligations, débetures, actions-obligations ou autres titres et toutes sommes empruntées pour les besoins de la Compagnie, et donner une partie seulement de telle garantie pour telles fins, et constituer l'hypothèque, le gage ou le nantisse-

PRIVATE COMPANY

The shares of the Company shall not be transferred without the consent of a majority of the Directors;

The numbers of its shareholders or members exclusive of persons who are in the employment of the Company, and of persons who, having been formerly in the employment of the Company, were, while in such employment, and have continued after the termination of such employment to be shareholders of the Company, shall not exceed twenty (20);

Any invitation to the public to subscribe for any shares or debentures of the Company shall be prohibited.

STOCK DIVIDENDS

The Company may at any time and from time to time, capitalize and distribute among the shareholders any sum or sums;

(a) Forming part of the undivided profits standing to the credit of any reserve account of the Company; and / or

(b) Being undivided net profits in the hands of the Company; and / or

(c) Any sum carried to reserve as a result of a sale or of the revaluation of the property or assets of the Company or any part thereof; and may allot to shareholders holding shares in the Company's capital stock, in respect of the net amount capitalized fully paid shares of the Company or equivalent nominal amount or fully paid shares of the Company without par value taken at the amount of the consideration for which for the time being the Directors of the Company are intitled to issue and allot such shares, and / or the Company may declare stock dividends and issue therefor shares of the Company as fully paid or partly paid, or credit the amount of such dividends on shares of the Company already issued but not fully paid, but so that the amount paid up on shares so issued or by virtue of such stock dividends shall not exceed the amount which the Directors may lawfully declare payable in money and the liability of the holders of such shares shall be reduced by the amount of such dividend.

BORROWING POWERS

If authorized by by-law, sanctioned by at least two-thirds of the votes cast at a special general meeting of the shareholders duly called for considering the by-law, the directors may from time to time;

(a) Borrow money upon the credit of the company;

(b) Limit or increase the amount to be borrowed;

(c) Issue bonds, debentures, debenture stock or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

(d) Notwithstanding the provisions of the Civil Code, hypothecate, mortgage or pledge the moveable and / or immovable property, present or future, of the company, to secure any such bonds, debentures, debenture stock or other securities and any money borrowed for the purposes of the company, or give part only of such guarantee for such purposes; and constitute the hypothec, mortgage or pledge above mentioned, by trust

ment ci-dessus mentionnés par acte de fiducie, conformément aux articles 11 et 12 de la Loi des Pouvoirs Spéciaux de certaines corporations (Chapitre 227, Statuts Refondus de Québec, 1955), ou de toute autre manière;

Rien dans cette clause ne doit limiter ou restreindre la faculté d'emprunt de la Compagnie sur des lettres de change ou des billets promissaires, faits, tirés, acceptés ou endossés par la Compagnie ou en son nom; sous le nom de "Atlas Soaps, Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce troisième jour de novembre 1936.

ALEX. DESMEULES,

5745 Sous-secrétaire de la Province.

"Bapoma Bousquet Gold Mines, Ltd."

(Libre de responsabilité personnelle).

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente et unième jour d'octobre 1936, constituant en corporation: Maxwell Mortimer Ellison, Irwin Cohen, tous deux avocats, Albert Ellison, notaire, Montréal, Isidore Rapp, notaire, Outremont, et Lillian Bourgeois (fille majeure), sténographe, Vaudeuil, Québec, dans les buts suivants:

(a) Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minéraux;

(b) Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minéraux quelconques; donner une valeur marchande à ces dits minéraux par quelque procédé que ce soit; les vendre ou autrement en disposer;

(c) Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mine, droit de préemption, ou tout intérêt en ces droits ou propriétés, des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées pour les objets ci-dessus mentionnés;

(d) Construire, entretenir et exploiter, sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de téléphone, jetées, digues, biefs, canaux, forces hydrauliques, forces électriques et autres pouvoirs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars, nécessaires ou utiles pour ses opérations;

(e) Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 105-112 de la Loi des mines de Québec (chap. 80), en la manière y prescrite;

(f) Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses serviteurs ou ouvriers;

(g) Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires à ses opérations et au transport de ses produits;

(h) Recevoir, détenir et disposer d'actions, obligations, débetures ou autres valeurs émises par toute compagnie minière en paiement de minéraux, terrains, marchandises ou travaux;

(i) Acquérir les biens, entreprises, propriétés, privilèges, franchises, contrats ou droits de toute personne ou compagnie exerçant aucune industrie ou commerce qu'une compagnie constituée en corporation en vertu de cet article peut exer-

deed, in accordance with sections 11 and 12 of the Special Corporate Powers Act (Chap. 227, Revised Statutes of Quebec, 1925), or in any other manner;

Nothing in this clause contained shall limit or restrict the borrowing of money by the company on bills of exchange or promissory notes made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the company, under the name of "Atlas Soaps, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this third day of November, 1936.

ALEX. DESMEULES,

5746—o Assistant Provincial Secretary.

"Bapoma Bousquet Gold Mines, Ltd."

(No Personal Liability).

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty first day of October, 1936, incorporating: Maxwell Mortimer Ellison, Irwin Cohen, both advocates, Albert Ellison, notary, Montreal, Isidore Rapp, notary, Outremont, and Lillian Bourgeois (single, of the lawful age of majority), stenographer, Vaudeuil, Quebec, for the following purposes:

(a) Prospect and explore for mines and minerals;

(b) Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatever, be mined, dug, raised, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatever and sell or otherwise dispose thereof;

(c) Acquire, lease, possess and alienate mines, mining lands, mining rights, preemption rights, or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights in connection with the aforesaid purposes;

(d) Build, maintain and exploit upon its own property or upon those under its control, telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water powers, electric and other powers, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations;

(e) Exercise all the powers enumerated in Articles 105-112 of the Quebec Mining Act, (chapter 80) in the manner therein prescribed;

(f) Manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus required by the company or its servants or workmen;

(g) Build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

(h) Receive, hold, and dispose of shares, bonds, debentures, or other securities issued by any mining company in payment for minerals, lands, merchandise or works;

(i) Acquire the assets, enterprise, property, privilege, franchises, contracts or rights of any person or company carrying on any industry or business which a company constituted under this Section may carry on, and pay for the same by

cer, et les payer en actions acquittées en tout ou en partie, si cette personne ou compagnie y consentent et en assumer les dettes et charges;

(j) Faire tous tels actes et opérations qui sont nécessaires ou ceux précités ou qui peuvent faciliter la réalisation des objets pour lesquels elle a été constituée en corporation;

Les actionnaires de la dite compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou qu'ils auront convenu de payer à la compagnie pour les actions de son capital-actions, sous le nom de "Bapoma Bousquet Gold Mines, Ltd." (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de trois millions de dollars (\$3,000,000.00), divisé en trois millions (3,000,000) d'actions de un dollar (\$1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce trente-unième jour d'octobre 1936.

ALEX. DESMEULES,

5747

Sous-secrétaire de la Province.

"Chibougamau North Gold Mining Corporation (Libre de responsabilité personnelle).

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du trentième jour d'octobre 1936, constituant en corporation: John McGlinchey Home, avocat, Jean-Baptiste Brown, comptable, Juliette Vincent et Rita Guay, toutes deux sténographes et filles majeures, tous de la cité de Québec, et Yves Prévost, de la ville de Beauport, dans les buts suivants:

1. Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et minéraux;

2. Faire toutes opérations par lesquelles on peut miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit, le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; et les vendre ou autrement en disposer;

3. Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mines, droits de préemption ou tout intérêt en ceux, des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées se rapportant aux objets susdits;

4. Construire, entretenir et exploiter, sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe et de téléphone, digues, jetées, canaux, pouvoirs hydrauliques, pouvoirs électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations;

5. Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 105 à 112 de la Loi des mines de Québec (chap. 80), en la manière y prescrite;

6. Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés, ou ouvriers;

7. Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits;

8. Recevoir, détenir et disposer d'actions, obligations, débentures ou autres valeurs émises par toute compagnie minière, en paiement de minerais, terrains, marchandises ou travaux;

paid up shares in whole or in part if it is so desired, and undertake the debts and charges appertaining thereto;

(j) Do all such acts and operations accessory to those above mentioned, or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated;

The shareholders of the said company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for shares of its capital stock, under the name of "Bapoma Bousquet Gold Mines, Ltd." (No Personal Liability), with a total capital stock of three million dollars (\$3,000,000.00), divided into three million (3,000,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirty first day of October, 1936.

ALEX. DESMEULES,

5748-o

Assistant Provincial Secretary.

"Chibougamau North Gold Mining Corporation (No Personal Liability).

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, S. R. Q., 1925, bearing date the thirty day of October, 1936, incorporating: John McGlinchey Home, solicitor, Jean Baptiste Brown, accountant, Juliette Vincent and Rita Guay, both stenographers and spinsters, all of the city of Quebec, and Yves Prévost, solicitor, of the town of Beauport, for the following purposes:

1. To prospect and explore for mines and minerals;

2. To carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may for the purposes of extracting any minerals, whatsoever, be mined, dug, raised, washed, crilled, smelted, refined, crushed or treated in any manner, render such minerals merchantable by any means whatsoever, and sell or otherwise dispose of;

3. To acquire, lease, possess and alienate mines, mining lands, mining rights, preemption rights, or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention or the right to make use of such apparatus or patent rights for the aforesaid purposes;

4. To build, maintain and exploit upon its own property or upon that under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, canals, water-powers, electric and other powers, water-works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores, necessary or useful to its operations;

5. To exercise all the powers enumerated in sections 105 to 112 of the Quebec Mining Act (Chap. 80) in the manner therein prescribed;

6. To manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus, required by the company or its servants or workmen;

7. To build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

8. To receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise or works;

9. Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits d'une personne ou d'une compagnie possédant ou exerçant toutes mines, terrains miniers, droits miniers, droits de préemption et tous intérêts en iceux ou toute industrie ou faisant un commerce qu'une compagnie constituée en vertu de cet article peut posséder ou exercer, et les payer, en tout ou en partie, si ces personnes ou compagnies y consentent, en actions libérées et se charger des dettes et charges y afférentes;

10. Emettre les actions de manière à ce que les porteurs d'icelles n'encourent aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions;

11. Faire tous tels actes et opérations qui sont nécessaires à ceux ci-dessus énumérés ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins de sa constitution en corporation;

12. Emettre toutes ou une partie de ses actions autorisées à tel escompte et moyennant tels termes et conditions qui seront déterminés de temps à autre par règlement, la compagnie devant observer les dispositions de l'article 6 de la Loi des compagnies minières de Québec, sous le nom de "Chibougamau North Gold Mining Corporation" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital-total de trois millions de dollars (\$3,000,000.00), divisé en trois millions (3,000,000) d'actions d'un dollar (\$1.00 chacune).

Le bureau principal de la compagnie, sera en la cité de Québec, district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce trentième jour d'octobre 1936.

ALEX. DESMEULES,

5749

Sous-secrétaire de la Province.

9. To acquire the assets, entreprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of persons or companies having or carrying on any mines, mining lands, mining rights, preemption rights or any interest therein or any industry or business which it itself may own or carry on under this Act, and pay for the same, in whole or in part, if such persons or companies consent thereto, by paid-up shares, and undertake the debts and charges of the same;

10. To issue shares so that the holders thereof shall incur no personal liability in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares;

11. To do all such acts and operations necessary to those above mentioned or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated;

12. To issue the whole or part of its authorized shares at such discount and upon such terms and conditions as by law shall be from time to time determined, upon compliance by the company with section 6 of the Quebec Mining Companies' Act, under the name of "Chibougamau North Gold Mining Corporation" (No Personal Liability), with a total capital stock of three million dollars (\$3,000,000.00), divided into three million (3,000,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The head office of the company, will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of October, 1936.

ALEX. DESMEULES,

5750-0

Assistant Provincial Secretary.

"Dolman Dress, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour de novembre 1936, constituant en corporation: William Dolman, manufacturier Dame Ann Dolman, épouse séparée de biens de William Dolman, son époux et Louis Haber, comptable, tous de Montréal, district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement négocier ou faire le commerce de tissus de laine et de coton, lainages, soierie, toiles et vêtements de toutes sortes; exercer le commerce qui consiste à manufacturer, acheter et vendre des vêtements de toute description, et acquérir, acheter, détenir, vendre ou autrement disposer, manufacturer, produire, importer et exporter toutes sortes de robes pour dames;

2. Exercer toute autre industrie (manufacturière ou non) qui pourrait être exercée convenablement par la compagnie en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

3. Acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement disposer de, améliorer, construire, modifier et autrement faire le trafic et le commerce de propriétés immobilières;

4. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

"Dolman Dress, Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of November, 1936, incorporating: William Dolman, Manufacturer, Dame Ann Dolman, wife separate as to property from her husband William Dolman and Louis Haber, Accountant, all of Montreal, District of Montreal, for the following purposes:

1. To manufacture, buy or otherwise acquire and sell or otherwise deal in or with wool, cotton fabrics, woollens, silks, linens, and clothing of every sort; to carry on the business of manufacturing, buying, and selling clothing of every description, and to acquire, purchase, hold sell, or otherwise dispose of, manufacture, produce, import and export all kinds, ladies' dresses;

2. To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company, capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of, or render profitable any of the company's property or rights;

3. To buy, or otherwise acquire and sell or otherwise dispose of, improve, construct, alter and otherwise deal in or with immoveable property;

4. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property, and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose of the company;

5. Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, licences, concessions et choses semblables, conférant aucun droit exclusif ou non exclu if ou limité, d'utiliser toute invention, ou aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention, qui paraîtront susceptibles de servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir des biens, droits ou renseignements acquis;

6. Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autrement avec aucune personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie; prêter de l'argent à telle personne ou compagnie; garantir leurs contrats ou autrement aider telle personne ou compagnie, et prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie, et les vendre, les détenir, revendre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

7. Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque des dites fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera digne d'obtenir, et exécuter, exercer ces dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

8. Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

9. Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

10. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toute propriété personnelle et tous les droits et privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel, fonds de commerce;

11. Prêter des fonds aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par ces dites personnes;

12. Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables ou transférables;

13. Vendre ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour telle considération que la compagnie trouvera convenable, particulièrement, pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement semblables à ceux de la compagnie;

14. Solliciter, se procurer, acquérir, par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance de licence, de pouvoir, d'une autorité, des franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation ou aucun

5. To apply for, purchase, or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop, or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights or information required;

6. To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to lend money, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold, re-sell with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

7. To enter into arrangements with any authority, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges, and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise, and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

8. To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company;

9. To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company or for any other purpose, which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

10. To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights and privileges which the company may think necessary or convenient for the purpose of its business, and in particular, any machinery, plant, stock-in-trade;

11. To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such person;

12. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warranty and other negotiable or transferable instruments;

13. To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether similar to those of the company;

14. To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out, and enjoy, license, power, authority, franchise, concession, right or privilege which any government or authority or corporation or other public body may be empowered to

autre corps public peut accorder, et les payer et contribuer à leur donner effet, employer aussi aucune des actions de la compagnie, et obligations et valeurs à en solder les frais, charges et impenses nécessaires;

15. Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de ce pays étranger, la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie assignation d'aucune procédure dans toute poursuite ou action;

16. Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner ou faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie;

17. Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, entrepreneurs, agents ou en une autre qualité, et soit seuls, soit conjointement avec d'autres;

18. Hypothéquer, donner en gage ou autrement grever les biens mobiliers ou immobiliers de la compagnie, pour garantir le paiement des emprunts ou le paiement ou la satisfaction de toute autre dette, contrat ou obligations de la compagnie;

19. Emettre, livrer et répartir comme entièrement libérées toutes actions, débentures, actions-débentures ou autres valeurs de cette compagnie, soit en paiement ou paiement partiel de toutes propriétés ou droits que cette compagnie peut légalement acquérir en vertu des présentes ou autrement;

20. Hypothéquer, nantir ou gager toutes propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, pour garantir toutes obligations, débentures ou actions-débentures que cette compagnie est autorisée par la loi à émettre;

21. Vendre, gager, nantir, hypothéquer, aliéner, louer la totalité ou aucune des propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, et des droits en aucun temps possédés par cette compagnie ou dont elle a la jouissance, ou en disposer autrement, aux termes et conditions que cette compagnie croira acceptables;

22. Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie dans telles valeurs, de la manière qui seront de temps à autre déterminées;

23. Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Dolman Dress, Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

✓ Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce troisième jour de novembre 1936.

ALEX. DESMEULES,

5751

Sous-secrétaire de la Province.

grant, and to pay for and contribute towards carrying the same into effect and to appropriate any of the company's shares and bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

15. To procure the company to be registered and recognized in any foreign country, and to designate persons therein according of the laws of such foreign country and to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

16. To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, or turn account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

17. To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

18. To hypothecate, pledge or otherwise affect the movable or immovable property of the company, to secure the payment of loans or the payment or performance of any other debt, contract or obligations of the company;

19. To issue, hand over and allot as fully paid up any shares, debentures, debenture stock or other securities of this company either in payment or part payment of any property or rights which this company may lawfully acquire by virtue hereof or otherwise;

20. To hypothecate, mortgage or pledge any property, movable or immovable, present or future, for the purpose of securing any bonds, debentures, or debenture stock which the company is by law entitled to issue;

21. To sell, pledge, mortgage, hypothecate, alienate, lease or otherwise dispose of any or all of the property, movable or immovable, present or future, and rights at any time owned or enjoyed by this company upon such terms and conditions as this company may see fit;

22. To invest and deal with the monies of the company not immediately required on such securities and in such manner as may from time to time be determined;

23. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Dolman Dress Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this third day of November, 1936.

ALEX. DESMEULES,

5752-o

Assistant Provincial Secretary.

"Lakeview Construction Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt huitième jour d'octobre 1936, constituant en corporation: Reginald Plimsoll, C.R., Delle Florence Walsh, Edmund H. Reilly, N.P., tous de Montréal, Qué., dans les buts suivants:

1. (a) Exercer généralement le commerce d'une compagnie de construction, et agir comme entrepreneurs généraux pour la construction et l'exécution de travaux privés et publics, édifices

"Lakeview Construction Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty eighth day of October, 1936, incorporating: Reginald Plimsoll, K.C., Miss Florence Walsh, Edmund H. Reilly, N. P., all of Montreal, Que., for the following purposes:

1. (1) To carry on generally the business of a construction company, and act as general contractors for the construction and execution of private and public works, buildings and under-

et entreprises de toutes sortes et descriptions y compris la construction et la réparation des routes; takings of every kind and description including construction and repairs of roads;

(b) Construire, exécuter, faire, aménager, améliorer, travailler, développer, des travaux publics et commodités de toutes sortes, laquelle expression, dans la présente requête, comprend des chemins de fer, tramways, docks, havres, jetées, canaux, réservoirs, embarcadères, irrigations, réclamation, amélioration des travaux d'égouts, de drainage, sanitaires, d'aqueduc, d'installation de gaz, de la lumière électrique, de lignes téléphoniques, télégraphiques et d'usines d'énergie électrique, et hôtels, entrepôts, marchés et édifices publics, et tous autres travaux ou commodités d'utilité publique;

(c) Développer et faire fructifier toutes terres acquises par la compagnie ou dans lesquelles elle a quelque intérêt et en particulier en les délimitant et préparant pour fins de construction, en construisant, modifiant, démolissant, décorant, entretenant, meublant, réparant et améliorant des bâtisses et par leur emencement, pavage, drainage, affermage et culture, louage à la condition de construire, à bail ou sur convention relative à la construction et en avançant des deniers à et affectant des contrats et arrangement de toutes sortes avec les constructeurs, locataires et autres;

(d) Construire, maintenir, améliorer, développer, faire tous travaux d'aqueduc, d'usines à gaz, réservoirs, chemins, tramways, usines d'énergie électrique, systèmes de chauffage et d'éclairage, systèmes téléphoniques, hôtels, clubs, restaurants, piscines, églises, places d'amusement, terrains de jeux, parcs, jardins, salles de lecture, magasins, boutiques, laiteries et autres usines et commodités que la compagnie croira directement ou indirectement avantageux à ces objets, et contribuer ou autrement aider ou prendre part à la construction, entretien, développement, exécution, contrôle et gestion d'iceux;

(e) Exercer toutes ou aucune des opérations suivantes, à savoir, de constructeurs et entrepreneurs, décorateurs, marchands et négociants de pierre, sable, chaux, briques, bois de charpente, quincaillerie et autres matériaux de construction, fabricants de brique, de tuile et terracotta, loueurs de chevaux, charretiers, épiciers licenciés et agents d'immeubles;

(a) Exercer toute autre industrie qui pourrait être exercée convenablement par la compagnie en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

(b) Acheter ou autrement acquérir et assumer la totalité ou toute partie de l'actif, commerce, propriété, privilèges, contrats, droits, obligations et passif de toute compagnie ou société, firme ou personne faisant toute partie des affaires que la compagnie a l'autorisation de faire, ou possédant des biens convenant aux fins de cette compagnie;

(c) Demander, acheter ou acquérir autrement tous brevets, droits brevetés, droits d'auteur, marques de commerce, formules, permis, concessions et choses de même nature conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention, ou quelque secret ou autre renseignement au sujet de telle invention qui pourrait être utilisée pour l'une des fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utili-

(b) To construct, execute, carry out, equip, improve, work, develop, public works and conveniences of all kinds, which expression, in this memorandum, includes railways, tramways, docks, harbours, piers, wharves, canals, reservoirs, embankments, irrigations, reclamation, improvement, sewage, drainage, sanitary, water, gas, electric light, telephonic, telegraphic, and power supply works, and hotels, warehouses, markets and public buildings, and all other works or conveniences of public utility;

(c) To develop and turn to account any land acquired by or in which the company is interested, and in particular by laying out and preparing the same for building purposes, constructing, altering, pulling down, decorating, maintaining, furnishing, fitting up, and improving buildings and by planting, paving, draining, farming, cultivating, letting on building lease or building agreement, and by advancing money to and entering into contracts and arrangements of all kinds with builders, tenants and others;

(d) To construct, maintain, improve, develop, work any waterworks, gasworks, reservoirs, roads, tramways, electric power, heat and light supply works, telephone works, hotels, clubs, restaurants, baths, places of worship, places of amusement, pleasure grounds, parks, gardens, reading rooms, stores, shops, dairies and other works and conveniences which the company may think directly or indirectly conducive to these objects, and to contribute or otherwise assist or take part in the construction, maintenance, development, working, control, and management thereof;

(e) To carry on all or any of the following businesses, namely, builders and contractors, decorators, merchants, and dealers in stone, sand, lime, bricks, timber, hardware, and other building requisites, brick and tile and terracotta makers, jobmasters, carriers, licensed victuallers and house agents;

(a) To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

(b) To purchase or otherwise acquire and undertake all or any of the assets, business, property, privileges, contracts, rights, obligations and liabilities of any other company or any society, firm or person carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

(c) To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, patent rights, copyrights, trademarks, formulae, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to ac-

ser, exercer, développer ou permettre l'usage ou faire valoir autrement les biens, les droits, ou les renseignements acquis de cette manière;

(d) Se fusionner ou s'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins similaires, avec toute autre compagnie ou toute société, firme ou personne, exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prêter des fonds, garantir les contrats, ou aider autrement ces dites compagnies, société, firme ou personne, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, les détenir ou en disposer autrement;

(e) Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions, débiteures ou autres valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et les vendre, ou autrement les négocier;

(f) Conclure des conventions avec aucun gouvernement ou autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque des dites fins, et obtenir de tel gouvernement ou telles autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir et exécuter ces dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

(g) Établir, supporter ou aider à l'établissement ou support d'associations, d'institutions, fonds, fiducies et convenances devant bénéficier aux employés ou ex-employés de la compagnie (ou leurs prédécesseurs en affaires) ou leurs parents ou ceux dont ils sont les soutiens, et à cet effet accorder des pensions et allocations, payer des primes d'assurances pour eux, souscrire ou garantir des sommes d'argent pour des fins de charité ou de bienfaisance, ainsi que pour toute exposition ou autres objets d'utilité publique et général;

(h) Promouvoir une ou plusieurs autres compagnies dans le but d'acquérir ou d'assumer la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

(i) Acheter, prendre à bail ou en échange, louer et acquérir autrement et détenir, vendre ou autrement négocier tous biens mobiliers et immobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie et en particulier tous terrains, édifices, machinerie, matériel et fonds de commerce;

(j) Construire, améliorer, maintenir, travailler, administrer, exécuter ou contrôler des routes, chemins, embranchements ou voies d'évitement, ponts, réservoirs, cours d'eau, quais, manufactures, entrepôts, travaux électriques, magasins, boutiques, et autres travaux et commodités qui sembleraient susceptibles de favoriser les intérêts de la compagnie, directement ou indirectement, les subdiviser ou autrement les aider, ou prendre part à la construction, l'amélioration, au maintien, à l'organisation, l'exercice ou le contrôle d'iceux;

count, the property, rights or information so acquired;

(d) To amalgamate or enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any other company or any society, firm or person, carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such company, society, firm or person, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold or otherwise deal with the same;

(e) To take, or otherwise acquire and hold, shares, debentures or other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as, directly or indirectly, to benefit the company, and to sell, or otherwise deal with the same;

(f) To enter into any arrangements with any government or authority, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such government or authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

(g) To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company or of its predecessors in business or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowances, and to make payment towards insurance and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects or for any exhibition, or for any public, general or useful object;

(h) To promote any other company or companies for the purpose of acquiring or taking over all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

(i) To purchase, take on lease or in exchange, hire and otherwise acquire and hold, sell or otherwise deal with any real and personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any land, buildings, easements, machinery, plant and stock-in-trade;

(j) To construct, improve, maintain, work, manage, carry out or control any roads, ways, branches or sidings, bridges, reservoirs, water-courses, wharves, manufactories, warehouses, electric works, shops, stores and other works and conveniences which may seem calculated directly or indirectly to advance the company's interests and to contribute to, subsidize or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working, management, carrying out or control thereof;

(k) Prêter des fonds à toute autre compagnie ou à toute société, firme ou personne en relations d'affaires avec la compagnie ou avec qui la compagnie se propose de faire affaires, ou à toute autre compagnie dont aucunes des actions sont détenues par la compagnie;

(l) Tirer, faire accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

(m) Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de la dite entreprise pour la compensation que la compagnie jugera convenable et en particulier pour les actions, les débiteures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

(n) Demander, obtenir, acquérir par octroi, décret législatif, cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de toute charte, permis, pouvoir, autorisation, franchises, concessions, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité quelconque ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'octroyer, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions quelconques de la compagnie, débiteures ou autres valeurs et actif pour en payer les frais, charges et dépens nécessaires;

(o) Faire enregistrer ou reconnaître la compagnie dans tout endroit ou pays étranger et y désigner des personnes en conformité des lois de ce dit pays ou endroit étranger pour représenter la compagnie, et accepter la signification de procédures pour et au nom de la compagnie dans tout procès ou poursuite;

(p) Rémunérer toute autre compagnie ou toute société, firme ou personne pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou aidant à placer ou en garantissant le placement des parts du capital-actions de la compagnie ou toutes débiteures, ou autres valeurs de la compagnie, ou au sujet de l'organisation, de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

(q) Lever et aider au prélèvement d'argent, et aider au moyen de bonus, prêt, promesse, endossement, garantie ou autrement, toute autre compagnie avec laquelle la compagnie peut avoir des relations d'affaires ou aucune compagnie dont les actions, débiteures ou autres obligations sont détenues par la compagnie et garantir la réalisation ou accomplissement de tous contrats ou obligations de toute telle compagnie ou de toute personne avec laquelle la compagnie est en relations d'affaires, et en particulier garantir le paiement du principal et de l'intérêt sur les débiteures ou autres valeurs, gages et obligations de toute telle compagnie;

(r) Prendre les moyens jugés nécessaires pour annoncer les produits de la compagnie, et en particulier par la publicité dans la presse, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art ou intérêt, par la publication de livres et revues périodiques et en accordant des prix, récompenses et dons;

(s) Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement négocier la totalité ou toute partie des biens et droits de la compagnie;

(t) Emettre et répartir les actions entièrement ou partiellement acquittées du capital-actions de la compagnie en paiement ou partie de paiement de tous biens mobiliers ou immobiliers, achetés ou autrement acquis par la compagnie ou tous services rendus à la compagnie;

(k) To lend money to any other company or any society, firm or person, having dealings with the company or with whom the company proposes to have dealings, or to any other company any of whose shares are held by the company;

(l) To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

(m) To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company which has objects altogether or in part similar to those of the company;

(n) To apply for, secure, acquire by grant, legislative enactment, assignment, transfer, purchase, or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any charter, license, power, authority, franchise, concession, right or privilege, which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, debentures, or other securities and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

(o) To procure the company to be registered and recognized in any foreign country or place, and to designate persons therein, according to the laws of such foreign country or place, to represent the company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

(p) To remunerate any other company, or any society, firm or person for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital or any debentures or other securities of the company, or in or about the organization, formation or promotion of the company or the conduct of its business;

(q) To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee or otherwise, any other company with which the company may have business relations or any of whose shares, debentures or other obligations are held by the company and to guarantee the performance or fulfilment of any contracts or obligations of any such company or of any person with whom the company may have business relations, and in particular to guarantee the payment of the principal of and interest on debentures or other securities, mortgages and liabilities of any such company;

(r) To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

(s) To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

(t) To issue and allot fully or partly paid shares of the capital-stock of the company in payment or part payment of any real or personal property purchased or otherwise acquired by the company or any services rendered to the company;

(u) Distribuer entre les actionnaires de la compagnie, en nature, espèces ou autrement toute propriété ou biens de la compagnie y compris tous produits de la vente ou disposition de tous biens de la compagnie, et en particulier toutes actions, débetures ou autres valeurs dans toutes autres compagnies appartenant à la compagnie, ou dont elle a le pouvoir de disposer, pourvu, toutefois, que telle distribution soit faite aux fins de permettre à la compagnie d'abandonner la charte d'après les dispositions de cette loi, ou que telle distribution, nonobstant les dispositions de ce paragraphe, ait été légale si elle est faite en argent;

(v) Payer à même les fonds de la compagnie toutes ou aucune des dépenses incidentes à sa formation et à son organisation, ou que la compagnie considérera préliminaires;

(w) Etablir des agences et succursales;

(x) Placer et disposer des deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis et de la manière qui seront de temps à autre déterminées;

(y) Solliciter, promouvoir et obtenir tout statut, ordonnance, ordre, réglementation ou autre autorisation ou décret que la compagnie croira désirable ou susceptible directement ou indirectement de bénéficier à la compagnie, et opposer toute procédure ou demande qui sembleront susceptibles directement ou indirectement de porter préjudice aux intérêts de la compagnie;

(z) Prendre ou détenir des hypothèques, privilèges et charges pour garantir le paiement du prix d'achat ou pour toute balance impayée du prix d'achat d'aucune partie des propriétés de la compagnie, de toute nature quelconque, vendues par la compagnie, ou de toute somme d'argent due à la compagnie par les acheteurs et autres, et vendre ou autrement disposer des dits hypothèques, privilèges et charges;

(aa) Faire tous ou aucun des objets de la compagnie et faire toutes ou aucune des choses susdites comme mandant, agent, entrepreneur, ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres;

(bb) Faire toutes telles autres choses qui sont incidentes ou qui peuvent conduire à la réalisation des objets et à l'exercice des pouvoirs de la compagnie, sous le nom de "Lakeview Construction Company, Limited", avec un capital total de quarante-neuf mille dollars (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour d'octobre 1936.

ALEX. DESMEULES,

5753

Sous-secrétaire de la Province.

"Quebec Musical Competition Festival, Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt neuvième jour d'octobre 1936, constituant en corporation sans capital-actions: Morris W. Wilson, président de banque, Hon. Gordon Scott, comptable agréé, Jean Lallemand, manufacturier, Cecil T. Medlar, gérant de banque, et Nathan Gordon, C.R., avocat, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

(a) Promouvoir et encourager les meilleurs intérêts de la musique et des musiciens dans la province de Québec;

(u) To distribute among the shareholders of the company in kind, specie or otherwise, any property or assets of the company including any proceeds of the sale or disposal of any property of the company and in particular any shares, debentures, or other securities of or in any other company belonging to the company, or of which it may have power to dispose provided either that such distribution is made for the purpose of enabling the company to surrender its charter under the provisions of this Act, or that such distribution, a part from the provisions of this paragraph, would have been lawful if made in cash;

(v) To pay out of the funds of the company all or any of the expenses of or incidental to the formation and organization thereof, or which the company may consider to be preliminary;

(w) To establish agencies and branches;

(x) To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such manner as may from time to time be determined;

(y) To apply for, promote and obtain any statute, ordinance, order, regulation or other authorization or enactment which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company; and to oppose any proceedings or application which may seem calculated directly or indirectly to prejudice the company's interests;

(z) To take or hold mortgages, hypothecs, liens and charges to secure the payment of the purchase price, or for any unpaid balance of the purchase price of any part of the company's property of whatsoever kind sold by the company, or any money due to the company from purchasers and others and to sell or otherwise dispose of said mortgages, hypothecs, liens and charges;

(aa) To carry out all or any of the objects of the company and do all or any of the above things as principal, agent, contractor, or otherwise and either alone or in conjunction with others;

(bb) To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the objects and the exercise of the powers of the company, under the name of "Lakeview Construction Company Limited", with a total capital stock of forty-nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, the twenty eighth day of October, 1936.

ALEX. DESMEULES,

5754-o

Assistant Provincial Secretary.

"Quebec Musical Competition Festival, Incorporated".

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty ninth day of October, 1936, to incorporate as a corporation without shares capital: Morris W. Wilson, Bank President, Hon. Gordon Scott, Chartered Accountant, Jean Lallemand, Manufacturer, Cecil T. Medlar, Bank Manager, and Nathan Gordon, K.C., Advocate, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

(a) To promote and encourage the best interests of music and musicians in the Province of Quebec;

(b) Etablir, promouvoir et maintenir des concours de fêtes musicales dans la province de Québec;

(c) Stimuler et encourager les chants en chœur et par la foule dans la province de Québec;

(d) Promouvoir et encourager dans toutes ses spécialités l'éducation musicale dans la province de Québec;

(e) Posséder, louer et maintenir tous terrains, mobiliers et immobiliers pour les fins mentionnées dans cette requête;

(f) Adopter des règlements et réglementations pour la gestions et la gouverne générale de l'Association, pour l'élection et la nomination des directeurs et autres officiers;

(g) Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, et autres effets négociables et transférables;

(h) Vendre et autrement disposer des biens de l'Association, ou aucune partie d'iceux, pour telle considération que l'Association jugera convenable, et en particulier pour les actions, débetures ou obligations de toute autre corporation dont les fins sont en tout ou en partie semblables à celles de l'Association;

Faire toutes choses s'y rattachant, sous le nom de "Quebec Musical Competition Festival, Incorporated".

Le montant des biens immobiliers que la corporation peut détenir est limité à \$10,000.00.

Le bureau principal de la compagnie, sera en la cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-neuvième jour d'octobre 1936.

ALEX. DESMEULES,

5755

Sous-secrétaire de la Province.

"The Quebec News Publishing Company".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes en date du trentième jour d'octobre 1936, constituant en corporation: Laval Couet, comptable, Rose-Alma Gaudreau, et Aline Monier, sténographes, filles majeures, tous de la cité de Québec, dans les buts suivants:

Pratiquer l'industrie et faire le commerce d'imprimerie, publication, lithographie, photo-gravure, d'annonce, d'électrotypie, de librairie, de reliure, réglage, de gravure, de photographie, de caractères d'imprimerie, d'objets d'art et de tout ce qui s'y rattache;

Publier, éditer, imprimer, conduire, faire circuler, vendre, acheter des journaux, revues, papier-nouvelles, livres, circulaires, magazines, périodiques et autres publications qui peuvent être l'objet des pouvoirs susdits, directement ou indirectement; et particulièrement acquérir tous les intérêts et droits de propriété dans l'hebdomadaire "The Quebec News" et exploiter et modifier le dit journal comme il conviendra;

Exercer le commerce d'imprimeurs de travaux d'art pour le commerce, manufacturiers, publicistes et imprimeurs de cartes de Noël, cartes autographes, cartes postales illustrées, cartes de mariage, calendriers, périodiques et autres publications, libraires en gros et libraires-experts, et toutes autres opérations, manufacturières ou autres, que la compagnie croira devoir être exercées en rapport avec les objets susdits, ou susceptibles de profiter, directement ou indirecte-

(b) To establish, promote and maintain competitive musical festivals in the Province of Quebec;

(c) To stimulate and encourage choir and mass singing in the Province of Quebec

(d) To promote and encourage musical education in all its branches in the Province of Quebec;

(e) To have, rent and maintain any lands, moveables and immoveables for the purposes mentioned in this petition;

(f) To adopt by-laws and regulations for the management and general government of the Association, for the gestion and appointment of directors and other officers;

(g) To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, and other negotiable and transferable instruments;

(h) To sell and otherwise dispose of the assets of the Association, or any part thereof, for such consideration as the Association may deem expedient, and in particular for stock, debentures or bonds of any other corporation having a purpose in whole or in part similar to that of the Association;

To do anything incidental, under the name of Quebec Musical Competition Festival, Incorporated.

The amount of the immoveable property which the corporation may hold shall be limited to \$10,000.00.

The head office of the company, will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty ninth day of October, 1936.

ALEX. DESMEULES,

5756-o

Assistant Provincial Secretary.

"The Quebec News Publishing Company".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the thirtieth day of October, 1936, incorporating: Laval Couet, Accountant, Rose Alma Gaudreau, and Aline Monier, Stenographers, girls of full age and capacity, all of Quebec City, for the following purposes:

To carry on the trade and business of printers, publishers, lithographers, photoengraving, advertising, electro-typing, book-selling, book-binding, ruling, engraving, photography, type-setting, articles of art and every thing connected therewith;

To publish, edit, print, conduct, circulate, sell, purchase, journals, reviews, newspapers, books, circulars, magazines, periodicals and every thing which may be the object of the above powers, directly or indirectly; and particularly to acquire all vested interests and property in the weekly news paper The Quebec News and to operate and modify as may be convenient the said newspaper;

To carry on the business of fine art printers to the trade, manufacturers, publishers and printers of Christmas cards, autographs cards, illustrated post cards, wedding cards, calendars, periodicals and other publications, wholesale and expert stationers, and any other business, manufacturing or other operations which may seem to the company capable of being carried on in connection with the above, or calculated directly or indirectly to benefit the company, or

ment à la compagnie, ou augmenter la valeur ou rendre profitable aucun des biens ou droits de la compagnie;

Etablir des agences et succursales et nommer des agents et autres pour aider à la conduite ou à l'extension du commerce de la compagnie;

Agir comme agents d'annonce et de vente pour les articles se rapportant au commerce d'aucun des objets ci-dessus mentionnés dans les présentes;

Promouvoir toute autre compagnie subsidiaire, similaire ou quasi-similaire, et en devenir actionnaire;

Acquérir et assumer la totalité ou aucune partie du commerce, biens et obligations de toute personne ou corporation exerçant un commerce que cette compagnie exerce actuellement ou qu'elle est autorisée à exercer et les payer en tout ou en partie, avec des actions acquittées de la présente compagnie;

Acheter et revendre des droits d'auteur, brevets, franchises ou les exploiter et en disposer;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change et autres effets négociables ou transférables;

Bâtir, construire, ériger, acheter, louer ou autrement acquérir ou pourvoir tous édifices, usines et machinerie, ou autres choses nécessaires ou utiles aux fins de l'exercice des objets de la compagnie;

Emprunter sur le crédit de la compagnie toute somme ou toutes sommes qui sembleront nécessaires aux fins de son commerce, hypothéquer, pour garantir tout tel emprunt ou emprunts, la totalité ou une partie de ses biens, immeubles, dettes de livre, clientèle; émettre des obligations ou débetures et garantir telle émission, hypothéquer ou nantir ou donner en garantie, suivant le cas en faveur d'un ou plusieurs fiduciaires, tous ou une partie de ses immeubles, crédits, clientèle;

Lever et contribuer à lever de l'argent et aider au moyen de bonus, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débetures ou autres valeurs ou autrement toute autre compagnie ou corporation avec laquelle la compagnie peut être en relations d'affaires, et garantir la réalisation des contrats par toute telle compagnie ou corporation ou par toute autre personne ou personnes;

Prendre les moyens de faire connaître les produits de la compagnie de la manière qui sera jugée convenable, et en particulier au moyen de publicité dans la presse, circulaires, publications de livres et périodiques et par l'octroi de prix, récompenses et dons;

Faire les choses susdites comme mandants, agents, par contrat ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres, sous le nom de "The Quebec News Publishing Company".

Et sans limiter la généralité des pouvoirs susdits, faire toutes choses et exercer aucun commerce qui sembleront nécessaires et utiles à la réalisation des fins pour lesquelles la compagnie est constituée en corporation, sous le nom de "The Quebec News Publishing Company", avec un capital-total de quarante-neuf mille dollars (\$49,000.00), divisé en quatre mille neuf cents (4,900) actions de dix dollars (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Québec, district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trentième jour d'octobre 1936.

ALEX. DESMEULES,

Sous-secrétaire de la Province.

5757

enhance the value of or render profitable any of the company's properties or rights;

To establish agencies and branches and to appoint agents and others to assist in the conduct or extension of the company's business;

To act as advertising and sales agents for the articles connected with the business of any of the hereabove mentioned objects;

To promote any other similar or quasi-similar subsidiary company, and to become a shareholder thereof;

To acquire and undertake the whole or any part of the business, property and obligations of any person or corporation carrying on a business which this company is carrying on or which it is entitled to carry on and to pay therefor in whole or in part, with paid up shares of the present company;

To purchase and resell copyrights, patents, franchises, or operate and dispose of the same;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange and other negotiable or transferable instruments;

To build, construct, erect, purchase, hire or otherwise acquire or provide any buildings, plant and machinery, or other things necessary or useful for the purpose of carrying out the objects of the company;

To borrow upon the credit of the company any sum or sums which may appear necessary for the purposes of its business, hypothecate, to secure any such loan or loans, the whole or part of its assets, immovables, book-debts, good-will; issue bonds or debentures and, to guarantee such issue, hypothecate or pledge or give a lien on, as the case may be in favour of one or several trustees, all or part of its immovables, credits, goodwill;

To raise and to assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise any other company or corporation with which the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation or by any other person or persons;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by publication of books and periodicals and by granting, prizes, rewards and donations;

To do the above things as principals, agents, on contract or otherwise and either alone or jointly with others, under the name of "The Quebec News Publishing Company";

And without limiting the generality of the aforesaid powers, to do all things and any business which may be deemed necessary and useful for the accomplishment of the purposes for which the company is incorporated, under the name of "The Quebec News Publishing Company", with a total capital stock of forty-nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four thousand nine hundred (4,900), shares of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be at Québec, in the district of Québec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of October, 1936.

ALEX. DESMEULES,

Assistant Provincial Secretary.

5758 o

"Farmers Can Company, Ltd.—La Compagnie de Boîtes de Conserves Habitants, Ltée".

"Farmers Can Company, Ltd.—La Compagnie de Boîtes de Conserves Habitants, Ltée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de novembre 1936, constituant en corporation: Aston French, membre du Barreau de la province de Québec, Westmount, Juliette Lemire, secrétaire, fille majeure, de la cité de Montréal, Albert Prévost, rentier, d'Outremont, tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of November, 1936, incorporating: Aston French, member of the Bar for the Province of Quebec, Westmount, Juliette Lemire, secretary, spinster, of the city of Montreal, Albert Prévost, gentleman, of Outremont, all of the district of Montreal, for the following purposes:

Créer, établir, acquérir, louer et généralement faire le commerce d'usines, manufactures dans le but d'établir, fabriquer et faire le commerce de boîtes, caisses, jarres, récipients, étiquettes et accessoires pour metteurs en boîtes, machineries et toutes sortes d'accessoires et matériaux se rapportant ou étant utilisés directement ou indirectement en rapport avec iceux;

To create, establish, acquire, lease and deal generally in plants, manufactures for the purpose of establishing, manufacturing and dealing in cans, boxes, jars, containers, labels and canners supplies, machinery and all kinds of accessories and materials directly or indirectly connected or used in connection with same;

Faire le commerce de marchands, manufacturiers et négociants de papier fabriqué avec tous matériels, carton et autres préparations, produits et fabrications de papier ou pâte à papier, carton fait de paille, et autres préparations, produits et fabrications de paille, et les utiliser dans la fabrication de boîtes, sacs, emballages, livres et tous autres articles et leurs accessoires; et fabriquer et faire le commerce de tous matériaux requis pour iceux; et vendre et autrement faire le commerce de tels articles manufacturés ou aucun de leurs accessoires; Manufacturer, vendre, acheter et faire le commerce de bois et bois de construction de toutes sortes, et en fabriquer des boîtes, barils, caisses et tous autres articles faits de bois et des accessoires des dits articles, manufacturer et faire le commerce de tous matériaux requis pour iceux, et vendre et autrement faire le commerce des dits articles manufacturés ou de tous leurs accessoires; Vendre, acheter ou autrement faire le commerce de tous articles, matériaux et produits se rapportant au commerce exercé par la dite compagnie;

To carry on the business of merchants, manufacturers and dealers in paper made from any material, cardboard and other preparations, products and manufactures of paper or pulp, straw-board and other preparations, products and manufactures of straw, and to manufacture the same into boxes, bags, packages, books, and any other articles and appurtenances thereof; and to manufacture and to deal in all materials required for the same, and to sell and otherwise deal in such manufactured articles or any accessory thereof; To manufacture, sell, buy and deal in wood and lumber of all kinds, and to manufacture the same into boxes, barrels, cases and all other articles manufactured from wood and appurtenances thereof, to manufacture and deal in all materials required for the same, and to sell and otherwise deal in such manufactured articles or any accessory thereof; To sell, buy or otherwise deal in all articles, materials and products connected with the business carried on by said company;

Manufacturer, raffiner, réemballer, acheter et vendre du sucre, sirop, mélasse, miel, gelée, confitures, preserves, viandes hachées, marmelade, sucre en bloc, confiseries et autres commodités et produits similaires de toutes sortes et descriptions, et faire le commerce de fruits, légumes et céréales en boîte et en conserve, et agir comme agents généraux pour les manufacturiers et négociants dans telles lignes de commerces; (b) Fabriquer des barils, boîtes, barriques, poches, boîtes en ferblanc et tous ou aucun genre de paquetage soit en fer blanc, en verre, terre suite, papier, bois ou autres matériaux, pour utiliser en rapport avec son dit commerce et les vendre; (c) Importer, exporter, négocier, vendre, manufacturer et faire le commerce des commodités et produits ci-dessus mentionnés;

To manufacture, refine, repack, buy and sell sugar, syrup, molasses, honey, jellies, jams, preserves, mince-meats, marmalades, bar sugar, confectionery and other similar commodities and products of every kind and description, and to engage in the business of canning and preserving fruits, vegetables and cereals and to act as general agents for manufacturers and dealers in such lines of business; (b) To manufacture barrels, boxes, kegs, sacks, cans, and any and every kind of package whether of tin, glass, earthenware, paper, wood or other materials for use in connection with its said business and to sell the same; (c) To import, export, trade in, sell, manufacture and deal in the above mentioned commodities and products;

Manufacturer et faire le commerce de fer et d'acier et tous autres métaux à compter du minerai au produit fini, et aussi manufacturer et faire le commerce d'effets, articles et marchandises dans lesquels l'étain, le fer ou l'acier ou tout autre métal est ou peut être utilisé;

To manufacture and deal in iron, steel and all other metals from the ore to the finished products thereof, and also to manufacture and deal in all goods, wares and merchandise in which tin, iron or steel or any other metal is or may be used;

Promouvoir, subventionner et aider des compagnies, syndicats et associations de toutes sortes;

To promote, subsidize and assist companies, syndicates and partnerships of all kinds;

Faire toutes sortes d'opérations de finance, et en particulier organiser, financer, prêter de l'argent, aider et contrôler toutes compagnies, transactions ou entreprises quelconques;

To carry on all kinds of promotion business, and in particular to form, float, lend money to, assist and control any companies, transactions or undertakings whatsoever;

Fournir et pourvoir des dépôts et garantir les fonds requis en rapport à toute soumission ou

To furnish and provide deposits and guarantee funds required in relation to any tender or appli-

requête pour tout contrat, concession, décret, ordonnance, biens ou privilège ou relativement à l'exécution de tout contrat, concession, décret ou ordonnance;

Exercer et entreprendre toute transaction ou opération commerciale naturellement exercée ou entreprise par des promoteurs de compagnies, financiers, concessionnaires, entrepreneurs de travaux publics ou autres, capitalistes, marchands ou négociants;

Offrir par souscription publique toutes actions ou titres du capital ou débetures ou actions-débetures ou autres valeurs ou autrement pour établir ou promouvoir ou concourir à l'établissement ou à la promotion de toute compagnie, association, entreprise ou organisation publique ou privée;

Prendre part à l'administration, surveillance ou contrôle du commerce ou opérations de toute compagnie ou entreprise, et à cette fin nommer et rémunérer tous directeurs, comptables ou autres experts ou agents;

Ouvrir, prendre charge de, examiner, inspecter et auditer les livres de comptes; certifier le résultat de tel examen, inspection et audition, et en garantir l'exactitude;

Transférer, enregistrer et contresigner des certificats d'obligations, actions ou autres titres de créance;

Agir comme agents pour toute corporation, étrangère ou domestique, publique ou privée;

Agir comme registraire d'actions, obligations, certificats et débetures et comme agent de transfert de toute corporation ou individu;

Agir comme agent receveur pour des personnes, firmes ou corporations;

Entreprendre, gérer, contrôler ou autrement faire le commerce et entreprise de toute corporation, firme ou individu quand la chose semblera nécessaire dans le but de protéger les intérêts de la compagnie, dans le but de protéger les valeurs, réaliser des réclamations, ou exécuter toute transaction ou obligations que la compagnie pourra avoir conclues;

Agir comme agent financier et exercer un commerce d'agence de finance, de promotion et de courtage en général; (b) Acheter, vendre ou faire des placements dans des débetures, obligations, actions et autres valeurs d'un gouvernement, corporation municipale, corporation scolaire, banque à charte ou compagnie non-constituée en corporation; (c) Procurer du capital, du crédit ou autre aide pour l'établissement, l'extension ou la réorganisation de toute entreprise ou industrie qu'a l'intention d'exercer toute personne ou corporation;

Acheter, vendre, manufacturer et faire le commerce de toutes sortes de marchandises faites d'étain ou de tous autres sous-produits ou toutes sortes d'autres métaux, verres, bois, carton ou tous leurs sous-produits;

Le capital autorisé sera divisé en actions; actions ordinaires avec droit de vote et actions privilégiées sans droit de vote et portant intérêt à six pour cent, cumulatif, payable semi-annuellement, aux dates et mois déterminés et fixés par le bureau de direction;

La compagnie se réserve le droit de racheter les dites actions privilégiées à \$10.50, en aucun temps, en donnant, par écrit, un avis de trente jours au porteur des dites actions, à sa dernière adresse enregistrée dans les livres de la compagnie;

Acquérir en toute propriété du syndicat W. D.B. tous droits, contrats, options et information privée qui pourraient être profitables à la com-

pany for any contract, concession, decree, enactment, property or privilege or in relation to the carrying out of any contract, concession, decree or enactment;

To carry on and undertake any business transaction or operation naturally carried on or undertaken by promoters of companies, financiers, concessionnaires, contractors for public or other works, capitalists, merchants or traders;

To offer for public subscription any shares or stocks in the capital of or debentures or debenture stock or other securities of, or otherwise to establish or promote or concur in establishing or promoting any company, association, undertaking or public or private body;

To take any part in the management, supervision or control of the business or operations of any company or undertaking, and for that purpose to appoint and remunerate any directors, accountants or other experts or agents;

To open, take charge of, examine, inspect and audit books of account; to certify to the result of such examination, inspection and audit, and to guarantee the correctness of the same;

To transfer, register and countersign certificates of bonds, stocks or other evidences of indebtedness;

To act as agent for any corporation, foreign or domestic, public or private;

To act as registrar of stocks, bonds, certificates and debentures and as transfer agent of any corporation or individual;

To act as fiscal agent for persons, firms or corporations;

To undertake, manage, control or otherwise deal with the business and undertaking of any corporation, firm or individual when it may be necessary for the purpose of protecting the interests of the company for the purpose of protecting securities, realizing upon claims or carrying out any transaction or obligation which the company may have entered upon;

To act as financial agent and to carry on the general financial agency, promotion and brokerage business; (b) To purchase, sell or invest in debentures, bonds, stocks and other securities of a government, municipal corporation, school corporation, chartered bank or unincorporated company; (c) To procure capital, credit or other assistance for establishing, extending or re-organizing any enterprise or industry intended to be carried on by any person or corporation;

To buy, sell, manufacture and deal in all kinds of merchandise made of tin or any other by-products or any kind of other metal, glass, wood, card-board, or any by products of same;

The authorized capital to be divided in shares: common with voting power and preferred shares with no voting power and carrying interest at six per cent cumulative, payable semi-annually at dates and months determined and fixed by the board of directors;

The company reserving the right to redeem the said preferred shares at \$10.50 at any time by giving notice of thirty days in writing to the owner of said shares at his last address in the books of the company;

To acquire in full ownership from the W. D. B. syndicate all rights, contracts, options and private information which could be beneficial to

pagnie et ses objets pour et en considération des actions entièrement acquittées du capital autorisé de la compagnie;

Rémunérer et compenser pour tous services rendus et profitables aux fins de la compagnie, ou qui sont ou pourraient être directement ou indirectement profitables à la compagnie;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autrement avec aucune personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, prêter de l'argent à telle personne ou compagnie; garantir leurs contrats ou autrement aider telle personne ou compagnie, et prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie, et les vendre, les détenir, revendre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

Promouvoir toute autre compagnie ou compagnies dans le but d'acquérir ou d'assumer la totalité ou aucun des biens et assumer les obligations de la compagnie, ou pour toutes autres fins qui sembleront susceptibles de profiter directement ou indirectement à la compagnie;

Vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour telle considération que la compagnie croira convenable et appropriée, et en particulier pour des actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie qui a des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie au pro-rata de la valeur des actions;

Rémunérer toute personne ou personnes ou compagnie pour services rendus ou à être rendus en plaçant ou aidant à placer ou en garantissant le placement d'aucune des actions du capital-actions de la compagnie ou toutes débetures, actions-débetures ou autres valeurs de la compagnie ou relativement à la formation ou promotion de la compagnie ou à la condition de ses opérations, en argent ou en actions;

Lever et contribuer à lever des fonds et aider au moyen de bonis, prêts, promesses, endossements, garanties d'obligations, débetures ou autres valeurs ou autrement, toute autre compagnie ou corporation, et garantir l'exécution des contrats par cesdites compagnies ou corporations ou par ces personnes avec lesquelles la compagnie peut être en relations d'affaires;

S'unir ou se fusionner avec toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Payer toutes ou aucune des dépenses incidentes ou encourues en rapport avec la formation et la constitution en corporation de la compagnie, et le prélèvement de son capital-actions ou passer des contrats avec toute personne ou compagnie pour en faire le paiement;

Emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie, et émettre des obligations, débetures ou autres valeurs de la compagnie, et les nantir ou les vendre moyennant tels montants et à tels prix qui seront jugés convenables;

Et il est ordonné et déclaré que dans le cas où la compagnie passerait des contrats ou transigerait des affaires avec l'un ou plusieurs de ses directeurs ou avec toute autre firme dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont membres, ou employés, ou avec toute autre corporation ou association dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs, officiers ou employés tel contrat ou transaction ne sera pas

the company and its objects for and in consideration of fully paid up shares of the authorized capital of the company;

To remunerate and compensate services rendered and beneficial to the purposes of the company, or which directly or indirectly are or would be beneficial to the company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on or engaged in, or about to engage in or carry on any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and assume liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such considerations as to the company may seem fit and proper, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, pro-rata to the value of the shares;

To remunerate any person or persons or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting in placing or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any debentures, debenture stock, or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business, in cash or in shares;

To raise and assisting in raising money for and to aid, by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation, or by any person with whom the company may have business relations;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

To pay all or any expenses of, incident to or incurred in connection with the formation and incorporation of the company, and the raising of its share capital or to contract with any person or company to pay the same;

To borrow money on the credit of the company, and to issue bonds, debentures, or other securities of the company, and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

And it is ordained and declared that in case the company enters into contracts or transacts business with one or more of its directors or with any firm of which one or more of its directors are members or employees, or with any other corporation or association of which one or more of its directors are stockholders, directors, officers or employees, such contract or transaction shall not be invalidated or in any way affected by the fact

invalidé ou en aucune manière affecté par le fait que tel directeur ou directeurs avaient ou pouvaient avoir un intérêt dans tel contrat, ou transaction, qui est ou pourrait être contraire aux intérêts de la compagnie, bien que le vote de ce directeur ou directeurs ayant un intérêt contraire, ait été nécessaire pour obliger la compagnie à tel contrat ou transaction; pourvu toutefois que, dans tel cas, le fait d'avoir tel intérêt sera déclaré ou connu des autres directeurs ou actionnaires agissant en vertu ou relativement à tel contrat ou transaction;

Nul directeur ou directeurs ayant tel intérêt contraire ne sera responsable envers la compagnie ou envers aucun de ses actionnaires ou créanciers, ou envers toute autre personne pour toute perte encourue par elle en vertu ou pour cause de tout tel contrat ou transaction, ni aucun de ce directeur ou ces directeurs ne sera tenu de rendre compte de tous gains ou profits réalisés en vertu de ces contrats ou transactions, sous le nom de 'Farmers' Can Company, Ltd.—La Compagnie de Boîtes de Conserves Habitants, Ltée', avec un capital-total de cinquante mille dollars (\$50,000.00), divisé en cinq mille (5,000) actions d'une valeur au pair de cinq dollars (\$5.00) chacune.

La partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées est de vingt-cinq mille dollars (\$25,000.00), divisé en deux mille cinq cents (2,500) actions de dix dollars chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, district de Montréal.

✓ Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce quatrième jour de novembre 1936.

ALEX. DESMEULES,

5759

Sous-secrétaire de la Province.

that such director or directors have or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the company, even though the vote of the director or directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the company upon such contract or transaction, provided, however, that in any such case, the fact of such interest shall be disclosed or known to the other directors or stockholders acting upon or in reference to such contract or transaction;

No director or directors having such disclosed adverse interest shall be liable to the company or to any stock holder or creditor thereof or to any other person for any loss incurred by it under or by reason of any such contract or transaction, nor shall any such director or directors be accountable for any gains or profits realized hereon, under the name of 'Farmers' Can Company, Ltd.—La Compagnie de boîtes de Conserves Habitants, Ltée', with a total capital stock of fifty thousand dollars (\$50,000.00), divided into five thousand (5,000) shares of five dollars (\$5.00) each, par value.

The part of the capital stock to be issued as preferred shares is twenty five thousand dollars (\$25,000.00), divided into two thousand five hundred (2,500) shares of ten dollars each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourth day of November, 1936.

ALEX. DESMEULES,

5760-o

Assistant Provincial Secretary.

"Five, Ten & Fifteen Meat Market, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trentième jour d'octobre, 1936, constituant en corporation: Ruby Marcovitch, William Berger, tous deux marchands, et Delle Betty Harris, fille majeure, teneur de livres, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

(a) Manufacturer, préparer, améliorer, acheter, vendre, posséder, importer, exporter et faire le commerce ou le négoce comme manufacturiers, grossistes ou détaillants, de viandes et provisions, produits alimentaires, préparations alimentaires, épicerie, spécialités d'épicerie, articles divers d'épiciers, dragées, confiseries, fruits, légumes, viandes de toutes sortes et produits laitiers de toutes sortes et descriptions;

(b) Concevoir, projeter, acheter, vendre et faire le commerce ou le négoce de méthodes, formules et procédés pour la préparation, la fabrication, l'amélioration ou la vente de tous produits alimentaires, préparations alimentaires, épicerie, spécialités d'épicerie, articles divers d'épiciers, dragées, confiseries, fruits, légumes, viandes de toutes sortes et produits laitiers de toute sorte et description;

(c) Manufacturer, concevoir, acheter, vendre et faire le commerce d'appareils et machineries pour la préparation, l'amélioration ou la fabrication de produits alimentaires, préparations alimentaires, épicerie, spécialités d'épicerie, articles divers d'épiciers, dragées, confiseries, fruits, légumes, viandes de toutes sortes et produits laitiers de toute sorte et description;

"Five, Ten & Fifteen Meat Market, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of October, 1936, incorporating: Ruby Marcovitch, William Berger, both merchants, and Miss Betty Harris, spinster, book-keeper, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

(a) To manufacture, prepare, improve, buy, sell, own, import, export and deal in or with as manufacturers, wholesalers or retailers meats and provisions, all foods, food preparations, groceries, grocery specialties, grocery sundries, candy, confectionery, fruit, vegetables, meats of all kinds and dairy products of every kind and description;

(b) To devise, plan, purchase, sell and deal in or with methods, formulae and processes for the preparation, manufacture, improvement or sale of all foods, food preparations, groceries, grocery specialties, grocery sundries, candy, confectionery fruit, vegetables, meats of all kinds and dairy products of every kind and description;

(c) To manufacture, devise, purchase, sell and deal in apparatus and machinery for the preparation, improvement or manufacture of goods, food preparations, groceries, grocery specialties, grocery sundries, candy, confectionery, fruit, vegetables, meats of all kinds and dairy products of every kind and description;

(d) Agir comme courtiers ou agents à commission pour l'achat et la vente de produits alimentaires, préparations alimentaires, épicerie, spécialités d'épicerie, articles divers d'épiciers, dragées, confiseries, fruits, légumes, viandes de toutes sortes et produits laitiers de toute sorte et description, et tous autres articles, effets et marchandises de toute description;

(e) Payer tous les frais, charges et dépenses encourus ou occasionnés dans ou au sujet de la promotion et de l'établissement de la compagnie ou que la compagnie considérera comme préliminaires;

(f) Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera jugée convenable;

(g) Lors de toute émission d'actions, débentures, actions-débentures ou autres valeurs de la compagnie, employer les courtiers, agents à commission ou souscripteurs, et rémunérer telles personnes pour leurs services rendus ou qu'elles rendront à la compagnie en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune des actions, débentures, actions-débentures ou autres valeurs de la compagnie, dans ou au sujet de l'organisation de la compagnie ou de la conduite de ses opérations, et les payer en deniers ou avec l'approbation des actionnaires, par l'émission d'actions entièrement libérées, débentures, actions-débentures ou autres valeurs de la compagnie, ou en octroyant des options pour les prendre ou de toute autre manière;

(h) Acheter ou autrement acquérir soit pour des actions, deniers comptants ou en échange de biens et obligations la totalité ou l'un quelconque des biens, propriétés, contrats, obligations et engagements de toute compagnie, société, association ou personne que la compagnie croira nécessaires ou convenable pour les fins de ses opérations, et dans ce but se joindre ou se fusionner avec toute autre compagnie;

(i) Acheter ou autrement acquérir les actions, obligations ou valeurs de toute autre compagnie;

(j) Exercer le commerce d'entrepreneurs pour les objets de la compagnie, sous le nom de "Five, Ten & Fifteen Meat Market Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions ordinaires de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trentième jour d'octobre 1936.

ALEX. DESMEULES,

5761

Sous-secrétaire de la Province.

(d) To act as brokers or commission agents for the purchase and sale of foods, food preparations, groceries, grocery specialties, grocery sundries, candy, confectionery, fruit, vegetables, meats of all kinds and dairy products of every kind and description, and all other goods, wares and merchandise of every description;

(e) To pay all costs, charges and expense incurred or sustained in or about the promotion and establishment of the company or which the company shall consider to be preliminary;

(f) To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as may be deemed advisable;

(g) Upon any issue of shares, debentures, debenture stock or other securities of the company, to employ brokers, commission agents or underwriters, and to remunerate such persons for their services rendered or to be rendered to the company in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares, debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the organization of the company, or the conduct of its business by payment in cash or with the approval of the shareholders, by the issue of fully paid-up shares, debentures, debenture stock or other securities of the company, or by the granting of options to take the same or in any other manner;

(h) To purchase or otherwise acquire whether for shares, cash or exchange of assets and obligations all or any of the assets, property, contracts, obligations and liabilities of any company, society, partnership or person which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and for such purposes to consolidate or amalgamate with any other company;

(i) To purchase or otherwise acquire shares, bonds or securities in any other company;

(j) To carry on the business of warehousing for the purposes of the company, under the name of "Five, Ten & Fifteen Meat Market Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) common shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of October, 1936.

ALEX. DESMEULES,

5762-o

Assistant Provincial Secretary.

"Les Courriers, Incorporée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour de novembre 1936, constituant en corporation: Henri-Paul Cimon, agent d'immeuble de Loretteville, Cyrille Moisan, huissier, et Jean-Marie Lamontagne, commis, tous deux de Québec, tous du district de Québec, dans les buts suivants:

Agir comme propriétaires, imprimeurs, éditeurs, distributeurs et vendeurs de journaux, livres, revues et autres imprimés;

Agir comme importateurs et exportateurs; S'occuper de publicité sous toutes ses formes et en faire pour elle-même ou pour autrui; agir comme agents de publicité;

"Les Courriers, Incorporée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of November, 1936, incorporating: Henri Paul Cimon, real estate agent, of Loretteville Cyrille Moisan, bailiff, and Jean Marie Lamontagne, clerk, both of Quebec, all of the district of Quebec, for the following purposes:

To act as proprietors, printers, editors, distributors and sellers of newspapers, books, reviews and other printed matter;

To act as importers and exporters; To engage in all forms of publicity, and to advertise for itself or for others; to act as publicity agents;

Acquérir, obtenir, vendre et exploiter des droits d'auteurs, privilèges et franchises;

S'affilier à toute organisation pouvant lui aider dans l'exercice de ses pouvoirs et en obtenir des services;

Organiser des services téléphoniques, télégraphiques, radiophoniques ou cinématographiques, le tout en se conformant aux lois spéciales les régissant;

Organiser des concours de toutes sortes;

Acheter, louer ou autrement acquérir ou exploiter toute entreprise similaire;

Acheter, louer ou autrement acquérir tous biens meubles ou immeubles, privilèges, inventions que la compagnie jugera utiles ou nécessaires pour les fins de son industrie ou pour augmenter ses revenus;

Demander, obtenir, acquérir et utiliser tous chartes, permis, pouvoirs, privilèges ou franchises qu'un gouvernement ou une autre autorité quelconques peuvent accorder;

Prendre les moyens jugés convenables pour faire connaître les services de la compagnie, et particulièrement par la publicité dans les journaux, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'ouvrages artistiques ou d'intérêt, par la publication de livres et de périodiques et par l'octroi de prix, récompenses et dons;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous les biens mobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel et fonds de commerce;

Emettre et répartir des actions entièrement acquittées du capital actions en paiement complet ou partiel de tous les biens réels ou personnels, mobiliers, immobiliers ou mixtes, brevets, réclamations, contrats et de tous autres droits et concessions et autres avantages achetés ou acquis par la compagnie;

Accepter en paiement de toutes dettes dues à la compagnie des actions, parts, obligations, débiteures ou autres valeurs de toute compagnie;

Emettre des bons, obligations ou autres valeurs de la compagnie et les donner en garantie ou les vendre pour les prix et somme jugés convenables, hypothéquer ou donner en garantie les biens meubles ou immeubles de la compagnie pour assurer le paiement de ces bons, obligations ou autres valeurs et de tous emprunts de deniers faits pour les fins de la compagnie;

Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits d'une personne ou d'une compagnie, exerçant une industrie ou faisant un commerce que peut exercer ou faire une compagnie constituée, et les payer au moyen d'actions libérées, en tout ou en partie, si elle le désire, et se charger des dettes et charges y afférentes;

Exercer toute autre industrie, manufacturière ou autre, qui pourrait être exercée convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, licences, concessions et choses semblables, conférant tout droit exclusif ou non d'utiliser tout secret ou autre renseignement relatif à une

To acquire, obtain, sell and exploit copyrights, privileges and franchises;

To become affiliated with any organization capable of aiding it in the exercising of its powers, and to obtain the service thereof;

To organize telephone, telegraph, radiophone or cinematographical services, the whole in conformity with the special laws which govern the same;

To organize all kinds of competitions;

To purchase, lease or otherwise acquire or operate any similar undertaking;

To purchase, lease or otherwise acquire any movable or immovable property, privileges, inventions which the company may deem useful or necessary for the purposes of its business or to increase its revenues;

To apply for, obtain, acquire and use any charters, licenses, powers, privileges or franchises which may be granted by any government or any other authority whatsoever;

To adopt such means of making known the services of the company as may seem expedient and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any movable property, and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To issue and allot fully paid shares of the capital stock of the company in payment or part payment of any real or personal, movable or immovable or mixed property, patents, claims, contracts, and any other rights and concessions and other advantages purchased or acquired by the company;

To accept in payment of any debts owing to the company, the stocks, shares, bonds, debentures or other securities of any company;

To issue bonds, obligations or other securities of the company and pledge or sell the same for such prices and sums as may be deemed expedient; to hypothecate or pledge the movable or immovable property of the company to secure the payment of such bonds, obligations or other securities, and of any loans of money for the purposes of the company;

Acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of any persons or companies carrying on any industry or business which an incorporated company may carry on or engage in, and pay for the same, in whole or in part, if it so desire, by paid up shares, and undertake the debts and charges of the same;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the present company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive right to the use of any secret or other information as

invention qui paraîtrait susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis en ce qui les concerne ou autrement faire valoir des biens, droits ou renseignements ainsi acquis;

Prendre, acheter ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, provinciales, fédérales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie, ou l'une quelconque des dites fins et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirables, et exécuter, exercer ces dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toute propriété personnelle et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel et fonds de commerce;

Vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'une partie d'icelle pour le prix que la compagnie trouvera convenable, et particulièrement pour des actions, débetures, ou valeurs de toute autre compagnie;

Faire la totalité ou l'une des choses susdites et toutes les choses autorisées par les lettres patentes ou lettres patentes supplémentaires, comme principaux, agents, entrepreneurs et autrement, et soit seul ou conjointement avec d'autres;

Faire tous les autres actes, opérations et choses qui sont accessoires, connexes ou qui conduisent à la réalisation des objets susmentionnés ou des objets énoncés dans les lettres patentes;

Se joindre ou se fusionner avec toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Distribuer en espèces ou autrement les biens quelconques de la compagnie entre ses actionnaires, et en particulier les actions, obligations, débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'une partie des biens de la compagnie, ou les actions, obligations, ou autres débetures et valeurs d'une autre compagnie formée pour assumer la totalité ou partie quelconque de l'actif et du passif de la présente compagnie, pourvu toutefois que telle distribution n'ait pas pour effet de réduire le capital de la compagnie, excepté lorsque faite conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec;

Payer en argent ou en parts acquittées de la compagnie les frais d'organisation;

La répartition des actions se fera par résolution du Bureau de Direction, et ce, pour une quantité quelconque, sous le nom de "Les Courriers, Incorporée".

Le montant du capital-actions social de la compagnie sera de cent actions sans valeur au pair ou nominale, et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de cinq cents dollars (\$500.00).

Les actions seront émises et réparties aux prix qui sera fixé par les directeurs.

to any invention, which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights, or information so acquired;

To take, purchase or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the present company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the present company;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, provincial, federal or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant and stock-in-trade;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company;

To do all or any of the foregoing or anything authorized by the letters patent or supplementary letters patent as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do all such other acts, operations and things as are accessory, incidental or conducive to the attainment of the objects aforesaid or those mentioned in the letters patent;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part of those of this company;

To distribute in specie or otherwise any assets of the company among its shareholders, and particularly any shares, bonds, debentures or other securities of the company received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company, provided, however; that such distribution does not impair the company's capital, save when made in conformity with the Quebec Companies Act;

To pay the promotion expenses in cash or paid up shares of the company;

The allotment of shares shall be made by resolution of the Board of Directors and such for any quantity whatsoever, under the name of "Les Courriers, Incorporée".

The amount of the total capital stock of the company shall be one hundred shares without par or nominal value, and the amount of the capital stock with which the company shall commence its operations is five hundred dollars (\$500.00).

The shares shall be issued and allotted at the price which shall be fixed by the directors.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce troisième jour de novembre 1936.

ALEX. DESMEULES,
Sous-secrétaire de la Province.

not taxable
"Œuvre de Vacances de Notre-Dame du Lac Gemont".

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de novembre 1936, constituant en corporation sans capital-actions: Révérends Pierre Dupaigne, Antonio Precourt, Arthur Aimé Delorme et Hormidas Gagnon, tous quatre prêtres de Saint-Sulpice, des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Acquérir et détenir des propriétés mobilières et immobilières afin de faire et développer une œuvre de vacances avec ses activités sociales et charitables;

2. Acheter, prendre à bail ou autrement acquérir ou détenir des immeubles, édifices, droits, pouvoirs, privilèges et concessions;

3. Aménager, entretenir et administrer des camps pour prêtres et séminaristes, écoliers et scouts, garçons et filles, avec ou sans leurs parents, et autres personnes; et en rapport avec telles activités, aménager et entretenir des accessoires, moyens et industries, pour faciliter le repos et la récréation, l'amusement et le bien-être, l'instruction et l'éducation des hôtes en séjour ou de passage dans ces camps;

4. Admettre les personnes susdites à ces camps, soit gratuitement, soit à des conditions fixées de temps à autre selon les circonstances;

5. Acheter, ériger, aménager et entretenir des chapelles, chalets, maisons de repos, huttes, camps, salles de récréation et de toilette, salles de lecture et bibliothèques, bains et piscines, aqueducs privés, kiosques et tous accessoires;

6. Aménager des immeubles, locaux et emplacements pour récréations, sports et jeux athlétiques, et en général pour toutes sortes d'activités sociales et charitables;

7. Gérer, affermer, cultiver et entretenir les bien-fonds, terres, habitations, dépendances et héritages de la corporation;

8. Acquérir en tout ou en partie, les entreprises, biens et responsabilités de toute personne ou corporation exerçant toutes opérations permises à la corporation, ou possédant des biens convenables pour la corporation;

9. Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change ou autres effets négociables ou transférables;

10. Payer pour tous immeubles, droits, privilèges et concessions, acquis ou sensés acquis par la corporation, et satisfaire aux obligations de la corporation par l'émission de débentures, obligations, billets ou autres effets négociables ou transférables, de la corporation;

11. Conclure avec toutes autorités municipales ou autres des arrangements favorisant l'un quelconque ou plusieurs des buts de la corporation, afin d'en obtenir tels droits, privilèges ou concessions conformes à ses buts;

12. Solliciter, percevoir, recevoir et accepter des souscriptions, dons, legs, donations, ou autres contributions ou bénéfices, et dépenser

The head office of the company, will be in Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this third day of November, 1936.

ALEX. DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary.

"Œuvre de Vacances de Notre-Dame du Lac Gemont".

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of November, 1936, to incorporate as a corporation without share-capital: the Reverend Pierre Dupaigne, Antonio Precourt, Arthur Aimé Delorme and Hormidas Gagnon, all four priests of Saint Sulpice, of the city and district of Montreal, for the following purposes:

1. To acquire and hold movable and immovable properties for the purpose of creating and developing a vacation work with its social and charitable activities;

2. To purchase, take on lease or otherwise acquire or hold immovables, buildings, rights, powers, privileges and concessions;

3. To equip, maintain and manage camps for priests and seminarians, scholars and scouts, boys and girls, with or without their parents, and other persons; and in connection with such activities, to equip and maintain accessories, means and industries to facilitate rest and recreation, amusement and comfort, instruction and education for the guests remaining at or visiting the said camps;

4. To admit people to the aforesaid camps, either gratuitously, or upon conditions to be fixed from time to time according to the circumstances;

5. To purchase, erect, equip and maintain chapels, bungalows, rest houses, cabins, camps, recreation and toilet rooms, reading rooms and libraries, baths and pools, aqueducts, summer houses and all accessories;

6. To equip immovables, premises and emplacements for recreation, sport and athletic games, and in general for all kinds of social and charitable activities;

7. To manage, lease, cultivate and maintain real estate, farms, dwellings, dependencies and estates of the corporation;

8. To acquire in whole or in part, the undertakings, assets and liabilities of any person or corporation carrying on any operations within the scope of the powers of the corporation, or possessed of properties suitable for the corporation;

9. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange or other negotiable or transferable instruments;

10. To pay for any immovables, rights, privileges and concessions, acquired or deemed necessary for the corporation, and to settle the obligations of the corporation by the issue of debentures, bonds, notes or other negotiable or transferable documents, of the corporation;

11. To enter into any arrangements with any municipal or other authorities for the purpose of furthering one or more of the objects of the corporation with a view to obtaining from such authorities the said rights, privileges or concessions consistent with the said objects;

12. To solicit, collect, receive and accept subscriptions, gifts, legacies, donations, or other contributions or grants; and to spend or invest

ou placer les deniers de la corporation restés disponibles, selon les manières déterminées de temps à autre par les directeurs de la corporation;

13. Vendre, hypothéquer, louer, aliéner en tout ou en partie l'actif de la corporation, ou en disposer à des conditions et pour des raisons jugées convenables par la corporation, particulièrement en échange d'actions, débetures ou valeurs de toutes autres corporations ayant des buts totalement ou partiellement semblables à ceux de la corporation.

14. Admettre de nouveaux membres qui devront tous être prêtres de Saint-Sulpice;

15. Faire et adopter tous statuts et règlements non contraires à la loi et aux lettres patentes de la corporation, ou à la Loi des compagnies de Québec, réglementant l'admission, la résignation, la suspension et l'expulsion des membres, et la direction, gérance, administration et conduite générales ou particulières des activités et entreprises de la corporation et de ses membres;

16. Généralement exercer, selon les circonstances, tels autres pouvoirs directement ou indirectement conformes aux différents buts précités de l'Œuvre de Vacances de Notre-Dame du Lac Gemont, ceux ci-dessus mentionnés étant énonciatifs et non limitatifs;

17. Imprimer, publier et mettre en circulation tout livre, magazine, brochure ou autre publication qui peut promouvoir de toute façon les objets et fins de la corporation, sous le nom de "Œuvre de Vacances de Notre-Dame du Lac Gemont".

18. Le montant auquel est limitée la valeur des propriétés immobilières que la corporation peut posséder est de vingt mille dollars (\$20,000.00).

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce quatrième jour de novembre 1936.

ALEX. DESMEULES,

5765-0

Sous-secrétaire de la Province.

the available monies of the corporation, in the manner to be determined, from time to time, by the Directors of the corporation;

13. To sell, hypothecate, lease, alienate in whole or in part the assets of the corporation, and to dispose thereof upon such conditions and for such reasons as may be deemed advisable by the corporation, particularly in exchange for shares, debentures or securities of any other corporations having objects altogether or partly similar to those of the corporation;

14. To admit new members who must all be priests of Saint Sulpice;

15. To make and adopt any statutes and by-laws not inconsistent with law or to the letters patent of the corporation, or to the Quebec Companies' Act, regulating the admission, resignation, suspension and expulsion of the members, and the direction, management, administration and general or special conduct of the activities and undertakings of the corporation and of its members;

16. Generally to exercise, as and when required, such other powers directly or indirectly consistent with the different foregoing objects of the "Œuvre de Vacances de Notre-Dame du Lac Gemont", the foregoing being in furtherance of in not in limitation to powers herein mentioned;

17. To print, publish and circulate any book, magazine, booklet or other publication which may promote in any manner the objects and purposes of the corporation, under the name of "Œuvre de Vacances de Notre Dame du Lac Gemont".

18. The amount to which shall be limited the value of the immovable properties which the corporation may possess is twenty thousand dollars (\$20,000.00).

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourth day of November, 1936.

ALEX. DESMEULES,

5766

Assistant Provincial Secretary.

"Rangers Club, Inc."

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour de novembre 1936, constituant en corporation sans capital-actions: Ernest Phillips Darlington, commis et Walter Frederick Watkins, gérant, de Verdun, Qué., Edgar Darlington, percepteur de droit de péage, de Montréal, dans les buts suivants:

a) Établir, entretenir et diriger un club social et récréatif et promouvoir le bien-être des membres du dit club, avec le pouvoir de faire et décréter les règlements, règle et réglementations pour l'admission, la suspension et l'expulsion de ses membres, et pour leur gouverne; pour la perception des redevances et cotisations; pour l'élection et la nomination de ses directeurs et autres officiers; déterminer les devoirs de leur charge; et pour la sauvegarde et la protection de ses propriétés et de ses fonds, et en général réglementer, administrer et protéger ses biens et intérêts; et de temps à autre modifier; révoquer, annuler ou varier les dits règlements, règles et réglementations ou l'un quelconque d'eux;

b) Pour l'encouragement des exercices sportifs et athlétiques;

"Rangers Club, Inc."

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of November, 1936, to incorporate as a corporation without share capital: Ernest Phillips Darlington, clerk, and Walter Frederick Watkins, manager, of Verdun, Que., Edgar Darlington, toll collector, of Montreal, for the following purposes:

a) To establish, maintain and conduct a social and recreation club and to promote the welfare of the members thereof, with power to make and adopt by-laws, rules and regulations for the admission, suspension and expulsion of its members, and for their government; for the collection of fees and dues; for the election and appointment of its directors and other officers; and to define their duties; and for the safekeeping and protection of its property and funds, and in general to regulate, manage and preserve its property and interests; and from time to time to alter, repeal, rescind or vary such by-laws, rules and regulations or any of them;

b) For the encouragement of sports and athletic exercises;

c) Procurer aux membres tous les privilèges, avantages, convenances et accommodations habituels d'un club;

d) Fournir le logement, la nourriture et les rafraichissements à ses membres et à leurs amis;

e) Conclure des conventions avec les autorités fédérales, provinciales ou municipales ou autres autorités qui sembleront conduire à l'avancement des objets de cette corporation ou l'un quelconque des dits objets; et obtenir de toutes telles autorités tous les droits, privilèges ou concessions qui sembleront utiles ou de nature à profiter directement ou indirectement à la corporation ou à ses membres; et utiliser, exercer toutes telles conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

f) Promouvoir, exploiter et faire entreprendre et exécuter toute œuvre charitable, de bienveillance ou philanthropique, et établir, aider, entretenir ou être aidé, entretenu ou associé à toute autre corporation ou institution à cette fin et contribuer et garantir les deniers pour ces objets;

g) Obtenir et détenir pour le club un permis pour la vente de la bière, du vin et autres liqueurs alcooliques dont la vente est présentement ou peut être dans la suite permise par les lois de cette province, sous le nom de "Rangers Club, Inc.;"

h) Exercer toutes autres opérations de la même nature ou d'une nature semblable qui sembleront à la corporation susceptibles d'être convenablement exercées en même temps que ses affaires;

i) Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir toutes propriétés réelles ou personnelles (sujet à la limitation, tant qu'au montant des propriétés immobilières, tel que ci-après, dans les présentes, énoncée) ou tous droits ou privilèges que la corporation croira nécessaires ou convenables pour les fins de ses opérations, et particulièrement pour l'accommodation des membres et de leurs amis, et acquérir ou louer les meubles et tous accessoires nécessaires ou convenables pour icelles;

j) Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change et autres effets négociables ou transférables;

k) Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Rangers Club, Inc."

Le montant auquel est limitée la valeur des (ou les revenus annuels des) propriétés immobilières que la compagnie peut posséder, est de dix mille dollars (\$10,000.00).

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce troisième jour de novembre 1936.

ALEX. DESMEULES,

5767

Sous-secrétaire de la Province.

c) To afford to members all the usual privileges, advantages, conveniences and accommodations of a club;

d) To provide lodging, food and refreshment for its members and their friends;

e) To enter into any arrangement with Federal, Provincial or Municipal or other authorities which may seem conducive to the furtherance of the objects of this corporation or any of them; and to obtain from any such authority any rights, privileges or concessions which may seem useful or calculated directly or indirectly to benefit the corporation or its members; and to use, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

f. To promote, engage in and cause to be undertaken and fulfilled any charitable, benevolent or philanthropic work, and to establish, assist, maintain or be assisted, maintained or associated with any other corporation or institution in that behalf and to contribute and guarantee the money for that purpose;

g) To obtain and hold for the club a license for the sale of beer, wine and other alcoholic liquors the sale of which is now or may be in the future permitted by the laws of this province, under the name of Rangers Club, Inc.;

h) To carry on any other task of the same or similar nature which may seem to the corporation capable of being conveniently carried on in connection with its affairs;

i) To purchase, take on lease or in exchange, hire, or otherwise acquire any real or personal property (subject to the limitation as to the amount of immoveables hereinafter stated) or any rights or privileges which the corporation may think necessary or convenient for the purposes of its operations, and particularly for the accommodation of members and their friends, and to acquire or lease furniture and all accessories necessary or convenient therefor;

j) To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange and other negotiable or transferable instruments;

k) To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Rangers Club, Inc."

The amount to which the value of (or the annual revenue from) the immoveable property which the company may possess, is to be limited, is ten thousand dollars (\$10,000.00).

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this third day of November, 1936.

ALEX. DESMEULFS,

5768-o

Assistant Provincial Secretary.

"Royal Hockey Club of Montreal".

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour de novembre 1936, constituant en corporation sans capital-actions: Wendell Howard Laidley, Charles William Leslie, et William Wainwright, avocats, et Susan Good, et Agnès Gibbons, filles majeures,

"Royal Hockey Club of Montreal".

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of November, 1936, to incorporate as a corporation without share capital: Wendell Howard Laidley, Charles William Leslie, and William Wainwright, advocates, and Susan Good, and Agnes Gibbons, spinsters, stenographers, all of

sténographes, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Promouvoir, organiser, diriger et administrer un club de hockey, athlétique et social et promouvoir le bien-être des membres du dit club avec le pouvoir de faire et décréter les règlements, règles et réglementations pour l'admission, la suspension et l'expulsion de ses membres, et pour leur gouverne, et pour l'établissement de différentes classes de membres, et pour la perception des redevances et cotisations, et pour l'élection et la nomination de ses directeurs et autres officiers et déterminer les devoirs de leur charge et pour sauvegarder et protéger ses biens et fonds et en général réglementer, administrer et protéger ses biens et intérêts et de temps à autre, modifier, révoquer, annuler ou varier tels constitution, règlements, règles et réglementations ou l'un quelconque d'iceux;

2. Etablir, entretenir et diriger un club pour l'accommodation de ses membres et de leurs amis, et procurer une maison de club et autres convenances, et généralement offrir aux membres et à leurs amis tous les privilèges, avantages, convenances et accommodations habituels d'un club et promouvoir les relations sociales et amicales entre ses membres;

3. Conclure des conventions avec les autorités municipales, provinciales, fédérales, locales ou autres autorités dans l'intérêt du club et de ses membres et obtenir des dites autorités tous privilèges, droits, concessions ou autres pour le bénéfice du club;

4. Etablir et supporter ou aider à l'établissement et au support d'associations, institutions, fonds, fidéicommiss et convenances de nature à profiter aux membres du club ou à promouvoir les objets du club ou l'un quelconque des dits objets et souscrire ou garantir des deniers pour fins éducatives, charitables ou de bienveillance ou pour toute exposition ou pour tout objet public ou utile;

5. Emprunter des deniers sur le crédit du club;

6. Acheter, louer ou prendre en échange ou autrement acquérir toutes propriétés immobilières ou mobilières pour le bénéfice du club et les aliéner, hypothéquer, gager ou nantir dans le but de prélever des deniers et ou de garantir les deniers empruntés pour les fins du club;

7. Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements et autres effets négociables pour le club ou en son nom;

8. Payer toutes ou aucunes des dépenses incidentes ou connexes à la formation et la constitution du club;

9. Placer et attribuer les deniers disponibles du club de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

10. Faire toutes les autres choses qui, dans l'opinion des directeurs, sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Royal Hockey Club of Montreal".

Le montant auquel est limitée la valeur des propriétés immobilières que la compagnie peut posséder et de vingt-cinq mille dollars (\$25,000.00).

Le bureau principal de la compagnie, sera en la cité et district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce troisième jour de novembre 1936.

AI EX. DESMEUES,

Sous-secrétaire de la Province.

5769

the city and district of Montreal, for the following purposes:

1. To promote, organize, conduct and manage a hockey, athletic and social club and to promote the welfare of the members thereof with power to make and adopt by-laws, rules and regulations for the admission, suspension and expulsion of its members, and for their government, and for the establishing of the different classes of membership, and for the collection of fees and dues, and for the election and appointment of its directors and other officers and to define their duties and for the safekeeping and protection of its property and funds and in general to regulate, manage and preserve its property and interests and from time to time to alter, repeal, rescind or vary such constitution, by-laws, rules and regulations or any of them;

2. To establish, maintain and conduct a club for the accommodation of its members and their friends, and to provide a club house and other conveniences, and generally to afford to the members and their friends all the usual privileges, advantages, conveniences and accommodation of a club and to promote friendly and social intercourse among its members;

3. To enter into agreement with the municipal, provincial, federal, local or other authorities in the interest of the club and of its members and to obtain from said authorities any privileges, rights, concessions or otherwise for the benefit of the club;

4. To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit members of the club or to promote the objects of the club or any of them and to subscribe or guarantee money for educational, charitable or benevolent objects or for any exhibition or for any public or useful object;

5. To borrow money on the credit of the club;

6. To purchase, lease or take in exchange or otherwise acquire any immoveable or moveable property for the benefit of the club and to alienate, hypothecate, mortgage or pledge the same for the purpose of raising money and or securing money borrowed for the purposes of the club;

7. To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading and other negotiable instruments for and on behalf of the club;

8. To pay all and any expenses of, incidental to or incurred in connection with the formation and incorporation of the club;

9. To invest and deal with the monies of the club not immediately required in such manner as from time to time may be determined;

10. To do all such other things as are in the opinion of the directors incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Royal Hockey Club of Montreal".

The amount to which the value of the immoveable property which the company may possess, is to be limited, is twenty five thousand dollars (\$25,000.00).

The head office of the company, will be in the city and district of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this third day of November, 1936.

AI EX. DESMEUES,

Assistant Provincial Secretary.

5770-o

Vente pour taxes municipales

Sale for municipal taxes

Canada

PROVINCE DE QUÉBEC

CORPORATION DE LA VILLE DE MAGOG

Comté de Stanstead

Avis public est donné par les présentes par le soussigné Alphonse Girard, secrétaire-trésorier de la Ville de Magog, que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère publique au bureau du secrétaire-trésorier, LUNDI, le SEPTIEME jour de DECEMBRE 1936 à DIX heures de l'A. M. pour satisfaire aux taxes et redevances municipales et scolaires avec intérêts mentionnés dans l'état ci-dessous ainsi que les frais subséquents, encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

Canada

PROVINCE OF QUEBEC

CORPORATION OF THE TOWN OF MAGOG

County of Stanstead

Public notice is hereby given by the undersigned Alphonse Girard, secretary-treasurer of the Town of Magog, that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the office of said secretary-treasurer on MONDAY, DECEMBER SEVENTH 1936, at TEN o'clock A. M. for the payment of taxes, municipal and school, with interest as mentioned hereunder statement, and cost which shall subsequently be incurred, unless said taxes, interest and cost are paid before the sale.

Lot No	Nom du propriétaire — Name of Owner.	Taxes	Intérêts. — Interests.	Total
234	C. A. K. MacPherson	\$ 51.10	\$ 5.75	\$ 56.85
759	Marceline Stebenne	.80	.04	.84
760	" "	.80	.04	.84

Les immeubles susdits sont tous du cadastre officiel de la ville de Magog.

Donné à Magog ce 7 novembre 1936.

Le secrétaire-trésorier,
A. GIRARD.

5733-46-2-o

The above immoveables are all from the official cadastre of the Town of Magog.

Given at Magog, this 7th day of November 1936.

A. GIRARD,
Secretary-Treasurer.

5734-46-2-o

Proclamations

Proclamations

Canada,
Province de Québec.
[L.S.]

ES.-L. PATENAUDE.

EDOUARD VIII, par la Grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT.

PROCLAMATION.

EDOUARD ASSELIN, } ATTENDU qu'une requête Nous a été présentée, demandant que le territoire érigé en canton sous le nom de "Canton de Preston" soit détaché des municipalités des cantons Hartwell et Preston, dans le comté de Papineau, et érigé en municipalité distincte sous le nom de "la Municipalité de Duhamel", dans le même comté;

ATTENDU qu'il s'est glissé une erreur dans la proclamation du 28 juillet 1936 et dans sa publication dans la Gazette officielle de Québec du 15 août 1936;

ATTENDU que les cantons de Hartwell et Preston ont été désignés dans la proclamation

Canada,
Province of Québec.
[L.S.]

ES. L. PATENAUDE.

EDWARD VIII, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION.

EDOUARD ASSELIN, } WHEREAS a petition Deputy-Attorney-General. } has been presented to us, praying that the territory erected into a township under the name of "Township of Preston" be detached from the municipality of the townships of Hartwell and Preston, in the county of Papineau, and erected into a separate municipality under the name of "The Municipality of Duhamel", in the same county;

WHEREAS an error occurred in the proclamation of July 28, 1936, and in its publication in the Quebec Official Gazette of August 15, 1936;

WHEREAS the townships of Hartwell and Preston were designated in the proclamation as

telle que publiée comme formant deux municipalités au lieu d'être désigné sous le nom de la seule municipalité qu'ils forment, savoir: La municipalité des cantons de Hartwell et Preston;

ATTENDU qu'il y a lieu de corriger la proclamation telle que publiée.

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif exprimés dans un décret en date du 4 novembre 1936, Nous ordonnons qu'un erratum soit publié dans la *Gazette officielle de Québec*, pour corriger la proclamation du 28 juillet 1936, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, du 15 août 1936;

QUE les mots "des", à la quatrième ligne du premier aliéna et à la vingt-cinquième ligne des conclusions de cette proclamation, soient remplacés par les mots "de la", et que cet erratum soit publié dans la *Gazette officielle de Québec*, sous le titre de "Proclamation".

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'Honorable M. ESIOFF-LEON PATENAUE, membre de Notre Conseil privé du Canada, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de QUÉBEC, de Notre province de QUÉBEC, ce NEUVIÈME jour de NOVEMBRE, en l'année mil neuf cent trente-six de l'ère chrétienne et de Notre Règne la première année.

Par ordre,

ALEX. DESMEULES,
Sous-secrétaire de la Province.

5771-o

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]
ES.-L. PATENAUE.

EDOUARD VIII, par la Grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT.

PROCLAMATION.

EDOUARD ASSELIN, } ATTENDU qu'une requête Nous a été
Assistant-Procureur- } présentée, demandant
Général. } qu'un certain territoire soit détaché de la municipalité du canton Hope, comté de Bonaventure, et érigé en municipalité distincte sous le nom de Hope-est, dans le même comté;

ATTENDU que toutes les prescriptions du Code municipal à cet égard ont été remplies, et que le dit territoire est dans les conditions exigées par la loi pour former une municipalité, et qu'il restera à la municipalité du canton de Hope, après cette érection, une population de plus de trois cents âmes;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif exprimés dans un décret en date du 4 novembre 1936, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre Province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le territoire suivant, savoir:

published as forming two municipalities instead of bearing designated under the name of the one municipality which they form, namely: The Municipality of the Townships of Hartwell and Preston;

WHEREAS it is expedient to correct the proclamation as published;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council expressed in an order dated November 4, 1936, We order that an erratum be published in the *Quebec Official Gazette*, to correct the proclamation of July 28, 1936, published in the *Quebec Official Gazette* of August 15, 1936;

THAT the word "municipalities" in the 6th line of the first paragraph and in the twenty fifth line from the end of the said proclamation, be replaced by the word "municipality", and that the said erratum be published in the *Quebec Official Gazette*, under the title of "Proclamation".

OF ALL WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well beloved the Honourable ESIOFF LEON PATENAUE, Member of Our Privy Council for Canada, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUÉBEC, in Our said Province, the NINTH day of NOVEMBER, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and thirty six and in the first year of Our Reign.

By command,

ALEX. DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary.

5772

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]
ES. L. PATENAUE.

EDWARD VIII, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION.

EDOUARD ASSELIN, } WHEREAS a petition
Deputy-Attorney- } has been presented to us, requesting
General. } that a certain territory be detached from the municipality of the township of Hope, county of Bonaventure, and be erected into a separate municipality under the name of East-Hope, in the same county;

WHEREAS all the provisions of the Municipal Code in this regard have been fulfilled, and that the said territory is within the conditions required by law to form a municipality and that there shall remain to the municipality of the township of Hope, after such erection, a population of more than three hundred souls;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council expressed in an order dated November 4, 1936, and pursuant to the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We hereby enact that the following territory, namely;

Tout le territoire situé dans le canton de Hope, dans le comté de Bonaventure, comprenant, en référence au cadastre officiel du canton de Hope, les lots numéros 55 à 165 inclusivement dans le 1er rang, les lots numéros 436 à 479 inclusivement dans le 2e rang, les lots numéros 521 à 535 inclusivement dans le 3e rang sud, les lots 549 à 572 inclusivement dans le 3e rang, les lots numéros 730 à 750 inclusivement dans le 4e rang et les lots numéros 771 à 794 inclusivement dans le 5e rang, et dont le périmètre, en référence au même cadastre se décrit comme suit, à savoir: Partant du point d'intersection de la rive de la Baie des Chaleurs avec la ligne est du lot numéro 163; de là, allant successivement par les lignes suivantes: les lignes est des lots numéros 163 et 165, le côté sud du chemin de front du 2e rang jusqu'au prolongement de la ligne est du lot numéro 436, le dit prolongement et la dite ligne, le côté sud du chemin de front du 3e rang jusqu'au prolongement de la ligne est du lot numéro 572, le dit prolongement, la dite ligne et les lignes est des lots numéros 571, 730 et 794, le côté sud du chemin de front du 6e rang depuis la ligne est du lot numéro 794 jusqu'à la ligne ouest du lot numéro 771, les lignes ouest des lots numéros 771 et 750, le tronçon de la ligne séparative des 3e et 4e rangs raccordant la ligne ouest du lot numéro 750 à la ligne ouest du lot numéro 549, cette dernière ligne et la ligne ouest du lot numéro 521, le tronçon de la ligne séparative des rangs II et III S. raccordant la dite ligne ouest du lot numéro 521 à la ligne ouest du lot 478, les lignes ouest des lots numéros 60, 59, 58, 56 et 55 jusqu'à la dite rive de la Baie des Chaleurs, et enfin cette dite rive en la suivant vers l'est jusqu'au point de départ, sera détaché de la municipalité du canton Hope et sera érigé en municipalité distincte sous le nom de "la municipalité de Hope-Est", à compter de la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'Honorable M. ESIOFF-LEON PATENAUE, membre de Notre Conseil privé du Canada, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de QUÉBEC, de Notre province de QUÉBEC, ce NEUVIÈME jour de NOVEMBRE, en l'année mil neuf cent trente-six de l'ère chrétienne et de Notre Règne la première année.

Par ordre,

ALEX. DESMEULES,
Sous-secrétaire de la Province.

5773-o

All the territory situate in the township of Hope, in the county of Bonaventure, comprising, with reference to the official cadastre of the township of Hope, lots numbers 55 to 165 inclusively in the 1st range, lots numbers 436 to 479 inclusively in the 2nd range, lots numbers 521 to 535 inclusively in the 3rd South range, lots 549 to 572 inclusively in the 3rd range, lots numbers 730 to 750 inclusively in the 4th range and lots numbers 771 to 794 inclusively in the 5th range, and whereof the perimeter, with reference to the same cadastre, is described as follows, to wit: starting from the point of intersection of the shore of the Baie des Chaleurs with the East line of lot number 163; thence, running successively along the following lines: the East lines of lots numbers 163 and 165, the South side of the front road of the 2nd range to the prolongation of the East line of lot number 436, the said prolongation and the said line, the South side of the front road of the 3rd range to the prolongation of the East line of lot number 572, the said prolongation, the said line and the East lines of lots numbers 571, 730 and 794, the South side of the front road of the 6th range from the East line of lot number 794 to the West line of lot number 771, the West lines of lots numbers 771 and 750, the part of the divisional line of the 3rd and 4th ranges joining the West line of lot number 750 to the West line of lot number 549, this last line and the West line of lot number 521, the part of the divisional line of ranges II and III S. joining the said West line of lot number 521 to the West line of lot 478, the West lines of lots numbers 60, 59, 58, 56 and 55 as far as the said shore of Baie des Chaleurs, and finally the said shore following it easterly to the point of departure, shall be detached from the municipality of the township of Hope and shall be erected into a separate municipality under the name of "The Municipality of East-Hope", on and from the date of the publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette*.

OF ALL WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable Mr. ESIOFF LEON PATENAUE, Member of Our Privy Council of Canada, Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our city of QUÉBEC, in Our said Province, this NINTH day of NOVEMBER, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and thirty six and in the first year of Our Reign.

By command,

ALEX. DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary.

5774

Ventes—Loi de faillite

SOUS LA LOI DE FAILLITE

VENTE À L'ENCAN

Dans l'affaire de: Adalbert Dubois, cultivateur, de Joly, comté de Lotbinière, failli:

Sales—Bankruptcy Act

UNDER THE BANKRUPTCY ACT.

AUCTION SALE.

In the matter of Adalbert Dubois, farmer, of the parish of Joly, county of Lotbinière, insolvent.

Avis est par le présent donné que **MERCREDI**, le **NEUVIEME** jour de **DECEMBRE** 1936, à **DIX** heures de l'avant-midi, seront vendus par encan public, à la porte de l'église paroissiale de Joly, avec l'effet du décret, les immeubles du failli, savoir:

Item "A".—Une terre portant le numéro 22, dans le troisième rang de la seigneurie de Lotbinière, correspondant au lot cadastral 133-388 de la paroisse de Saint-Edouard, située à Joly, dans le comté de Lotbinière, contenant plus ou moins 90 arpents en superficie, à distraire, les emplacements antérieurement vendus—avec bâtiments dessus construits, circonstances et dépendances;

Item "B".—Un emplacement situé en la dite paroisse de Joly, contenant 189 pieds de largeur sur 85 pieds de profondeur, faisant partie du lot susdit; borné en front au chemin public, en arrière et d'un côté à l'immeuble No 22 et de l'autre côté à Oliva Cinq-Mars—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances;

Les dits immeubles seront vendus sujets à la taxe de 3½% payable au gouvernement provincial. La vente des dits immeubles est faite conformément aux articles sept cent seize (716) et sept cent dix-sept (717) du Code de procédure civile, et aussi à l'article quarante-cinq (45) de la Loi de faillite; cette vente équivaut à la vente par le shérif.

Les titres et certificats peuvent être examinés, en tout temps, en s'adressant au bureau du sousigné, 93 rue Saint Pierre, Québec.

Conditions de paiement: Comptant.

Québec, le 29 octobre 1936.

Le syndic et séquestre-officiel sous la Loi d'arrangement entre cultivateurs et créanciers,
5577-45-2-o **ALFRED NADEAU.**

Public notice is hereby given that **WEDNESDAY**, the **NINTH** day of **DECEMBER**, 1936, at **TEN** o'clock in the forenoon, at the parochial church's door of the parish of Joly, county of Lotbinière, there shall be sold at the public auction to the highest and last bidder the following immovables belonging to the aforesaid estate, with the same effects of a sheriff's sale, to wit:

Item "A".—A land being lot No. 22, third range, of the Lotbinière Seignior, corresponding to lot 133-388 of the cadastre for the parish of Saint Edouard, situated at Joly, in the county of Lotbinière, containing, more or less, an area of 90 acres, to be taken off the emplacement already sold,—with buildings, circumstances and dependances.

Item "B".—A piece of land situated in the parish of Joly, containing 189 feet width by 85 feet of length, being a part of the lot above described; bounded to the North by the Public Road, in rear and on one side to the remaining part of lot No. 22 and on the other side to Oliva Cinq-Mars,—with buildings, circumstances and dependances.

The said lands will be sold subject to the tax of 3½% payable to the Provincial Government. The sale of these immovables shall be made pursuant to articles seven hundred and sixteen (716) and seven hundred and seventeen (717) of the Code of Civil Procedure and also to article forty five (45) of the Bankruptcy Act. This sale will have the same effects as a Sheriff's sale.

The titles and certificates may be examined at any time at the undersigned, 93 Saint Peter Street, Quebec city.

Conditions: Cash.

Quebec, October 29th, 1936.

ALFRED NADEAU,
Trustee and Official Receiver under the Farmers' Creditors Arrangement Act.
5578-45-2-o

SOUS LA LOI DE FAILLITE

VENTE A L'ENCAN

Dans l'affaire de Jean-Baptiste et Louis Paulhus, tous deux cultivateurs, de la paroisse de Saint Ignace-de-Loyola, comté de Berthier, cédants autorisés.

Avis est par le présent donné que **JEUDI**, le **DIXIEME** jour de **DECEMBRE** 1936, à **ONZE** heures de l'avant-midi, seront vendus par encan public, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Ignace-de-Loyola, comté de Berthier, avec l'effet du décret, les immeubles des faillis, savoir:

1. Les lots cent neuf, cent trente-huit, deux cent vingt et un, deux cent soixante-seize, (Nos 109, 138, 221, 276) et partie du lot numéro deux cent soixante-douze (P. 272) bornée du côté d'en haut à autre partie du même lot appartenant à Dame Philomène Lavallée ou représentants, du côté d'en bas à autre partie du même lot d'Hubert Paulhus, au sud à un petit chenal et au nord à autres parties du dit lot, de forme irrégulière et mesurant de 7 à 8 arpents en superficie, et partie du lot numéro cent quatre-vingt-trois (P. 183), bornée d'un bout à un petit chenal, à autre au grand chenal, lesquels séparent ladite île, d'un côté à partie dudit lot No 183 appartenant à la Succession de Bruno Ethier et d'autre côté au No 184 appartenant à Pierre Cournoyer ou représentants, tous les numéros susdits étant ceux du

UNDER THE BANKRUPTCY ACT

AUCTION SALE

In the matter of Jean Baptiste and Louis Paulhus, both farmers, of the parish of Saint Ignace de Loyola, county of Berthier, authorized assignors.

Notice is hereby given that on **THURSDAY**, the **TENTH** day of **DECEMBER**, 1936, at **ELEVEN** o'clock in the forenoon, there shall be sold by public auction, at the parochial church door of Saint Ignace de Loyola, county of Berthier, with the effect of a Sheriff's sale, the immovables of this estate, namely:

1. Lots one hundred and nine, one hundred and thirty eight, two hundred and twenty one, two hundred and seventy six (Nos. 109, 138, 221, 276) and part of lot number two hundred and seventy two (Pt. 272), bounded on the upper side by the other part of the same lot belonging to Dame Philomène Lavallée or representatives, on the lower side by the other part of the same lot belonging to Hubert Paulhus, on the south by a small channel and on the north by the other parts of the said lot, of irregular figure and measuring from 7 to 8 arpents in area, and part of lot number one hundred and eighty three (Pt. 183) bounded at one end by a small channel at the other end by the "Grand Chenal" or big channel, the said channels separate the said island, on one side by a part of said lot No. 183 belonging

cadastre de la paroisse de la Visitation de l'Île du Pas—avec les bâtisses dessus construites;

2. Les lots cent quatorze et deux cent cinquante et un (Nos 114 et 251) du cadastre de la paroisse de la Visitation de l'Île du Pas—avec les bâtisses dessus construites.

La vente de tous les immeubles ci-dessus en premier lieu décrits sera faite à toutes les charges énumérées et stipulées dans le testament de Dame Philomène Lavallée, reçu le 17 août 1923, devant M^{re} J.-N.-P. Ethier, N.P., et dont copie a été enregistrée au bureau d'enregistrement du comté de Berthier sous le No 49765, Rég. B, vol. 62.

Les susdits immeubles seront vendus sujet à la taxe de 3½% payable au gouvernement provincial. La vente desdits immeubles est faite conformément aux articles sept cent seize (716) et sept cent dix-sept (717) du Code de Procédure Civile, et aussi à l'article quarante-cinq (45) de la loi de faillite; cette vente équivaut à la vente par le shérif.

Conditions de paiement: Comptant.

Joliette, ce 28 octobre 1936.

Le syndic et Séquestre-Officiel sous la
Loi d'Arrangement entre Cultivateurs
et Créanciers,

VICTOR LAFORTUNE.

Bureau: 78a Blvd Manseau,
Joliette, Qué.

5579—45-2-o

to the estate of Bruno Ethier and on the other side by No. 184 belonging to Pierre Cournoyer or representatives, all the aforesaid numbers being of the cadastre for the parish of La Visitation de l'Île du Pas—with the buildings thereon erected.

2. Lots one hundred and fourteen and two hundred and fifty one Nos. 114 & 251) of the cadastre for the parish of La Visitation de l'Île du Pas—with the buildings thereon erected.

The sale of all the immovables hereinabove firstly described shall be made subject to all the charges enumerated and stipulated in the Will of Dame Philomène Lavallée, received August 17, 1923, before Me. J. N. P. Ethier, N.P., a copy whereof has been registered in the Registry Office of the County of Berthier under No. 49765, Reg. B, Vol. 62.

The aforesaid immovables shall be sold subject to the tax of 3½% payable to the Provincial Government. The sale of the said immovables shall be made pursuant to articles seven hundred and sixteen (716) and seven hundred and seventeen (717) of the Code of Civil Procedure, and also article forty five (45) of the Bankruptcy Act; the said sale being equivalent to a Sheriff's sale.

Conditions of payment: Cash.

Joliette, October 28, 1936.

VICTOR LAFORTUNE,
Trustee and Official Receiver under the
Farmers' Creditors Agreement Act.

Office: 78a Blvd Manseau,
Joliette, Que.

5580—45-2

Vente par licitation

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, à Montréal, district de Montréal, rendu le 3ème jour de novembre 1936 dans une cause portant le No B-151.497 des dossiers de la Cour supérieure dans laquelle Alexandre Desrosiers, gardien, des cité et district de Montréal est demandeur et Albert Desrosiers, Alfred Desrosiers et Hector Desrosiers, tous trois des cité et district de Montréal, Flore Desrosiers, fille majeure et usant de ses droits, du même lieu, Dame Hélène Desrosiers de la municipalité de Saint-Eustache, épouse de Edouard-Charles Girard, du même lieu, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser et assister sadite épouse, sont défendeurs, ordonnant la licitation de l'immeuble ci-après désigné, savoir:

Un lot de terre borné en front par la rue Saint-Dominique, en la cité de Montréal, district de Montréal, connu et désigné sous le No 853 des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis et contenant 30 pieds de largeur sur 75 pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—avec circonstances et dépendances et les bâtisses y érigées sur ledit lot, particulièrement portant les numéros civiques 3457 et 3459 de la rue Saint-Dominique avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le DOUZIÈME jour de DECEMBRE 1936, à DIX heures et DEMIE, cour tenante, dans la salle d'audience du Palais de Justice de Montréal, chambre 31, ou dans toute autre chambre que l'honorable juge désignera; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court, at Montreal, district of Montreal, rendered the 3rd day of November 1936, in a cause bearing No. B-151.497 of the records of the Superior Court, wherein Alexandre Desrosiers guardian, of the city and district of Montreal is plaintiff and Albert Desrosiers, Alfred Desrosiers and Hector Desrosiers all three of the city and district of Montreal, Flore Desrosiers spinsters in the full exercise of her rights, of the same place, Helena Desrosiers of the municipality of Saint Eustache, wife of Edouard Charles Girard, of the same place, and the latter both personally and to authorize and assist his said wife are defendants, ordering the licitation of the immoveable designated as follows, to wit:

A lot of land bounded in front by Saint Dominique street, in the city of Montreal, district of Montreal, known and designate under number 853 of the official plan and book of reference for Saint Louis Ward, and measuring 30 feet in width by a depth of 75 feet, English measure, more or less—with circumstances and dependencies and buildings thereon erected on said lot, specially bearing civic numbers 3457 and 3459 of Saint Dominique street with all active and passive servitudes whether apparent or not attached to said immoveable.

The immoveable property hereinabove designated will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the TWELFTH day of DECEMBER 1936, at HALF past TEN o'clock in the forenoon, sitting the Court, in the court room No. 31 of the Court House in Montreal, or in any other room the Honourable Judge may designate, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges depo-

Sale by licitation

protonotaire de ladite Cour; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à ladite licitation devra être déposée au Greffe du Protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits, elles seront forcloses du droit de le faire.

Montréal, 4 novembre 1936.

Les procureurs du demandeur,
PELLETIER, SYLVESTRE & PELLETIER.

5629-45-2-o

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Saint-Jean, dans le district d'Iberville, le 13 novembre 1936, dans une cause portant le numéro 3735 des dossiers de la Cour Supérieure, dans laquelle Gaspard Bérard, journaliste, des cité et district de Montréal, est demandeur, et Dame Agnès Theresa Ryan, de la paroisse de Notre-Dame de Stanbridge, district de Bedford, veuve de feu John Hanigan, Dame Ella Eugénie Ryan, de la paroisse de Saint-Sébastien, district d'Iberville, épouse de Hugh Davitt, du même lieu, et ledit Hugh Davitt pour autoriser son épouse, Dame Margaret Alice Adeline Ryan, de Bristol, dans l'état du Connecticut, un des Etats-Unis d'Amérique, veuve de feu Médard Béchard, en son vivant du même lieu, Patrick E. Hanigan, de la dite paroisse de Notre-Dame de Stanbridge, district de Bedford, Dame Hortense Dupont, du village de Saint-Alexandre, district d'Iberville, épouse de Hormisdas Roy, du même lieu, et ce dernier pour autoriser son épouse, et Edward Ryan, de la cité de Montréal, district de Montréal, sont défendeurs, ordonnant la licitation de l'immeuble ci-après désigné, savoir:

Une terre située dans la paroisse de Saint-Georges d'Henryville, dans le comté d'Iberville, et mesurant six arpents de largeur le long du chemin public, par vingt-huit arpents de profondeur, et connue et désignée sur le plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Georges d'Henryville, sous le numéro 254, et la moitié nord du lot numéro 255 des mêmes plans et livre de renvoi officiels—avec toutes les bâtisses y érigées, et tous les droits y appartenant, sauf et excepté cependant du coin sud-ouest de la partie nord dudit lot numéro 255 un emplacement d'environ une (1) acre en superficie appartenant à Wilfrid Ryan;

Ainsi que les meubles se trouvant sur ledit immeuble, savoir: environ 45 tonnes de foin non pressé et 18 tonnes de foin pressé, 1 "fanning mill", 2 bogheis, 2 "sleighs", 1 faucheuse, 1 râtelier, 1 tombereau, 1 wagon double et un simple.

L'immeuble et les effets mobiliers ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur le VINGT-DEUXIEME jour de DECEMBRE 1936, à DIX heures et DEMIE a.m., cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice de Saint-Jean, sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et que toutes oppositions afin d'annuler, afin de charge, ou afin de distraire à la dite licitation devront être déposées au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le

sited in the office of the prothonotary of the said Court; and that any opposition to annul, to secure charges, or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such opposition within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

Montreal, November 4, 1936.

PELLETIER, SYLVESTRE & PELLETIER,
Attorneys for the plaintiff.

5630-45-2-o

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Saint John's, in the district of Iberville, on the 13th of November, 1936, in a cause bearing number 3735 of the records of the Superior Court, wherein Gaspard Bérard, labourer, of the city and district of Montreal, is plaintiff and Dame Agnes Theresa Ryan, of the parish of Notre Dame de Stanbridge, district of Bedford, widow of the late John Hanigan, Dame Ella Eugénie Ryan, of the parish of Saint Sébastien, district of Iberville, wife of Hugh Davitt, of the same place, and the said Hugh Davitt to authorize his wife, Dame Margaret Alice Adeline Ryan, of Bristol, in the State of Connecticut, one of the United States of America, widow of the late Médard Béchard, in his lifetime of the same place, Patrick E. Hanigan, of the said parish of Notre Dame de Stanbridge, district of Bedford, Dame Hortense Dupont, of the village of Saint Alexandre, district of Iberville, wife of Hormisdas Roy, of the same place, and the latter to authorize his wife, and Edward Ryan, of the city of Montreal, district of Montreal, are defendants, ordering the licitation of the immovable herein-after designated, to wit:

A farm situate in the parish of Saint Georges de Henryville, in the county of Iberville, and measuring six arpents in width along the public road, by twenty eight arpents in depth, and known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Georges de Henryville, under number 254, and the North half of lot number 255 of the same official plan and book of reference—with the buildings erected thereon and all the rights attached hereto, save and except however from the Southwest corner of the North part of the said lot number 255 an emplacement of about one (1) acre in superficies belonging to Wilfrid Ryan;

Together with the movables to be found on the said immovable, namely: about 45 tons of un-pressed hay and 18 tons of pressed hay, 1 "fanning mill", 2 buggies, 2 sleighs, 1 mowing machine, 1 rake, 1 cart, 1 double wagon and one single wagon.

The immoveable and movable property hereabove designated will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the TWENTY SECOND day of DECEMBER 1936, at HALF past TEN in the forenoon, sitting the Court, in the Court Room of the Court House, in Saint John's, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said Court; and that any opposition to annul, to secure charges, or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court at least twelve

our fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toutes oppositions afin de conserver devront être déposées dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Saint-Jean, 13 novembre 1936.

Le procureur du demandeur,
5789-47-2-o STANISLAS POULIN, C.R.

days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such opposition within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

Saint John's, November 13, 1936.

STANISLAS POULIN, K.C.,
5790-47-2 Attorney for the plaintiff.

Arrêté en Conseil

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 11 novembre 1936, approuvé par le lieutenant-gouverneur, le 13 novembre 1936.

Concernant l'enregistrement des véhicules-automobiles.

3082

L'honorable Trésorier de la Province, dans un mémoire en date du 11 novembre (1936), expose:

Que l'article 4 de la Loi des véhicules-automobiles, Statuts refondus de Québec, 1925, (chapitre 35), exige que toute personne qui fait l'acquisition d'un véhicule-automobile le fasse enregistrer immédiatement et renouvelle cet enregistrement le 1er mars de chaque année;

Qu'il est décrété à l'article 23 que toute licence pour conduire un véhicule-automobile expire le dernier jour de février et est renouvelable le 1er mars suivant;

Qu'en vertu du sous-paragraphe V du paragraphe 1 de l'article 68, le lieutenant-gouverneur en conseil peut changer la date des licences et des enregistrements;

Que pour exempter les acquéreurs de véhicules-automobiles acquis entre le 1er janvier et la date susmentionnée, de la nécessité de payer la moitié des honoraires d'enregistrement pour les deux mois restants de l'année, l'enregistrement des véhicules-automobiles et le port des plaques d'enregistrement de l'année automobile commençant le 1er mars suivant, ont été alloués pour les dernières quelques années;

Qu'il a été représenté qu'à cause des changements dans les conditions du commerce d'automobiles, les expositions d'automobiles, qui, dans les années passées, avaient lieu durant le mois de janvier, auront lieu, à partir d'aujourd'hui, dans le mois de novembre;

Que nous sommes informés que les ventes les plus considérables des nouveaux modèles de véhicules-automobiles sont faites au cours de ces expositions d'automobiles;

Qu'en conséquence, l'industrie d'automobiles, par l'intermédiaire de son association, la "Montreal Automobile Trade Association", a demandé que l'enregistrement des nouveaux véhicules-automobiles et le port des plaques d'enregistrement d'automobiles pour l'année 1937 soient permis à compter du 20 novembre au lieu du 1er janvier;

Qu'il a été suggéré que ce serait imposer un fardeau aux acquéreurs de nouvelles voitures que d'exiger qu'ils paient la moitié des honoraires annuels pour la courte période entre le 20 novembre et le 1er janvier.

C'est pourquoi l'honorable Trésorier de la

Order in Council

COPY of a Report of a Committee of the Honourable the Executive Council, dated November 11th, 1936, approved by the Lieutenant-Governor on November 13th, 1936.

Concerning the registration of Motor Vehicles.

3082

The Honourable the Treasurer of the Province, in a report dated November 11th (1936), sets forth:

That section 4 of the Motor Vehicle Act, Revised Statutes of Quebec, 1925 (chapter 35), requires that every person who acquires a motor vehicle register it immediately and renew such registration on the 1st of March each year;

That it is enacted at section 23 that every license to drive motor vehicle shall expire on the last day of February and shall be renewable on the 1st of March following;

That under paragraph V of subsection 1 of section 68, the Lieutenant-Governor in Council is authorized to change the date of licenses and registrations;

That in order to exempt purchasers of motor vehicles acquired between the 1st of January and the above mentioned date of the necessity of paying one half of the registration fees for the two remaining months of the year, the registration of motor vehicles and the display of number plates of the automobile year to commence on the 1st of March following has been allowed for the last few years;

That it has been represented that on account of changes in conditions of the automobile trade, motor shows, which in former years were held during the month of January, will, from now on, take place in the month of November;

That we are informed that the most important sales of new models of motor vehicles are made during these motor shows;

That, in consequence, the automobile trade through its association, the "Montreal Automobile Trade Association", has requested that the registration of new motor vehicles and the display of automobile license plates of the 1937 issue be allowed from the 20th of November instead of the 1st of January;

That it has been suggested that it might be imposing a hardship on purchasers of new cars to require that they pay half of the yearly fees for the short period between November 20th of January 1st.

Wherefore, the Honourable the Treasurer of

Province, agissant sous l'autorité du sous-paragraphe V du paragraphe 1 de l'article 68 de la Loi des véhicules-automobiles, recommande que l'enregistrement pour l'année 1937 des nouveaux véhicules-automobiles achetés durant ou après l'exposition d'automobiles, soit permis à compter du 20 novembre 1936.

5775

Certifié,
A. MORISSET,
Greffier Conseil Exécutif.

the Province, acting under the authority of paragraph V of subsection 1 of section 68 of the Motor Vehicle Act, recommends that registration for the year 1937, for new motor vehicles, purchased during or after the motor shows, be allowed from the 20th November, 1936.

5776-o

Certified,
A. MORISSET,
Clerk Executive Council.

Action en séparation de biens

Action for separation as to property

Province de Québec, Cour Supérieure, district de Beauce, No 15,478. Dame Emma Drouin, épouse commune en biens de Rosario Faucher, de Saint-Zacharie, district de Beauce, demanderesse; vs le dit Rosario Faucher, de Saint-Zacharie, district de Beauce, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause ce jour.

Saint-Joseph, Beauce, le 16 novembre 1936.

Les procureurs de la demanderesse,
MORIN & MORIN.

5777-o

Province of Quebec, Superior Court, District of Beauce, No. 15,478. Dame Emma Drouin, wife common as to property of Rosario Faucher, of Saint Zacharie, district of Beauce, plaintiff; vs the said Rosario Faucher, of Saint Zacharie, district of Beauce, defendant.

An action for separation as to property has, this day, been instituted in this cause.

Saint Joseph, Beauce, November 16th, 1936.

MORIN & MORIN,
Attorney for the Plaintiff.

5778

Avis divers

Miscellaneous Notices

Canada, Province de Québec.

Canada, Province of Quebec.

"FONTANA GOLD MINES, LIMITED".

"FONTANA GOLD MINES, LIMITED".

Règlement No quatre, portant le nombre des directeurs à cinq.

By-law No. four, increasing the number of directors to five.

Il est par le présent règlement numéro quatre de la "Fontana Gold Mines, Limited", décrété comme suit:

It is by the present by-law No. four of the "Fontana Gold Mines, Limited", enacted as follows:

Que le nombre des directeurs de la compagnie "Fontana Gold Mines, Limited", soit porté à cinq.

That the number of directors of the company "Fontana Gold Mines, Limited", be increased to five.

Lu, adopté et signé à l'assemblée du bureau de direction, par le président et le secrétaire, ce 25ième jour de septembre 1936.

Read, adopted and signed at the meeting of the board of directors, by the president and the secretary, this 25th day of September, 1936.

(Signé) J.-FELIX SIMARD, (Président).

(Signed) J. FELIX SIMARD, (President).

MAURICE BOISVERT, (Secrétaire).

MAURICE BOISVERT, (Secretary).

Québec, ce 5 octobre 1936.

Quebec, this 5th October, 1936.

MAURICE BOISVERT, (Secrétaire). 5779-o

MAURICE BOISVERT, (Secretary). 5780

AVIS

NOTICE

Avis est par les présentes donné en vertu de l'article 60, de la Loi du régime des eaux courantes, que "The Shawinigan Water and Power Company", de la cité de Montréal, a l'intention de construire un barrage à encoffrement pour amasser en toutes saisons les eaux de Crique Bouteille, avoisinant le bloc "B" du canton de Tourouvre, dans le comté de Laviolette, dans le but d'assurer une provision uniforme au système de distribution des eaux pour usage domestique à l'emplacement de l'établissement hydro-électrique du rapide Blanc.

Avis est aussi donné qu'une requête à cet effet a été envoyée au Ministre des Terres et Forêts, accompagnée d'un plan et de devis démontrant l'emplacement et la nature des travaux, ainsi que le terrain qui sera affecté par des travaux, et qu'un duplicata des dits plan et devis a été déposé au bureau des registrateurs du Bureau d'enregistrement de la Tuque, à La Tuque.

Public notice is hereby given in accordance with section 60 of the Water-Course Act, that "The Shawinigan Water and Power Company", of the city of Montreal, intends to have constructed a timber crib dam, to store at all seasons the water of Crique Bouteille, which borders upon block "B" of the township of Tourouvre, in the county of Laviolette, with the object of ensuring a uniform supply to the waterworks system for domestic use at the site of the Rapide Blanc hydro-electric plant.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specifications showing the site and the nature of the work and the land which will be affected by such works, has been forwarded to the Minister of Lands and Forests, and that a duplicate of said plan and specifications has been deposited at the registry office of the registration division of La Tuque, at La Tuque.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération par le lieutenant-gouverneur en conseil, le jour même ou après le dixième jour suivant la date de la publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

"THE SHAWINIGAN WATER & POWER COMPANY"

Le vice-président et secrétaire,
5781-o JAS. WILSON.

The application contained in the petition will be taken into consideration by the Lieutenant-Governor in Council on or after the tenth day following the date of the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

"THE SHAWINIGAN WATER & POWER COMPANY"

JAS. WILSON,
5782-o Vice-President and Secretary.

"L'ÉCOLE D'ARTS ET MÉTIERS DE RIMOUSKI, INC."

Règlement No 3.

Directeurs,

Un bureau de neuf directeurs dont cinq ecclésiastiques et quatre laïques, sera constitué, chaque année, pour prendre office après l'assemblée générale annuelle des membres, et rester en fonction jusqu'à remplacement.

Ces directeurs seront nommés par l'Assemblée générale annuelle parmi les membres de la Corporation.

Toute vacance survenant dans le bureau de direction, dans le cours d'une année, sera remplie par le bureau de direction lui-même, s'il s'agit d'un prêtre, par une autre membre de la Corporation, prêtre, et s'il s'agit d'un laïque par un laïque, membre de la Corporation.

La Corporation pourra à une assemblée générale spéciale des membres, convoquée à cette fin, démettre par résolution tout directeur avant l'expiration de son terme d'office, et pourra à la même assemblée, par résolution, nommer une autre personne à sa place. La personne ainsi nommée ne sera nommée que pour le reste du terme d'office de celui qu'elle remplacera.

Tous actes faits et passés par le bureau de direction ou par toute personne agissant comme directeur, seront, même s'il est découvert dans la suite qu'il y avait quelque vice ou défaut dans la nomination et appointment desdits directeurs ou de l'un ou de quelques-uns d'entre eux, ou de toute personne agissant comme dit ci-dessus, aussi valides que si telle ou telles personnes avaient été nommées régulièrement et étaient qualifiées comme directeur.

La votation pour l'élection des directeurs de la Corporation ne sera faite sans scrutin secret à moins que le vote au scrutin secret ne soit requis pas un des membres présents en personne à l'assemblée.

Daté ces 25 mai 1936 et 23 octobre 1936.

Le secrétaire,
5791-o P.-E. GAGNON.

"THE PUCK PUBLISHING COMPANY, LIMITED"

Règlement Spécial "A".

Que le nombre des directeurs de la Compagnie soit et il est par les présentes augmenté de trois à cinq.

Montréal, ce 16ème jour d'octobre 1936.

Le vice-président,
5793 JEAN LORANGER.

La Compagnie "Beresford Lake Mines Limited" (No Personal Liability), a été autorisée à vendre ou autrement aliéner, dans la province de Québec, ses actions, stocks, certificats d'actions, obligations et autres valeurs.

La principale place d'affaires dans la Province est au bureau de H. R. Bain & Company Limited, 361 rue Saint-Jacques, Montréal, Québec.

Son agent principal, aux fins de recevoir les

"L'ÉCOLE D'ARTS ET MÉTIERS DE RIMOUSKI, INC."

By-law No. 3

Directors,

A Board of nine Directors, of whom five ecclesiastics and four laymen, shall be formed, each year, to take office after the general annual meeting of the members and remain in office until replacement.

Such Directors shall be appointed by the general annual meeting, among the members of the corporation;

Any vacancy arising in the Board of Directors, in the course of year, shall be filled by the Board of Directors themselves, in the case of a priest, by another member of the corporation, a priest, and, in the case of a layman, by a layman, member of the corporation.

The corporation may, at a special general meeting of the members, called for such purpose, dismiss, by resolution any Director before the end of his term of office, and may, at the same meeting, by resolution, appoint another person in his stead. The person, thus appointed, shall be appointed for the residue of the term of office of the one whom he will replace.

Any acts made and passed by the Board of Directors or by any person acting as Director, even if it be afterwards discovered that there was some error or fault in the nomination and appointment of the said Directors or of any one or some of them, or of any person acting as hereinabove stated, shall be as valid as though they had been duly appointed and qualified as Directors.

The vote for the election of the Directors of the corporation shall be made without secret ballot, unless the vote by secret ballot be required by one of the members present in person at the meeting.

Dated this 25th of May 1936 and 23rd of October 1936.

P. E. GAGNON,
5792 Secretary.

"THE PUCK PUBLISHING COMPANY, LIMITED"

Special By-law "A".

That the number of Directors of the Company be and it is hereby increased from three to five."

Montreal, this 16th day of October, 1936.

JEAN LORANGER,
5794-o Vice-President.

The company "Beresford Lake Mines Limited" (No Personal Liability), has been authorized to sell or otherwise alienate, in the Province of Quebec, its shares, stock, stock certificates, bonds and other securities.

Its principals place of business in the Province is at the office of H. R. Bain & Company Limited, 361 Saint James Street, Montreal, Quebec.

Its chief agent, for the purpose of receiving

assignments ou procédures contre elle, est M. Beverley Robinson, de la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour de novembre 1936.

5817-o ALEX. DESMEULES,
Sous-secrétaire de la Province.

La Compagnie "Maritime Cadillac Gold Mines Limited" (No Personal Liability) a été autorisée à vendre ou autrement aliéner, dans la province de Québec, ses actions, stocks, certificats d'actions, obligations et autres valeurs.

La principale place d'affaires dans la Province est au bureau de M. Charles E. Rayworth, à Kewagama, Canton Cadillac, Québec.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignments ou procédures contre elle, est M. Charles E. Rayworth, à Kewagama, Canton Cadillac, Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour de novembre 1936.

5819-o ALEX. DESMEULES,
Sous-secrétaire de la Province.

services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Beverley Robinson, of the city of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this tenth day of November, 1936.

5818 ALEX. DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary.

The company "Maritime Cadillac Gold Mines Limited" (No Personal Liability), has been authorized to sell or otherwise alienate, in the Province of Quebec, its shares, stock, stock certificates, bonds and other securities.

Its principal place of business in the Province is at the office of Mr. Charles E. Rayworth, at Kewagama, Township of Cadillac, Quebec.

Its chief agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Charles E. Rayworth, at Kewagama, Township of Cadillac, Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of November, 1936.

5820 ALEX. DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary.

Soumissions

Avis public est par les présentes donné, que des soumissions cachetées seront reçues par M. Horace Gohier, secrétaire-trésorier de la municipalité de la ville de Laval-sur-le-Lac, au bureau de la corporation, numéro 10, rue Saint-Jacques-ouest, Montréal, d'ici au 7 décembre prochain, 1936, pour l'achat de \$46,600. de débetures de la dite ville Laval-sur-le-Lac.

Toute information relative à cet emprunt pourra être obtenue du soussigné.

Le secrétaire-trésorier,
HORACE GOHIER,
5787-o 10, Saint-Jacques-ouest, Montréal.

PROVINCE DE QUÉBEC.

VILLE DE MONTREAL-OUEST.

Des soumissions cachetées sont demandées pour l'achat d'une émission d'obligations de la Ville de Montréal-Ouest, en date du 1er novembre 1936, se montant à \$210,000.00, portant intérêt à 3½ % par année et rachetables en séries jusqu'au 1er novembre 1956, comme suit:

1er novembre 1937.....	\$7,500.
1er novembre 1938.....	7,500.
1er novembre 1939.....	8,000.
1er novembre 1940.....	8,000.
1er novembre 1941.....	8,500.
1er novembre 1942.....	9,000.
1er novembre 1943.....	9,000.
1er novembre 1944.....	9,500.
1er novembre 1945.....	9,500.
1er novembre 1946.....	10,000.
1er novembre 1947.....	10,500.
1er novembre 1948.....	11,000.
1er novembre 1949.....	11,000.
1er novembre 1950.....	11,500.
1er novembre 1951.....	12,000.
1er novembre 1952.....	12,500.
1er novembre 1953.....	13,000.
1er novembre 1954.....	13,500.
1er novembre 1955.....	14,000.
1er novembre 1956.....	14,500.

\$210,000.

Tenders

Public notice is hereby given, that sealed tenders shall be received by Mr. Horace Gohier, secretary-treasurer of the Municipality of the town of Laval sur le Lac, at the office of the corporation, number 10, Saint James Street West, Montreal, from now until the 7th of December next, 1936, for the purchase of \$46,600. of debentures of the said town of Laval sur le Lac.

Information respecting the said loan may be obtained from the undersigned.

HORACE GOHIER,
Secretary-Treasurer,
5788 10, Saint James Street West, Montreal.

PROVINCE OF QUEBEC.

TOWN OF MONTREAL WEST.

Sealed tenders are invited for the purchase of an issue of bonds of the Town of Montreal West, dated 1st November, 1936, amounting to \$210,000.00, bearing interest at 3½ % per annum and redeemable serially to 1st November, 1956, as under:

1st. November, 1937.....	\$7,500.
1st. November, 1938.....	7,500.
1st. November, 1939.....	8,000.
1st. November, 1940.....	8,000.
1st. November, 1941.....	8,500.
1st. November, 1942.....	9,000.
1st. November, 1943.....	9,000.
1st. November, 1944.....	9,500.
1st. November, 1945.....	9,500.
1st. November, 1946.....	10,000.
1st. November, 1947.....	10,500.
1st. November, 1948.....	11,000.
1st. November, 1949.....	11,000.
1st. November, 1950.....	11,500.
1st. November, 1951.....	12,000.
1st. November, 1952.....	12,500.
1st. November, 1953.....	13,000.
1st. November, 1954.....	13,500.
1st. November, 1955.....	14,000.
1st. November, 1956.....	14,500.

\$210,000.

Les obligations sont émises en vertu du Règlement No 147, dûment approuvé conformément à la Loi, et sont émises aux fins de payer la part de la ville du coût de la construction du système d'égout et de pompes de la Rivière Saint-Pierre.

Le capital et les intérêts seront payables à la valeur nominale à la Banque de Montréal, à Montréal, ou à toute succursale de ladite Banque au Canada.

Les obligations sont payables au porteur et seront émises en coupures de \$1,000 ou tout autre multiple ou tous multiples de \$100 selon le désir de l'acquéreur, l'intérêt étant payable semi-annuellement les premiers jours de mai et novembre de chaque année.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt, et devra spécifier si le prix offert comprend ou non l'intérêt sur les obligations à la date de leur livraison. Les chèques des soumissionnaires dont l'offre n'aura pas été acceptée seront retournés immédiatement; le chèque du soumissionnaire dont l'offre a été acceptée sera retourné sur exécution de son contrat.

Les soumissions seront reçues jusqu'à 5 hrs p. m., jeudi le 10 décembre 1936, au bureau du soussigné et seront prises en considération à une assemblée spéciale du Conseil de ville, tenue le même jour à 8 heures p.m.

La ville de Montréal-Ouest se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Fait à Montréal-Ouest, ce 17ème jour de novembre 1936.

Le secrétaire-trésorier de la ville
de Montréal-Ouest,
CHAS. I. FRASER.

5797

PROVINCE DE QUÉBEC

VILLE DE L'ÎLE CADIEUX

Avis public est par les présentes donné que des soumissions seront reçues par le soussigné jusqu'à quatre heures de l'après-midi, le quatrième jour de décembre, mille neuf cent trente-six, pour l'achat d'une émission d'obligations de la Ville de l'Île Cadieux, pour un montant de quarante-trois mille dollars (\$43,000.00), à quatre pour cent (4%), rachetables en séries jusqu'au premier jour de septembre mil neuf cent soixante-deux. Les dites obligations seront datées du premier septembre mil neuf cent trente-six et sont émises en vertu du Règlement No cent quinze (115). L'intérêt est payable semi-annuellement à la Banque de Montréal, succursale rues Saint-Pierre et Saint-Jacques, Montréal.

La ville de l'Île Cadieux se réserve le droit de n'accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions.

Le secrétaire-trésorier,
F.-B. NIXON.
4110, Avenue Marlowe, Montréal, P. Q.
5821

Département de l'Instruction publique

207-36.

Québec, 19 novembre 1936.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel, en date du 14 novembre 1936 de détacher de la municipi-

The bond are issued under the authority of by-law No. 147, duly approved according to law, and are the purpose of paying the Town's share of the cost of constructing the river Saint Pierre Trunk Sewer and Pumping Plant.

Capital and interest will be payable at face value at the Bank of Montreal in Montreal, or at any branch of the said bank in Canada.

The bonds are payable to bearer and will be issued in denominations of \$1,000 or such other multiple or multiples of \$100 as the purchaser may desire, interest being payable semi-annually on the first days of May and November in each year.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan, and must specify if the price offered does or does not include accrued interest to the date of delivery. Cheques of unsuccessful tenderers will be returned immediately; the cheque of the successful tenderer will be returned on execution of his contract.

Tenders will be received until 5 p.m. on Thursday, 10th. December, 1936, at the office of the undersigned and will be considered at a special session of the Town Commission to be held the same day at 8 p.m.

The town of Montreal West does not oblige itself to accept the highest or any tender.

Done at Montreal West, this 17th November, 1936.

CHAS. I. FRASER,
Secretary-Treasurer,
Town of Montreal West.

5798—o

PROVINCE OF QUEBEC

TOWN OF ISLE CADIEUX

Public notice is hereby given that tenders shall be received by the undersigned until four o'clock in the afternoon, December fourth, nineteen hundred and thirty-six for the purchase of an issue of Bonds of the Town of Isle Cadieux for forty-three thousand dollars (\$43,000) four per cent (4%) redeemable serially to the first of September nineteen hundred and sixty two. The said Bonds shall be dated from first of September nineteen hundred and thirty six and are issued under By Law No. one hundred and fifteen (115). Interest is payable semi annual at the Bank of Montreal, Saint Peter and Saint James Street Branch, Montreal.

The Town of Isle Cadieux does not oblige itself to accept the lowest nor any of the tenders.

F. X. NIXON,
Secretary-Treasurer.
4110 Marlowe Avenue, Montreal, P. Q.
5822—o

Department of Education

207-36.

Quebec, November 19th, 1936.

His Honor the Lieutenant-Governor has been pleased, by order in council dated the November 14th, 1936, to detach from the School

palité scolaire du canton de Grantham, dans le comté de Drummond, le territoire borné vers le nord-est par la cité de Drummondville, la municipalité du canton de Grantham, et le canton de Wickham. Vers le sud-ouest, par la municipalité de Saint-Germain-de-Grantham. Vers le nord-ouest, par la municipalité de Saint-Majorique de Grantham. Et vers le nord-est par le canton de Wendover, et de l'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "La municipalité scolaire du canton de Grantham-Ouest", même comté. 5811-o

Municipality of the Township of Grantham, in the county of Drummond, that territory bounded on the Northeast by the city of Drummondville, the Municipality of the township of Grantham, and the township of Wickham. On the Southwest by the municipality of Saint Germain de Grantham. On the Northwest by the municipality of Saint Majorique de Grantham. And on the Northeast by the township of Wendover, and to erect the same into a separate school municipality, under the name of "The School Municipality of the township of Grantham-West", same county. 5812-o

368-35.

Québec, 19 novembre 1936.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel, en date du 14 novembre 1936, de détacher de la municipalité scolaire de Bedford, comté de Missisquoi, le lot numéro 1347, du cadastre officiel de la paroisse de Bedford et de l'annexer à la municipalité scolaire de Notre-Dame-de-Stanbridge, dans le même comté. 5813-o

368-35.

Quebec, November 19th, 1936.

His Honor the Lieutenant-Governor has been pleased, by order in council dated the November 14th 1936, to detach from the school municipality of Bedford, country of Missisquoi, lot number 1347 of the official cadastre of the parish of Bedford and to annex it to the school municipality of Notre-Dame-de-Stanbridge, in the same county. 5814-o

885-36.

Quebec, 18 novembre 1936.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel, en date du 14 novembre 1936, de changer le nom de la municipalité scolaire de Saint-Jules, dans le comté de Laval, en celui de "La municipalité scolaire de Saint-Yves-de-Laval". 5815-o

885-36.

Quebec, November 18th, 1936.

His Honor the Lieutenant-Governor has been pleased, by order in council dated the November 14th, 1936, to change the name of the school municipality of Saint Jules, in the county of Laval, to that of "La municipalité scolaire de Saint Yves de Laval". 5816-o

Bureau-chef

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Rotherwood Realty Company", constituée en corporation par lettres patentes, en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, en date du 11 septembre 1936, et ayant son bureau-chef en la cité de Montréal, a établi son bureau à Chambre 808, 507, Place d'Armes, en la dite cité de Montréal.

A compter de la date de cet avis le dit bureau sera considéré comme étant le bureau-chef de la compagnie.

Daté à Montréal, ce 16ième jour de novembre 1936.

5783

Le secrétaire,
A. P. MACDONALD.

Chief Office

Notice is hereby given that "Rotherwood Realty Company", incorporated by letters patent under Part I of the Quebec Companies' Act, dated the 11th September, 1936, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at room 808, 507 Place d'Armes, in the said city of Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be the head office of the company.

Dated at Montreal, this 16th day of November, 1936.

5784-o

A. P. MACDONALD,
Secretary.

VENTES PAR LE SHÉRIF

BEAUCE

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour du Magistrat.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: } LA CORPORATION DU
No 11623. } VILLAGE DE SAINT-
JOSEPH, demanderesse; contre MARIA DUMAIS, défenderesse.

Un emplacement situé en le village de Saint-

SHERIFF'S SALES

BEAUCE

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Magistrate's Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: } THE CORPORATION OF
No. 11623. } THE VILLAGE OF
SAINT JOSEPH, plaintiff; against MARIA DUMAIS, defendant.

An emplacement situate in the village of

Joseph de Beauce, sur la rue Principale, lequel terrain est le numéro cinq cent soixante-seize (576) du cadastre de la paroisse de Saint-Joseph de Beauce—avec bâtisses dessus construites et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Joseph de Beauce le VINGT-DEUXIEME (22e) jour de DECEMBRE prochain 1936, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, XAVIER BEAUDOIN.
Saint-Joseph de Beauce, 18 novembre 1936.
5809-47-2-o
[Première publication, 21 novembre 1936]

Saint Joseph de Beauce on Principale street, the said lot of land being number five hundred and seventy six (576) of the cadastre for the parish of Saint Joseph de Beauce—with buildings thereon erected and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Joseph de Beauce, on the TWENTY SECOND (22nd) day of DECEMBER next 1936, at TEN o'clock in the forenoon.

XAVIER BEAUDOIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Joseph de Beauce, November 18, 1936.
5810-47-2
[First publication, November 21st, 1936]

BEAUHARNOIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Beauharnois.—Cour Supérieure.
Province de Québec, JOSEPH CHEVRE-
No 734¹. FILS, demandeur; vs
LUCIEN PREFONTAINE, défendeur; et
ARTHUR BOURCIER, mis-en-cause.

Saisis comme appartenant au défendeur:

1. Un terrain sis et situé en la paroisse de Saint-Joachim-de-Châteauguay, et connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la susdite paroisse, sous le numéro vingt-cinq (25), contenant quatre-vingt-huit pieds de front sur cent deux pieds de profondeur, formant en superficie vingt-sept perches et deux cent vingt-huit pieds, joignant en front le chemin de la rivière, par derrière Marcel Prigent ou représentants, d'un côté le chemin public et de l'autre côté Ed. Auger ou représentants;

2. Un autre terrain sis et situé en la paroisse de Saint-Joachim-de-Châteauguay, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la susdite paroisse, comme étant le numéro vingt-quatre (24) formant en superficie, seize perches et ayant front sur le chemin de la rivière;

3. Une partie du lot portant le numéro vingt-six (26) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Joachim-de-Châteauguay, la dite partie étant bornée comme suit: en front, par le chemin public, en arrière, par partie du dit lot vingt-cinq, d'un côté par le résidu du dit lot vingt-six et de l'autre côté par partie du dit lot vingt-cinq, la dite partie de lot—sans bâtisse et mesurant vingt-neuf pieds de front par trente-six pieds de profondeur; à distraire du dit lot vingt-cinq un certain lopin de terre faisant partie du dit lot numéro vingt-cinq, susdits plan et livre de renvoi officiels, la dite partie de lot bornée au nord, par Marcel Prigent ou représentants, en arrière, par Edouard Auger ou représentants, du côté est, par Alex. Duncan ou représentants et de l'autre côté à l'ouest, par Arthur Bourcier ou représentants, le tout tel qu'actuellement clôturé, mesurant trente-neuf pieds de largeur dans les lignes nord et sud par cinquante-sept pieds de profondeur, sans bâtisse.

Le tout mesure anglaise, plus ou moins—avec les bâtisses dessus construites.

Ainsi que le tout se trouve présentement avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées au dit emplacement.

Le tout formant une seule et même exploitation.

Pour être vendus, en bloc, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Joachim-de-Châteauguay, comté de Châteauguay, district

BEAUHARNOIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Beauharnois.—Superior Court.
Province of Québec, JOSEPH CHEVRE-
No. 734¹. FILS, plaintiff; vs
LUCIEN PREFONTAINE, defendant; and
ARTHUR BOURCIER, mis-en-cause.

Seized as belonging to the defendant:

1. A lot of land lying and situate in the parish of Saint Joachim de Chateauguay, and known and designated on the official plan and book of reference of the aforesaid parish, under number twenty five (25) measuring eighty eight feet in front by one hundred and two feet in depth, forming an area of twenty seven perches and two hundred and twenty eight feet, joining in front to the river road, in rear to Marcel Prigent or representatives, on one side to the public road and on the other side to Ed. Auger or representatives;

2. Another lot of land lying and situate in the parish of Saint Joachim de Chateauguay, known and designated on the official plan and book of reference of the aforesaid parish, as being number twenty four (24) forming an area of sixteen perches and fronting on the river road;

3. A part of the lot bearing number twenty six (26) of the official plan and book of reference of the parish of Saint Joachim de Chateauguay, the said part being bounded as follows: in front by the public road, in rear by part of the said lot twenty five, on one side by the residue of said lot twenty six and on the other side by part of said lot twenty five, the said part of lot—without buildings and measuring twenty nine feet in front by thirty six feet in depth; to be deducted from said lot twenty five a certain parcel of land forming part of the said lot number twenty five, aforesaid plan and book of reference, the said part of lot bounded on the North by Marcel Prigent or representatives, in rear by Edouard Auger or representatives, on the East side by Alex. Duncan or representatives and on the other side on the West by Arthur Bourcier or representatives, the whole as actually fenced in, measuring thirty nine feet in width in the North and South lines by fifty seven feet in depth, without buildings.

The whole English measure, more or less—with the buildings thereon erected.

As the whole presently subsists with the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said emplacement.

The whole forming one and the same lot of land.

To be sold "en bloc", at the parochial church door of the parish of Saint Joachim de Chateauguay, county of Chateauguay, district of Beau-

de Beauharnois, SAMEDI, le CINQUIEME jour de DECEMBRE 1936, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, PIERRE REID,
Salaberry-de-Valleyfield, ce 23 octobre 1936.
(Première publication, 31 octobre 1936)
5485-44-2-o

harnois, on SATURDAY, the FIFTH day of DECEMBER, 1936, at THREE o'clock in the afternoon.

PIERRE REID,
Sheriff's Office,
Salaberry de Valleyfield, October 23, 1936.
[First publication, October 31st, 1936]
5485-44-2

BEDFORD

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Bedford.

Canada, } ANTONIO L. MAIN-
Province de Québec. } VILLE, deman-
No 535. } deur; vs JOSEPH-A.
BOILEAU, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Un terrain connu et désigné comme étant les lots numéros cinq cent quatre-vingt (580), contenant cinq arpents de largeur sur la profondeur du dixième rang, et cinq cent quatre-vingt-un (581), des plan et livre de renvoi officiels du canton de Roxton, district de Bedford—avec toutes les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu en bloc à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Roxton, à Roxton-Falls, dit district, le TROISIEME jour de DECEMBRE, 1936, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif. W. FREDERIC KAY.
Sweetsburg, Que., le 26 octobre 1936.
5487-44-2-o
[Première publication, 31 octobre 1936]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Bedford.

Canada, } ANTONIO L. MAIN-
Province of Quebec. } VILLE, Plaintiff;
No. 535. } vs JOSEPH A. BOI-
LEAU, Defendant.

As belonging to the Defendant:

An emplacement known and designated as being the lots numbers five hundred and eighty (580), measuring five arpents in width by the depth of the tenth range, and five hundred and eighty one (581) of the official plan and book of reference of the township of Roxton, District of Bedford—with all the buildings thereon erected.

To be sold en bloc at the parochial church door of the parish of Saint Jean Baptiste de Roxton, at Roxton-Falls, said district, on the THIRD day of DECEMBER, 1936, at TWO o'clock in the afternoon.

W. FREDERIC KAY,
Sheriff's office,
Sweetsburg, Que., October 26th., 1936.
5488-44-2
[First publication, October 31st, 1936]

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Province de Québec, } THE J. R. WATKINS
No 15,103. } COMPANY, corps
politique et incorporé ayant son principal bureau d'affaires à Winona, Minnesota un des états-unis d'amérique et un bureau d'affaire à Winnipeg et un à Montréal, demanderesse; vs J-ADEI ARD TANGUAY, de Sainte-Justine et WILFRID BIZIER, de Sainte-Sabine, défendeurs, à savoir:
Le lot de terre No 14, rang 11, canton Langevin.

Le lot de terre No 16, rang 12, canton Langevin.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Sabine, le VINGT DEUXIEME jour de DECEMBRE 1936, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du Shérif. GEO.-E. FOURNIER.
Montmagny, 13 novembre 1936. 5799-47-2-o
[Première publication, 21 novembre 1936]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Province of Quebec. } THE J. R. WATKINS.
No. 15,103. } COMPANY, a body
politic and corporate having its head office at Winona, Minnesota, one of the United States of America, and a business office at Winnipeg and one at Montreal, plaintiff; vs J-ADEI ARD TANGUAY, of Sainte Justine; and WILFRID BIZIER, of Sainte Sabine, defendants, to wit:

The lot of land No. 14, range 11, township of Langevin.

The lot of land No. 16, range 12, township of Langevin.

To be sold at the parochial church door of Sainte-Sabine, on the TWENTY SECOND day of DECEMBER 1936, at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. E. FOURNIER,
Sheriff's Office.
Montmagny, November 13, 1936. 5800-47-2
[First publication, November 21st, 1936]

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour du Recorder.—Ci.é de Montréal.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LA CITÉ DE MONT-
249. } RÉAL, demanderesse;
vs GEORGES BEAULIEU, défendeur.

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Recorder's Court.—City of Montreal.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE CITY OF MON-
249. } TREAL, plaintiff; vs
GEORGES BEAULIEU, defendant.

Un emplacement ayant front sur la rue Langemark, en la cité de Montréal, étant composé des subdivisions numéros trois cent dix-huit et trois cent dix-neuf, du lot originaire numéro trois cent quatre-vingt-dix-huit (398-318 et 319), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le TROISIEME jour de DÉCEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 26 octobre 1936. 5491-44-2-o
[Première publication, le 31 octobre 1936]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour du Recorder.—Cité de Montréal.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: { LA CITE DE MONT-
No 250. { REAL, demanderesse,
vs DAME ANNIE STEELE SAMPLE, défenderesse.

Un emplacement ayant front sur la rue Langemark, en la cité de Montréal, étant composé des subdivisions trois cent vingt et trois cent vingt et un du lot originaire numéro trois cent quatre-vingt-dix-huit, (398-320 et 321), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, ce TROISIEME jour de DÉCEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 26 octobre, 1936. 5493-44-2-o
[Première publication, 31 octobre 1936]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: { J.-A. MARION, deman-
151434. { deur; vs P.-H. DAL-
LAIRE, défendeur.

Un lot de terre ou emplacement situé dans la cité de Montréal, et situé dans le quartier Delorimier, ayant front sur la rue Chabot, connu et désigné sous le numéro mille cent seize de la subdivision officielle du lot numéro cent soixante et un (161-1116) aux plan et livre de renvoi officiels du Village Incorporé de la côte de la Visitation, contenant vingt-cinq pieds de largeur par soixante-seize pieds de profondeur (25 x 76') soit une superficie de neuf cents pieds (900') le tout mesure anglaise plus ou moins avec bâtisse portant les numéros (anciens) 2019-2021-2023 (nouveaux) 5721-5723-5725.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATRIEME jour de DÉCEMBRE prochain à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$370.00 sera exigé de tout offrand ou enchérisseur, excepté le demandeur en cette cause, suivant jugement de l'Hon. Juge Surveyer, daté le 23 octobre 1936.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 28 octobre 1936. 5495-44-2-o
[Première publication, 31 octobre 1936]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: { VILIE DE GREEN-
153841. { FIELD PARK, de-
manderesse; vs WILLIAM McPHERSON, défendeur.

Un lopin de terre situé en la ville de Greenfield Park, mesurant soixante-seize pieds en largeur par cent soixante-dix-sept pieds en profondeur

An emplacement fronting on Langemark street, in the city of Montreal, being composed of subdivisions numbers three hundred and eighteen and three hundred and nineteen of the original lot number three hundred and ninety eight (398-318 319) on the official plan and book of reference for the parish of "La Longue Pointe".

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRD day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, October 26th., 1936. 5492-44-2
[First publication, October 31st., 1936]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Recorder's Court.—City of Montreal.—District of Montreal.

Montreal, to wit: { THE CITY OF MON-
No. 250. { TREAL, Plaintiff; vs
DAME ANNIE STEELE SAMPLE, defendant.

An emplacement fronting on Langemark street, in the city of Montreal, being composed of subdivisions three hundred and twenty and three hundred and twenty one of original lot number three hundred and ninety eight (398-320 and 321) on the official plan and book of reference of the parish of Longue-Pointe.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the THIRD day of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, October 26th., 1936. 5494-44-2
[First publication, October 31st., 1936]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: { J. A. MARION, plaintiff;
151434. { vs P. H. DALLAIRE,
defendant.

A lot of land or emplacement situate in the City of Montreal, and situate in Delorimier Ward, fronting on Chabot street, known and designated under number one thousand one hundred and sixteen of the official subdivision of lot number one hundred and sixty one (161-1116) on the official plan and book of reference of the Incorporated Village of Côte de la Visitation, measuring twenty five feet in width by seventy six feet in depth (25' x 76') being an area of nine hundred feet (900') the whole English measure more or less—with buildings bearing numbers (old) 2019-2021-2023 (new) 5721-5723-5725.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the FOURTH day of DECEMBER next at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$370.00 shall be exacted from each and every bidder, except the plaintiff in this case, pursuant to a Judgment of the Hon. Justice Surveyer, dated October 23, 1936.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, October 28, 1936. 5496-44-2
[First publication, October 31st., 1936]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: { TOWN OF GREEN-
153841. { FIELD PARK, plain-
tiff; vs WILLIAM McPHERSON, defendant.

A piece of ground situate in the town of Greenfield Park, measuring seventy six feet wide by one hundred and seventy seven feet deep and

et étant partie des lots numéros dix de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux cent quarante-deux (242-10) et dix de la subdivision officielle du lot originaire deux cent quarante et un (241-10) ces deux numéros originaux étant d'après les plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Antoine-de-Longueuil, comté de Chambly; borné en front par le Chemin Lapi- nière; en profondeur par une autre partie du numéro officiel 241-1; du côté nord-ouest par une autre partie des dits lots numéros officiels 242-10 et 241-10; du côté sud-est, par d'autres parties des dits lots numéros officiels 242-10 et 241-10; la ligne de division nord-ouest, du lopin de terre étant à une distance de trente-sept pieds de la ligne de division sud-est des lots numéros officiels 242-9 et 241-9; la partie du dit lot numéro officiel 242-10 mesurant 76 x 169 pieds de la partie dudit lot numéro officiel 241-10 mesurant 76 x 17 pieds. Les mesures susdites sont d'après la mesure anglaise ou plus ou moins, telle que la dite propriété se trouve actuellement avec tous ses droits, membres et appartenances et avec tous édifices sus-érigés.

Pour être vendu, au bureau d'enregistrement du comté de Chambly, à Longueuil, le TROISIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif, Le shérif,
OMER LAPIERRE.
Montréal, le 28 octobre 1936. 5497-44-2
[Première publication, 31 octobre 1936]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: { H. MINER CO.,
A-150930. { R. LIMITED, deman-
deresse; vs DAME ALBERTINE NORMAND,
épouse judiciairement séparée de biens d'Adélard
St-Laurent et ce dernier pour autoriser sadite
épouse, défenderesse.

Un lopin de terre ayant front sur l'avenue Walkley, dans le quartier de Notre-Dame de Grâces, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot de subdivision numéro cent dix-huit du lot originaire numéro cent cinquante-deux (152-518) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal—avec les édifices sus-érigés.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-QUATRIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$70.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Curran, en date du 13 novembre 1936.

Bureau du shérif, Le shérif,
OMER LAPIERRE.
Montréal, le 17 novembre 1936. 5803-47-2
[Première publication, 21 novembre, 1936]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: { BANQUE CANADIEN-
F-155883. { NE NATIONALE,
demanderesse; vs HUGO WILD, défendeur.

Un emplacement ayant front sur les rues Duke et William, en la cité de Montréal, composé des lots officiels numéros mille sept cent vingt-deux, mille sept cent vingt-quatre, mille sept cent vingt-cinq et la partie sud-est du numéro mille sept cent vingt-trois (1722, 1724, 1725 et 1723 Ptie S.-E.) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Anne en la cité de Montréal—avec les édifices sus-érigés et avec le droit de vue et le droit

being parts of the lots numbers ten of the official subdivision of the lot original number two hundred and forty two (242-10) and ten of the official subdivision of the lot original two hundred and forty one (241-10), both original numbers being of the official plan and book of reference of the parish of Saint Antoine de Longueuil, in the county of Chambly; bounded in front by Lapi- nière Road; in depth by another part official number 241-1; on the Northwest side, by another part of said lots official numbers 242-10 and 241-10; on the Southeast side by other parts of said lots official numbers 242-10 and 241-10; the Northwest division line of the piece of ground being at a distance of thirty seven feet from the Southeast division line of the lots official numbers 242-9 and 241-9; the part of said lot official number 242-10 measuring 76 x 160 feet and the part of said lot official number 241-10 measuring 76 x 17 feet. The above measurements are English measure or more or less as the said property now subsists with all its rights, members and appurtenances and with all buildings thereon erected.

To be sold, at the Registry Office, of the county of Chambly, at Longueuil, on the THIRD day of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office. OMER LAPIERRE, Sheriff.
Montreal, October 28th, 1936. 5498-44-2-o
[First publication, October 31st, 1936]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: { H. MINER CO.,
A-150930. { R. LIMITED, Plaintiff;
vs DAME ALBERTINE NORMAND, wife
judicially separate as to property from Adélard
St-Laurent, and the latter to authorize his said
wife defendant.

A lot of land fronting on Walkley Avenue, in the Notre Dame de Grâce Ward, in the city of Montreal, known and designated as subdivision lot number five hundred and eighteen of original lot number one hundred and fifty-two (152-518) on the official plan and book of reference of the parish of Montreal—with the buildings thereon erected.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FOURTH day of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$70.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of Hon. Justice Curran, dated November 13th., 1936.

Sheriff's Office. OMER LAPIERRE, Sheriff.
Montreal, November 17th., 1936. 5804-47-2-o
[First publication, November 21st, 1936]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: { BANQUE CANADIEN-
F-155883. { NE NATIONALE,
Plaintiff; vs HUGO WILD, defendant.

An emplacement fronting on Duke and William streets, in the City of Montreal, composed of official lots numbers one thousand seven hundred and twenty two, one thousand seven hundred and twenty four, one thousand seven hundred and twenty five and the South-East portion of number one thousand seven hundred and twenty three (1722, 1724, 1725 & 1723 S. E. Pt.) on the official plan and book of reference of the Sainte Anne

d'avoir des fenêtres dans le mur sud-est de l'édifice érigé sur ledit lot officiel numéro mille sept cent vingt-cinq (No 1725) ayant vue sur la partie nord-ouest du lot officiel numéro mille sept cent vingt-six (No 1726) au dit plan officiel, pour un terme de cinquante ans (50) à compter du 13ème jour de décembre 1924, tel qu'établi par convention passée par devant M^{re} Norval Dickson, notaire, à ladite date et enregistrée au Bureau d'enregistrement pour la division d'enregistrement de Montréal, sous le No 67865, la partie sud est dudit lot officiel numéro mille sept cent vingt-trois (1723) mesure quarante-sept pieds en largeur en front et en arrière par toute la profondeur du lot et est bornée en front au nord-est par la rue Duke, en arrière au sud-ouest par ledit lot officiel numéro mille sept cent vingt-deux (No 1722), d'un côté au sud-est par le dit lot numéro mille sept cent vingt-quatre (No 1724) et de l'autre côté au nord-ouest par le résidu dudit lot numéro mille sept cent vingt-trois (No 1723), telle que ladite propriété se trouve actuellement.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-QUATRIÈME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif. OMER LAPIERRE.
Montréal, le 17 novembre 1936. 5801-47-2
[Première publication, 21 novembre 1936]

Ward of the City of Montréal; with the building thereon erected and with the right of view and the right to have windows in the South East wall of the building erected on said official lot number one thousand seven hundred and twenty five (No. 1725) overlooking the North-West portion of official lot number one thousand seven hundred and twenty six (No. 1726) on said official plan for a term of fifty years (50) reckoned from the 13th day of December 1924, as established by agreement passed before M^{re} Norval Dickson, notary, on said date and registered in the Registry Office for the registration division of Montreal under No. 67865, the South-East portion of said official lot number one thousand seven hundred and twenty three (1723) measures forty seven feet in width in front and in rear by the whole depth of the lot and is bounded in front to North-East by Duke Street, in rear to the South West by said official lot number one thousand seven hundred and twenty two (No. 1722) on one side to the South-East by said lot number one thousand seven hundred and twenty four (No. 1724) and on the other side to the North-West by the remainder of said lot number one thousand seven hundred and twenty three (No. 1723), as the said property now subsists.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FOURTH day of DECEMBER next at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office. OMER LAPIERRE, Sheriff.
Montreal, November 17th., 1936. 5802-47-2-o
[First publication, November 21st., 1936]

SAINT-FRANÇOIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Canada, Province de Québec, District de Saint-François, No 982. } N. J. LEMAY, mécanicien de Bishopton, district de Saint-François et al, demandeurs; vs P.-E. VINCENT, de Bishopton, dit district, défendeur.

Saisie comme appartenant au dit défendeur:

Une terre étant le lot No onze-D (11-d) dans le troisième rang du canton de Dudswell, contenant cinquante (50) acres en superficie, plus ou moins, sur le plan et dans le livre de renvoi officiels du cadastre pour ledit canton de Dudswell—avec les bâtisses dessus construites et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Clément de Bishopton, M. RDI, le VINGT-DEUXIÈME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures a.m.

Le shérif,
Bureau du shérif. J.-P.-C. LEMIEUX.
Sherbrooke, le 17 novembre 1936. 5805-47-2-o
[Première publication, 21 novembre 1936]

SAINT FRANCIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Canada, Province of Quebec, District of Saint Francis, No. 982. } N. J. LEMAY, machinist of Bishopton, district of Saint Francis et al, Plaintiffs; vs P. E. VINCENT, of Bishopton, said district, Defendant.

Seized as belonging to the said defendant:

A certain part of land, being lot number eleven-D (11-d) in the third range of the township of Dudswell, containing fifty (50) acres in superficies, more or less, under the official cadastral plan and book of reference for the said township of Dudswell—with the buildings thereon erected and dependencies.

To be sold at the door of the parochial church of Saint Clement de Dudswell, TUESDAY, the TWENTY SECOND day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. P. C. LEMIEUX, Sheriff.
Sheriff's office. Sherbrooke, November the 17th., 1936. 5806-47-2-o
[First publication, November 21st., 1936]

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Canada, Province de Québec, District des Trois-Rivières, No 3386. } DESIRE BENOIT, cultivateur, de la paroisse de la Visitation de la Pointe-du-Lac, demandeur; vs VIC-

TROIS RIVIERES

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Canada, Province of Quebec, District of Trois-Rivières, No 3386. } DESIRE BENOIT, farmer of the parish of La Visitation de la Pointe-du-Lac, Plaintiff; vs VICTOR ABRAN,

TOR ABRAN, notaire, de la cité et du district des Trois-Rivières, défendeur; & RAOUL DUCHARME, avocat, des cité et district des Trois-Rivières, curateur au délaisement.

Un terrain situé au nord-est de la rue Sainte-Cécile, en la cité des Trois-Rivières, connu et désigné comme étant le lot numéro trois cent vingt-quatre (324) de la subdivision officielle du lot No 1755 du cadastre officiel fait pour la cité des Trois-Rivières—avec maison en brique dessus construite.

Pour être vendu au Bureau du Shérif, dans le Palais de Justice, en la cité des Trois-Rivières, le VINGT-TROISIEME jour de DECEMBRE, mil neuf cent trente-six, à DIX heures (10 hrs) de l'avant-midi.

Bureau du Shérif. Le shérif,
Trois-Rivières, 16 novembre 1936. L.-P. MERCIER.

5807-47-2-o

[Première publication, 21 novembre 1936]

notary, of the city and district of Trois-Rivières, Defendant; & RAOUL DUCHARME, advocate, of the city and district of Trois Rivières, Curator to the abandonment.

A lot of land situated Northeast of Sainte Cecile street, in the city of Trois Rivières, known and designated as being lot number three hundred and twenty four (324) of the official subdivision of lot No. 1755 of the official cadastre made for the city of Trois-Rivières—with a brick house thereon erected.

To be sold at the Sheriff's Office, in the Court House, in the City of Trois-Rivières, on the TWENTY THIRD day of DECEMBER, one thousand nine hundred and thirty six, at TEN o'clock (10 o'clock) in the forenoon.

Sheriff's Office. L. P. MERCIER,
Trois-Rivières, November 16th., 1936. Sheriff.

5808-47-2

[First publication, November 21st., 1936]

Ministère du Travail

AVIS

Conformément aux dispositions de l'article 5 de la Loi relative à l'extension des conventions collectives de travail (24 Geo. V, chapitre 56 amendée par 25-26 Geo. V, chapitre 64) avis est donné par l'honorable M. William Tremblay, ministre du Travail, que les parties contractantes de la convention collective de travail rendue obligatoire par l'arrêté ministériel No 3184 du 7 novembre 1935—convention collective de travail relative à l'industrie de la confection pour dames dans la Province de Québec—lui ont demandé la modification suivante dudit arrêté:

Le paragraphe I de l'article I est remplacé par le suivant:

"I.—Soient entièrement fabriqués par la même méthode et la même manière de production que celles employées dans l'industrie des vêtements pour hommes et garçons."

Durant les trente jours à compter de la publication de cet avis, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre la demande contenue dans la présente requête.

GERARD TREMBLAY,
Sous-ministre du Travail.

Ministère du Travail.
Québec, ce 21 novembre 1936. 5825-o

AVIS.

Conformément aux dispositions de l'article 4 de la Loi relative à l'extension des conventions collectives de travail (24 Geo. V, chapitre 56, amendée par 25-26 Geo. V, chapitre 64), avis est donné par l'honorable William Tremblay, ministre du Travail, que le Syndicat des Employés de la Boulangerie et de la Pâtisserie Inc., lui a présenté, ce jour, une requête à l'effet que la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

A. Durivage, Montréal; Louis Bertrand, Montréal; Arthur Lasonde, Montréal; Marcel Monette, Pointe-aux-Trembles; Gagnon & Fils par Donatien Gagnon, ville Saint-Laurent; Strachan

Department of Labour

NOTICE

Pursuant to the provisions of Article 5 of the Collective Labour Agreements Extension Act (24 Geo. V, Chapter 56, amended by 25-26 Geo. V, Chapter 64), notice is hereby given by the Honourable William Tremblay, Minister of Labour, that the contracting parties to the Collective Labour Agreement rendered obligatory by the Order in Council No. 3184 of the 7th of November 1935—Collective Labour Agreement respecting the Ladies' Cloak and Suit Industry of the Province of Quebec—have requested him the following modification to the said Order:

Sub-Section I of Section I is replaced by the following:

"I.—Be manufactured entirely by the same method and manner of production as that used in the Men's and Boy's Clothing Industry."

During the thirty days following the publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive objections which interested parties may desire to make against the request contained in this petition.

GERARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour.
Quebec, November 21, 1936. 5826-o

NOTICE

Pursuant to the provisions of Article 4 of the Act respecting the extension of collective labour agreements, (24 Geo. V, chapter 56 amended by 25-26 Geo. V, chapter 64), notice is given by the Honourable William Tremblay, Minister of Labour, that "Le Syndicat des Employés de la Boulangerie et de la Pâtisserie Inc.," has presented to him this day, a request to the effect that the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

A. Durivage, Montreal; Louis Bertrand, Montreal; Arthur Lasonde, Montreal; Marcel Monette, Pointe aux Trembles; Gagnon & Fils per Donatien Gagnon, ville Saint Laurent;

Bros., Ltd., Montréal; James Strachan, Ltd., Montréal; Inter-City Baking Co., Ltd., Montréal, A. & L. Strachan, Ltd., Montréal; Standard Bread Co., Ltd., Montréal; Metropolitan Bread Co., Montréal; Harrison Bros., Ltd., Westmount; James M. Aird Ltd., Montréal; Dent Harrison & Sons, Ltd., Westmount; Le Pain Moderne Canadien, Ltée, Montréal; Prud'homme & Frère Ltée, Verdun; Brosseau, Ltée, Montréal; Jos. Sanche, Ltée, Montréal; Boulangerie Alexandra Ltée, Montréal; Emery Gendron, Montréal; Boire & Frère, Montréal; Dollard Guay, Pointe-aux-Trembles; Canada Bread Ltd., Montréal; Ephrem Daigneault, Montréal; Caron Jetté Ltée, Montréal; New Harris Bakery Ltd., Montréal.

Strachan Bros., Ltd, Montreal; James Strachan Ltd., Montreal; Inter-City Baking Co., Ltd., Montreal; A. & L. Strachan Ltd., Montreal; Standard Bread Co., Ltd., Montreal; Metropolitan Bread Co., Montreal; Harrison Bros., Ltd., Westmount; James M. Aird Ltd., Montreal; Dent Harrison & Sons Ltd., Westmount; Le Pain Moderne Canadien Ltée, Montreal; Prud'homme & Frère Ltée, Verdun; Brosseau Ltée, Montreal; Jos. Sanche Ltée, Montreal; Boulangerie Alexandra Ltée, Montreal; Emery Gendron, Montreal; Boire & Frère, Montreal; Dollard Guay, Pointe aux Trembles; Canada Bread Ltd., Montreal; Ephrem Daigneault, Montreal; Caron Jetté Ltée, Montreal; New Harris Bakery Ltd., Montreal;

ET, D'AUTRE PART:

Le Syndicat des Employés de la Boulangerie et de la Pâtisserie, Inc. soit rendue obligatoire pour les employeurs et les employés de l'industrie visée suivant les conditions ci-après:

I.—SALAIRES:—

Catégorie "A".—Dans toute boulangerie de trois (3) hommes et plus à part de l'employeur, il sera obligatoire de désigner un contremaître dont le salaire minimum sera de \$22.00 par semaine. Dans toute boulangerie de cinq (5) hommes et plus à part du contremaître, l'employeur devra désigner un homme comme étant en charge des fours ou de la pâte ou de la pâtisserie, le salaire de celui-ci étant fixé à \$22.00 par semaine.

Catégorie "B".—Compagnons boulangers et pâtisseries, \$18.00 par semaine.

Catégorie "C".—Aides, \$15.00 par semaine.

Catégorie "D".—Apprentis:

première année.....	\$10.00
après première année.....	\$12.00

Dans chaque boulangerie, le nombre d'aides ne devra pas excéder 20% du nombre total des employés des catégories, A, B, C, D.

Le nombre des apprentis ne devra pas excéder 20% du nombre total des employés des catégories A, B, C, D.

Le salaire des surnuméraires (jobbers) sera de \$3.50 pour 10 heures ou fraction de 10 heures, plus .35c par heure au-dessus de 10 heures.

Vendeurs.—Tout homme employé comme vendeur ou distributeur, quel que soit le mode de sa rémunération, devra toucher une rémunération hebdomadaire de \$15.00 par semaine.

II.—Le vendeur ne sera responsable que du crédit alloué par lui à un client, après défense formelle de son patron donnée par écrit.

III.—La semaine de travail sera de soixante (60) heures, tout travail supplémetnaire devant être rémunéré sur la base de temps régulier.

La limitation des heures de travail mentionnée au paragraphe précédent s'applique exclusivement aux employés des catégories A, B, C, D et non pas aux vendeurs ou distributeurs.

Après avoir été au travail durant un nombre d'heures raisonnable, tout employé aura droit à une demi-heure ($\frac{1}{2}$) pour prendre son repas. Cette demi-heure, cependant, ne devant pas être déduite de la semaine de soixante (60) heures de travail.

IV.—Afin d'assurer aux membres du Comité Conjoint une connaissance parfaite de la classification des hommes dans une boulangerie, il sera obligatoire, pour le patron, lorsque requis de ce faire, de transmettre, audit comité conjoint, une nomenclature complète des noms de ses employés

AND, ON THE OTHER PART:

Le Syndicat des Employés de la Boulangerie et de la Pâtisserie Inc.; be rendered obligatory for the employers and the employees of the concerned trade according to the following conditions:

I.—SALARIES:—

Class "A".—In all bakeries of three (3) men or over, besides the employer it will be compulsory to designate a foreman whose minimum salary shall be \$22.00 per week.

In all bakeries of five (5) men or more, besides the foreman, the employer shall designate a man as being in charge of ovens, or doughs, or pastry department, the minimum salary of the latter to be \$22. per week.

Class "B".—Journeymen-bakers and pastry-cooks, \$18.00 per week.

Class "C".—Helpers, \$15.00 per week.

Class "D".—Apprentices:

first year.....	\$10.00
after first year.....	\$12.00

The ratio of helpers not to be more than 20% in number of the total employees of Classes A, B, C, D.

The ratio of apprentices not to be more than 20% in number of the total employees of Classes A, B, C, D.

The salary of supernumeraries (jobbers) to be \$3.50 per ten hours of work or part, plus .35c per hour for labour exceeding ten hours.

Salesmen.—Whatever be the form or method of their remuneration, salesmen, vendors or distributors shall receive a minimum weekly pay of \$15.00.

II.—Salesmen will be held responsible only for credit granted to a customer after having been forbidden to do so in writing.

III.—The week of labor shall be of sixty (60) hours, any extra work to be paid straight time.

The limitations of hours of labour mentioned in the preceeding paragraph does not apply to vendors or distributors, but exclusively to employees of Classes A, B, C, D.

After having been at work during a reasonable number of hours, each employee shall be entitled to half an hour for his meal. However, this half hour shall not be deducted from the total number of hours of the labour week, that is, sixty (60) hours.

IV.—In order to permit the members of the Joint Committee to be fully conversant with the classification of men in all bakeries, it shall be compulsory, for the employer, to convey to the said Committee, when requested to do so, a complete list of the names of his employees and the

et de la catégorie à laquelle ils appartiennent. Il devra aussi informer le Comité de tout changement dans son personnel. Dans le cas de litige ou difficulté, le dernier rapport transmis par le patron sera celui sur lequel se baseront les membres du Comité Conjoint pour procéder à la classification d'un homme.

V.—Dans les boulangeries où il se fait de la pâtisserie, les employés préposés à la pâtisserie seront assujettis à cette convention au même degré que les employés préposés à la fabrication du pain.

VI.—Dans les boulangeries où l'uniforme est fourni à l'employé et envoyé à une buanderie pour lavage, l'employeur ne devra jamais charger à l'employé plus que le coût de ce service de nettoyage.

VII.—La juridiction territoriale déterminée par cette convention comprend l'île de Montréal.

Sont également assujettis aux présentes dispositions, les maîtres-boulangers dont l'atelier de production est situé hors de la juridiction territoriale déterminée au paragraphe précédent; mais qui vendent toute ou une partie de leur production dans les limites de ladite juridiction territoriale.

VIII.—Il est stipulé et convenu que les parties contractantes acceptent le principe d'une révision de l'échelle de salaires plus haut mentionnée trois (3) mois après la mise en vigueur de la présente convention.

IX.—La présente convention sera valable à compter de la date de la publication dans la *Gazette officielle de Québec* de l'arrêté ministériel approuvant la présente requête et demeurera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1937. Elle se renouvellera automatiquement d'année en année à moins que l'une des parties ne notifie l'autre partie de son intention de l'abroger au moins trente (30) jours avant son expiration.

Durant les trente jours à compter de la publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre la demande contenue dans la présente requête.

GERARD TREMBLAY,
Sous-Ministre du Travail.

Ministère du Travail,
Québec, ce 21 novembre 1936. 5827—o

category in which each one is classified. He shall also keep the Committee aware of all changes on his staff. In case of difficulties, the last report forwarded by the employer to the Committee, will be the one upon which the members shall rely to proceed to the classification of an employee.

V.—In bakeries where pastries are made, the employees employed in these departments, shall be subject to the agreement same as the employees working in the bread department.

VI.—Where uniforms are supplied and sent to the laundry, in no case shall the employer charge the employee more than the actual cost of this service.

VII.—The territorial jurisdiction determined by the present agreement shall comprise the Island of Montreal.

Are also governed by the present agreement, the master-bakers whose plant is situated outside the territorial jurisdiction determined in the preceding paragraph, but who sell a part or the whole of their production within the limits of the territorial jurisdiction.

VIII.—It is stipulated and agreed that the contracting parties accept as a principle, a revision of the above schedule of wages, three (3) months after the present agreement is made obligatory.

IX.—The present agreement will be in force from the date of the publication in the *Quebec official Gazette* of the Order in Council approving the present request and shall remain in force until the 31st of December 1937; it shall be renewed automatically from year to year, unless one of the parties hereto notify the other party of his intention to change or revoke the same, at least thirty (30) days before its expiration.

During the thirty days following the publication of the present notice, the Honourable Minister of Labour will receive objections which interested parties may desire to make against the request contained in the present petition.

GERARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour.
Quebec, November 21, 1936. 5828—o

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire les nominations suivantes:

Québec, le 20 octobre 1936.

M. Joseph Saint-Vincent, de Saint-Jérôme, Co. Terrebonne: percepteur du district de revenue de Terrebonne.

Québec, le 5 novembre 1936.

M. Eugène Laroche, ingénieur civil, diplômé de l'Ecole Polytechnique: assesseur au département des mines, de la chasse et des pêcheries de notre province de Québec.

Québec, le 13 novembre 1936.

M. Arthur Foster, de la cité de Québec, gérant de banque: assistant trésorier de la province de Québec.

M. Henri-L. Duhaime, médecin, de Chicoutimi: coroner conjoint pour le district de Chi-

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointments:

Québec, October 20, 1936.

Mr. Joseph Saint-Vincent, of Saint Jérôme, Co. Terrebonne: Collector of the revenue district of Terrebonne.

Québec, November 5, 1936.

Mr. Eugène Laroche, civil engineer, graduate of the Polytechnical School: evaluator in the Department of Mines, Game and Fisheries of Our Province of Quebec.

Québec, November 13, 1936.

Mr. Arthur Foster, of the city of Québec, bank manager: Assistant Treasurer of the Province of Québec.

Mr. Henri L. Duhaime, physician, of Chicoutimi: joint coroner for the district of Chicoutimi

coutimi avec juridiction sur cette partie du district de Chicoutimi qui se trouve à l'ouest d'Arvida, Jonquière, Kénogami, Chipshaw et Saint-Ambroise.

with jurisdiction over that part of the district of Chicoutimi which lies to the West of Arvida, Jonquière, Kénogami, Chipshaw and Saint Ambroise.

Québec, le 15 novembre 1936.

M. Ernest Ménard, de la cité de Québec, chef de district au département de la Colonisation: inspecteur général de la chasse, au département des mines et des pêcheries de notre province de Québec.

5831-o

Quebec, November 15, 1936.

Mr. Ernest Ménard, of the city of Quebec, district chief in the Department of Colonization: general inspector of Game, in the Department of Mines and Fisheries of Our Province of Quebec.

5832

Chartes:—Abandon de

"LOWER ST. LAWRENCE CONSTRUCTION COMPANY"

Avis est par le présent donné que la compagnie ci-dessus demandera la permission d'abandonner sa charte conformément à l'article 25 de la première partie de la Loi des compagnies de Québec. Rimouski, 16 novembre 1936.

"LOWER ST. LAWRENCE CONSTRUCTION COMPANY"

Par le secrétaire,
P.-E. GAGNON.

5785-o

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Pontiac Corporation, Limited", a l'intention de s'adresser à l'Honorable Secrétaire de la Province, à Québec, pour lui demander la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 17 novembre 1936.

Le procureur pour la compagnie,
WALTER S. JOHNSON, C.R.

5795

Charters:—Surrender of

"LOWER ST. LAWRENCE CONSTRUCTION COMPANY"

Notice is hereby given that the above company, will apply for leave to surrender its charter in accordance with article 25 of the first part of Quebec Companies' Act.

Rimouski, November 16th, 1936.

"LOWER ST. LAWRENCE CONSTRUCTION COMPANY"

Per P. E. GAGNON,
Secretary.

5786-o

Notice is hereby given that Pontiac Corporation, Limited, is about to apply to the Honorable the Provincial Secretary, Quebec, for permission to surrender its Charter.

Montreal, November 17, 1936.

WALTER S. JOHNSON, K. C.,
Attorney for the Company.

5796-o

Ministère de l'agriculture

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Labelle sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Sainte-Anne du Lac" et que son principal siège d'affaires est en la municipalité de Sainte-Anne du Lac, comté de Labelle.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage ou des deux, la vente et l'achat d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente des produits agricoles.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Le sous-ministre de l'Agriculture,
ALBERT RIOUX.

Québec, ce 17ème jour de novembre 1936.
5829-o

Department of Agriculture

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the county of Labelle, under the name of "Société Coopérative Agricole de Sainte-Anne du Lac" and that its principal place of business is in the municipality of Sainte Anne du Lac, county of Labelle.

The objects for which the association is formed are: The improvement and development of agriculture, or of any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the sale and purchase of livestock, farm implements, commercial fertilizers and other articles useful to the agricultural class, and the purchase, preservation, transformation and sale of agricultural products.

The Minister authorizes the formation of the said association.

ALBERT RIOUX,
Deputy Minister of Agriculture.

Quebec, this seventeenth day of November, 1936. 5830

Vente pour taxes municipales

PROVINCE DE QUÉBEC.

VILLE DE MONT-ROYAL.

District de Montréal.

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la ville de Mont-Royal, que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère publique à l'Hôtel de

Sale for municipal taxes

PROVINCE OF QUEBEC.

TOWN OF MOUNT ROYAL.

District of Montreal.

Public notice is hereby given by the undersigned, Secretary-treasurer of the town of Mount Royal, that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the Town Hall,

Ville (No 1020, Blvd. Laird), dans ladite ville, MARDI, le QUINZIEME jour de DECEMBRE, mil neuf cent trente-six (1936) à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires mentionnées dans l'état ci-dessous, ainsi qu'au paiement des intérêts courus et à courir, et les frais à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

La Commission Municipale de Québec, par une décision en date du 10 novembre 1936, a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles, sous l'autorité de l'article 550, de la loi des cités et villes tel qu'amendée par 24 Geo. V, chap. 33, a. 3.

1020, Laird Boulevard, in the said town, on TUESDAY, DECEMBER FIFTEENTH, 1936, at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy the payment of the municipal and school taxes mentioned in the statement hereunder plus interest accrued and to accrue thereon, and costs, unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale.

The Quebec Municipal Commission, by decision dated November 10th., 1936, has authorized an abridge enumeration of the Cadastral numbers of the immoveables, under the authority of Article 550 of the cities and towns act, as amended by 24 Geo. V, chap. 33, section 3.

Comme appartenant à :	No du cadastre	Subdivision	Total des taxes municipales et scolaires dues.
As belonging to :	Cadastral No.		Total municipal and School Taxes due
J. P. Clift	598	10	\$31.08
"	599	69	47.19
J.-D. Chaplin	618	126	36.00
"	618	214	137.40
J.-B. Dubé	622	214 et-and 215	157.80
J.-W. Gervais	623	1718 et-and 1719	231.41
J.-P.-V. Hurtubise	616	195 à-to 198 incl.	197.19
Mlle-Miss Zela King	598	11	15.54
"	618	210	80.16
W. A. Kingsland	619	103 et-and 104	96.22
"	620	136 et-and 137	201.56
"	621	107 et-and 108	76.74
N.-L. Lalonde	627	232 à-to 235 incl.	86.88
Camille Legault	627	229 à-to 231 incl.	266.76
Mount Royal Homesites, Ltd.	632	202	29.60
"	632	209	34.20
"	632	216	34.20
"	632	223	34.20
"	632	230	36.10
"	632	237	41.80
"	632	244	34.20
"	632	251	34.20
"	632	258	28.50
"	613	69	16.40
Bates Realty, Ltd.	632	321	37.47
"	632	328	49.80
Mount Royal Gardens, Ltd.	616	268 et-and 269	10.19
"	616	271 et-and 272	28.13
P. S. McKergow	614	357	52.20
"	623	1560	136.48
A.-C. Hébert	615	235 à-to 243 incl.	698.36
Mount Royal Race Track Land Holding Company, Inc.	612	1 et-and 2	69.85

Comme appartenant à :	No du cadastre.	Subdivision	Dimensions superficie.	Bornes	Total des taxes municipales et scolaires dues
As belonging to :	Cadastral No.		Dimensions and areas	Boundaries	Total municipal and school taxes due
Mount Royal Homesites, Ltd.	620...	94	45' x 101', 4,505 pieds carrés plus ou moins—4505 sq. ft. more or less.	Du côté nord-ouest par ruelle—On the north west by lane; Du côté nord-est par lot 621-53—On the northeast by lot 53 Cad. 621; Du côté sud-est par avenue Kenaston—On the southeast by Kenaston Avenue; Du côté sud-ouest par résidu du lot 620-94—On the southwest by residue of lot 94 Cad. 620.	\$ 209.77
"	622...	380	25' x 114.5' 2862 pieds carrés plus ou moins—2862 sq. ft. more or less.	Du côté nord-ouest par lot 622-379—On the northwest by lot 622-379; Du côté nord-est par avenue Canora—On the northeast by Canora Road; Du côté sud-est par résidu du lot 622-380—On the southeast by residue of lot 622-380; Du côté sud-ouest par ruelle 622-376—On the southwest by lane 622-376.	60.40

Comme appartenant à : — As belonging to:	No du cadastre — Cadastral No.	Description	Total des taxes municipales et scolaires dues. — Total municipal and school taxes due.
Mount Royal Race Track Land Holding Company, Inc.	583.....	Partie du lot 583, paroisse de Saint-Laurent, mesurant 9.509 arpents, bordé devant par le chemin de la Côte de Liesse, en arrière par partie du lot 583, sur le côté nord-est par le chemin public et sur le côté sud-ouest par le lot 582.—Part of lot 583, parish of Saint Laurent, measuring 9.509 arpents, bounded in front by Côte de Liesse Road, in rear by part of lot No. 583, on the South West side by lot No. 582.	
	583.....	Partie du lot 583 paroisse de Saint-Laurent, mesurant 30 arpents, bordé devant par le chemin public, en arrière par le lot No 93 du Village incorporé de la Côte des Neiges, sur le côté est par partie du lot 583 et sur le côté ouest par parties des lots 583 et 582.—Part of lot 583 parish of Saint Laurent, measuring 30 arpents, bounded in front by the Public road, in rear by lot No. 93 incorporated Village of Côte des Neiges, on the east side by part of lot No. 583 and on the West side by parts of lots Nos. 583 and 582.	
	582.....	Lot No 582, paroisse de Saint-Laurent, mesurant 29 arpents, 25 perches.—Lot No. 582, parish of Saint Laurent, measuring 29 arpents, 25 perches.	
	581.....	La partie nord-est du lot No 581, paroisse de Saint-Laurent, mesurant 25.626 arpents, bordé devant par le chemin de la Côte de Liesse, en arrière par le lot No 93, du village incorporé de la Côte des Neiges, sur un côté par le lot No 582 et sur l'autre côté par le Boulevard Décarie.—The Northeast part of lot No. 581, parish of Saint Laurent, measuring 25.626 arpents, bounded in front by Côte de Liesse Road, in rear by lot No. 93 Incorporated Village of Côte des Neiges, on one side by lot No. 582 and on the other side by the right of way of the Montreal Park & Island Railway Company (Decarie Boulevard).	\$13,457 48

Les immeubles ci-dessus mentionnés sont tous décrits suivant le plan cadastral officiel et le livre de référence de la paroisse de Saint-Laurent, et sont tous situés dans ladite ville de Mont-Royal.

Donné à la ville de Mont-Royal, ce dix-septième jour de novembre mil neuf cent trente-six (1936).

Le secrétaire-trésorier,
5823—47—2—o EUGENE RAVEL.

The above immovables are severally described as on the official cadastral plan and in the book of reference of the parish of Saint Laurent, and all are situate in the town of Mount Royal aforesaid.

Given at the town of Mount Royal this seventeenth day of November, nineteen hundred and thirty six (1936).

EUGENE RAVEL,
Secretary-Treasurer.
5824—47—2—o

Index de la Gazette officielle de Québec, No 47

ACTION EN SÉPARATIONS DE BIENS:—

Dame Drouin vs Faucher..... 4015

ANNONCEURS:—AVIS AUX:—..... 3981

ARRÊTÉ-EN-CONSEIL:—

Concernant l'enregistrement des Véhicules-Automobiles..... 4014

AVIS DIVERS:—

Beresford Lake Mines, Limited..... 4016
Fontana Gold Mines, Limited..... 4015
L'Ecole d'Arts et Métiers de Rimouski, Inc..... 4016
Maritime Cadillac Gold Mines, Ltd..... 4017
The Puck Publishing Co., Ltd..... 4016
The Shawinigan Water and Power Company..... 4015

BUREAU-CHEF:—

Rotherwood Realty Company..... 4019

Index of the Quebec Official Gazette, No. 47

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Dame Drouin vs Faucher..... 4015

ADVERTISERS:—NOTICE TO:—..... 3981

ORDER-IN-COUNCIL:—

Respecting the registration of Motor Vehicles..... 4014

MISCELLANEOUS NOTICES:—

Beresford Lake Mines, Limited..... 4016
Fontana Gold Mines, Limited..... 4015
L'Ecole d'Arts et Métiers de Rimouski, Inc..... 4016
Maritime Cadillac Gold Mines, Ltd..... 4017
The Puck Publishing Co., Ltd..... 4016
The Shawinigan Water and Power Company..... 4015

CHIEF OFFICE:—

Rotherwood Realty Company..... 4019

CHARTER—ABANDON DE:—

Lower St. Lawrence Construction Com- pany.....	4028
Pontiac Corporation, Limited.....	4028

CHARTER—SURRENDER OF:—

Lower St. Lawrence Construction Com- pany.....	4028
Pontiac Corporation, Limited.....	4028

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:—

Grantham-Ouest, canton de.....	4018
Notre-Dame-de-Stanbridge, munic. sco- laire.....	4019
St-Yves-de-Laval, munic. scolaire.....	4019

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—

Grantham West, township of.....	4018
Notre-Dame-de-Stanbridge, school mu- nic.....	4019
St-Yves-de-Laval, school munic.....	4019

LETTRES PATENTES:—

Aldo Shoe Shoppe, Incorporated.....	3982
Atlas Soaps, Limited.....	3982
Bapoma Bousquet Gold Mines, Ltd.....	3986
Chibougamau North Gold Mining Corpo- ration.....	3987
Dolman Dress, Inc.....	3988
Farmers Can Co. Ltd.—La Cie de Boites de Conserves "Habitants", Ltée.....	3997
Five, Ten & Fifteen Meat Market, Limited.....	4000
Lakeview Construction Co., Ltd.....	3990
Les Courriers, Incorporée.....	4001
Œuvre de Vacances de Notre-Dame du Lac Gemont.....	4004
Quebec Musical Competition Festival, Inc.....	3994
Rangers Club, Inc.....	4005
Royal Hockey Club of Montreal.....	4006
The Quebec News Publishing Company.....	3995

LETTERS PATENT:—

Aldo Shoe Shoppe, Incorporated.....	3982
Atlas Soaps, Limited.....	3982
Bapoma Bousquet Gold Mines, Ltd.....	3986
Chibougamau North Gold Mining Corpo- ration.....	3987
Dolman Dress, Inc.....	3988
Farmers Can Co. Ltd.—La Cie de Boites de Conserves "Habitants", Ltée.....	3997
Five, Ten & Fifteen Meat Market, Limited.....	4000
Lakeview Construction Co., Ltd.....	3990
Les Courriers, Incorporée.....	4001
Œuvre de Vacances de Notre-Dame du Lac Gemont.....	4004
Quebec Musical Competition Festival, Inc.....	3994
Rangers Club, Inc.....	4005
Royal Hockey Club of Montreal.....	4006
The Quebec News Publishing Company.....	3995

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE:—

Société Coopérative Agricole de Sainte- Anne-du-Lac.....	4028
---	------

DEPARTMENT OF AGRICULTURE:—

Société Coopérative Agricole de Sainte- Anne-du-Lac.....	4028
---	------

MINISTÈRE DU TRAVAIL:—

Relative à l'industrie de la confection pour dames de la province de Québec.....	4025
Syndicat des Employés de la Boulangerie et de la Pâtisserie, Inc.....	4025

DEPARTMENT OF LABOUR:—

Respecting the Ladie's Cloak and Suit Industry of the Province of Quebec.....	4025
Syndicat des Employés de la Boulangerie et de la Pâtisserie, Inc.....	4025

NOMINATIONS:—

Diverses.....	4027
---------------	------

APPOINTMENTS:—

Miscellaneous.....	4027
--------------------	------

PROCLAMATIONS:—

Duhamel, municipalité de.....	4008
Hope-est, municipalité de.....	4009

PROCLAMATIONS:—

Duhamel, municipality of.....	4008
Hope east, municipality of.....	4009

SOUMISSIONS:—

Ile Cadieux, ville de.....	4018
Laval-sur-le-Lac, ville de.....	4017
Montréal-ouest, ville de.....	4017

TENDERS:—

Isle Cadieux, town of.....	4018
Laval-sur-le-Lac, town of.....	4017
Montreal West, town of.....	4017

VENTES, LOI DE FAILLITE:—

Dubois, Adalbert.....	4010
Paulhus, J.-B. et Louis.....	4011

SALES, BANKRUPTCY ACT:—

Dubois, Adalbert.....	4010
Paulhus, J.-B. and Louis.....	4011

VENTES PAR LICITATION:—

Bérard vs Ryan <i>et al.</i>	4013
Desrosiers vs Desrosiers <i>et al.</i>	4012

SALES BY LICITATION:—

Bérard vs Ryan <i>et al.</i>	4013
Desrosiers vs Desrosiers <i>et al.</i>	4012

VENTES POUR TAXES:—

Magog, ville de.....	4008
Mont-Royal, ville de.....	4028

SALES FOR TAXES:—

Magog, town of.....	4008
Mount Royal, town of.....	4028

VENTES PAR LES SHÉRIFS:—

BEAUCE:—

Village de Saint-Joseph vs Dumais 4019

BEAUHARNOIS:—

Chevrefils vs Préfontaine 4020

BEDDORD:—

Mainville vs Boileau 4021

MONTMAGNY:—

The J. R. Watkins Co. vs Tanguay *et al.* . . 4021

MONTRÉAL:—

Banque Canadienne Nationale vs Wild . . 4023

Cité de Montréal vs Beaulieu 4021

Cité de Montréal vs Sample 4022

Marion vs Dallaire 4022

R. H. Miner Co., Ltd. vs Normand *et vir.* . 4023

Ville de Greenfield Park vs McPherson . . 4022

SAINT-FRANÇOIS:—

Lemay *et al* vs Vincent 4024

TROIS-RIVIERES:—

Benoit vs Abran 4024

SHERIFFS' SALES:—

BEAUCE:—

Village of Saint Joseph vs Dumais 4019

BEAUHARNOIS:—

Chevrefils vs Préfontaine 4020

BEDFORD:—

Mainville vs Boileau 4021

MONTMAGNY:—

The J. R. Watkins Co. vs Tanguay *et al.* . . 4021

MONTREAL:—

Banque Canadienne Nationale vs Wild . . 4023

City of Montreal vs Beaulieu 4021

City of Montreal vs Sample 4022

Marion vs Dallaire 4022

R. H. Miner Co., Ltd. vs Normand *et vir.* . 4023

Town of Greenfield Park vs McPherson . . 4022

SAINT FRANCIS:—

Lemay *et al* vs Vincent 4024

TROIS-RIVIERES:—

Benoit vs Abran 4024